APACHE



BRISONS LE TRAIN-TRAIN QUOTIDIEN

Apache n°10 • hiver-printemps 1997 • prix "libre" (sauf librairie : 15F)



Apache est le journal d'un collectif d'individus qui partagent un même dégoût pour ce vieux monde de pourriture et d'ennui. Tout comme nous partageons une même envie de créer une société égalitaire qui respecterait l'individu et où les mots classe sociale, Etat, marchandise, salariat, flic, patriarcat... ne serviraient plus qu'à décrire le passé.

Et même si cette société n'est pas pour demain, nous avons la volonté de vivre dès maintenant des rapports humains à la mesure de nos rêves et de nos passions.

Notre potentialité à foutre en l'air ce vieux monde est directement liée à notre capacité à ne pas le reproduire dans nos actions et dans nos modes de pensée.

Nous accordons plus d'importance à des idées que l'on essaye de vivre, qu'à des théories dont la pratique n'effleure même pas le salon où elles ont été pondues.

Notre volonté de respecter la libre expression nous amène à donner la priorité à l'éclosion de textes et de créations des individus participant au collectif. C'est pourquoi les textes sont signés et n'engagent que leurs auteurEs.

••••••••••••••••

Apache is a magazine, gathering individuals who share the same disgust for this rotten and boring old world, as we share the same desire to create a egalitarian society, in which the individual will be respected, and the old words like social class, state, merchandise, salary, police and patriarchy will only be used to describe the past.

Maybe this society is not for tomorrow, but we want to live right now and have relationships as big as our dreams and passions are.

Our desire to fuck up this old world is linked with not reproducing it in our actions and ways of thought.

So we think that trying to live according to one's ideas is more interesting than thinking of theories and forgetting action.

Our desire to respect freedom of speech brings us to give priority to what the individuals write and create, that's why the writings are signed and only represent the authors.

••••••••••••••••

Apache es el periódico de un colectivo de personas que comparten un mismo asco por este viejo mundo de podredumbre y aburrimiento. Asi como compartemos un mismo deseo de crear una sociedad egalitaria que respeta al individuo y en la cual las palabras, clase social, Estado, mercancía, salariado, policía, patriarcado... no sirvieran sino para describir el pasado.

Aun si esta sociedad no es para mañana, tenemos la voluntad de vivir ya relaciónes humanas a la medida de nuestros sueños y de nuestras pasiones.

Nuestra fuerza para botar este viejo mundo es directamente relacionada con nuestra capacidad de no reproducirlo en nuestras acciones y en nuestras maneras de pensar.

Damos mas importancia a las ideas que uno trata de vivir que a las teorías cuya práctica ni siquiera roza el salón donde fueron paridas.

Nuestra voluntad de respetar la libre expresión nos lleva a dar la prioridad al surgimiento de textos y creaciones de personas participando al colectivo. Es por eso que los textos son firmados y solo comprometen a sus autores/as.



ÉDITOLÉ

Incroyable, Apache ressort après six mois de silence. 10 numéros en cinq ans, peut mieux faire nous direz-vous ! Pour se rassurer, on se dit que notre fréquence est irrégulière et que lorsqu'on tarde à sortir un canard c'est que l'on est hyper occupé (hum...)

Voilà donc le n°10. Pour ce début d'année 1997, on vérifie nos plans pour la prise du Palais d'hiver, car Octobre sera où ne sera pas. Dans l'attente de la construction du Parti, mangez des frites !

Toutes aide et participation sont toujours le bienvenue : écrite, financière, matérielle, etc.

Et si, par hasard, vous vouliez vous "abonner", y'a pas de problème : c'est 50 F ou plus (soutien) pour 4 numéros. (chèques à l'ordre de « paroles diffuses »)

FORCÉMENT SOMMAIRE

APACHE c/o PADI • BP 232
75624 PARIS Cedex 13 • FRANCE
Fax : 01 43 72 15 77

Impression : L'Internationale, 21ter, rue Voltaire, 75011 Paris, ✆ 01 44 93 93 24

Directrice de publication : ARCHIS A.
N° ISSN : en cours

Dépot légal : à parution
Commission paritaire : en cours

☛ **les textes et BD sont signés et n'engagent que leurs auteurEs**

LA VIE DES PRISONNIER-E-S POLITIQUES AU PEROU EST EN DANGER

LE 17 DÉCEMBRE 1996, à 20h25, l'unité «Edgar Sanchez» du Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) a investi la maison de l'ambassadeur du Japon au Pérou, et a pris en otage une centaine de capitalistes, de businessmen et d'officiels du gouvernement. A travers cette opération, le MRTA a voulu dénoncer les conditions sociales et politiques existant au Pérou sous la présidence du dictateur Fujimori. Tandis qu'une majorité de personnes vivent dans la pauvreté et sont dans la détresse, les tenants de la politique néo-libérale commémorent leur richesse durant des événements tels que ce banquet infâme.

Le MRTA est également passé par ce type d'action afin de sauver la vie de douzaines de membres et leaders du MRTA, emprisonné-e-s dans des conditions inhumaines, ayant pour but de les détruire physiquement et psychologiquement.

Quatre demandes ont été faites par le commando et sont les suivantes:

- le gouvernement change de politique afin que celle-ci bénéficie à l'ensemble du peuple et non à une minorité.

- tou-te-s les prisonnier-e-s appartenant au MRTA et tout-e prisonnier-e ayant été accusé-e d'appartenir au MRTA soit libéré-e.

-le paiement de la taxe de guerre



-le transfert du commando, qui est entré dans l'ambassade du japon, ainsi que les prisonnier-e-s politiques vers la jungle péruvienne. Comme garantie, le commando prendra certains otages, qui seront libérés, quand le commando et le reste des personnes auront atteint la zone de guérilla.

Le réel danger est que le gouvernement, comme d'autres régimes, se venge sur les prisonnier-e-s. Dans les années précédentes, il y a eu plusieurs massacres, par exemple dans la prison de Lurigancho, El Fronton et à Callao, où plus de 250 prisonnier-e-s ont été tué-e-s. Pour le commando, la demande la plus importante reste la libération de tou-te-s les prisonnier-e-s politiques du MRTA.

Alors que l'ensemble de médias se focalisent sur l'occupation de la résidence, environ milles prisonniers politiques du MRTA de la prison Miguel Castro Castro ont entamé une grève de la faim illimitée depuis le 16 Décembre.

Leur demande étant:

- La fin de l'isolement et du traitement discriminatoire fait à l'encontre de Victor Polay et des autres leaders du MRTA et de leur transfert vers des prisons civiles.

- L'abrogation immédiate des conditions spéciales de détention.

- L'abrogation de la loi anti-terreur n° 25475 (Celle-ci a été décrétée en mai 1992. L'état d'urgence a permis l'arrestation massive d'opposant-e-s. Tou-te-s les prisonnier-e-s sont torturé-e-s et/ou maltraité-e-s et ils/ elles sont assujetti-e-s à des procès injustes. Depuis 1983, des centaines de gens ont «disparu» à cause des meurtres et tortures faits par l'état policier).

- Pour des traitements humains des prisonnier-e-s et l'amélioration des conditions de détention (accès à un avocat, à une meilleure nourriture, à la santé, au travail).

LES CONDITIONS D'EMPRISONNEMENT

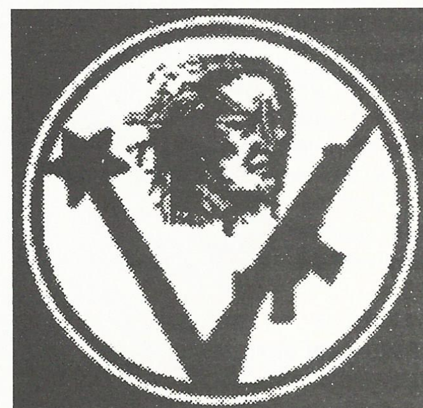
Depuis 1990, les constructions de prisons haute-sécurité n'ont cessée d'augmenter au Pérou. La plupart de celles-ci sont destinées à enfermer des prisonnier-e-s politiques en isolement. Voici quelques exemples des conditions d'emprisonnement.

La prison Callao

Elle a été construite en 1993 et est le plus grand exemple de la cruauté. Elle se situe à l'intérieur de la base navale de Callao à Lima.

La prison décrite comme «la tombe pour les vivants» a été construite dans le but de détruire psychologiquement et psychiquement les prisonniers appartenant au MRTA ainsi que les autres. C'est également supposé affecter psychologiquement tous les hommes et toutes les femmes, qui oseraient s'élever contre la politique néo-libérale du dictateur Fujimori.

La construction de cette prison faisait partie d'un projet élaboré par les militaires et les services secrets. Son but est, à travers la crainte, de prévenir toute conscientisation politique du peuple péruvien et est une série de mesures de contrôle et de répression que le gouvernement appelait la campagne psycho-sociale.



La prison consiste en 8 cellules renforcées, qui se situent huit mètres sous terre. Cela sert dans le but de destruction: privation sensorielle, pénombre, observation et contrôle total.

Les cellules font deux mètres sur trois. La porte est renforcée par deux serrures et ne peut être ouverte par les gardiens, seuls les officiers militaires possèdent les clefs. Au milieu de la porte, il y a une petite ouverture, qui est utilisée pour passer la nourriture. Elle est faite de façon à éviter tout contact avec les autres prisonniers et même avec les gardiens.

Chaque cellule a une évier et des toilettes, mais la quantité d'eau est contrôlée de l'extérieur et est seulement permise à certains moments. Les cellules ne possèdent pas d'éclairage, donc les prisonniers passent la majeure partie de la journée dans la pénombre.

Au-dessus de la porte, à environ deux mètres du sol, il y a une sorte de trappe, large de quinze centimètres, qui est ouverte quelques minutes par jour permettant l'entrée du soleil.

Lorsque les prisonniers du MRTA ont

été transportés dans cette prison, ils ont été drogués, ainsi ils ont perdu toute notion du temps et ne savent pas la position exacte de la prison. Chaque prisonnier est assujetti dès son arrivée à un isolement total sans visite, sans sortie durant un an.

Suite à cette période d'isolement, les prisonniers ont droit à 30 minutes de pause par jour dans la cour. Ces sorties sont faites seules, donc, une fois de plus, pour éviter tout contact entre les prisonniers. Les détenus peuvent utiliser ce temps pour marcher, lire la bible (le seul bouquin fourni par les gardiens) ou visualiser des vidéos, qui doivent être acceptées par l'administration pénitentiaire.

Toutes les lettres aussi bien reçues qu'envoyées sont étudiées par les services secrets. Ce sont ces mêmes personnes, qui vont décider quelles lettres peuvent être envoyées ou reçues. Il n'y a aucun droit de vie privée ou de garantie de confidentialité.

Les prisonniers n'ont aucun accès aux livres, magazines et journaux, et ils ne peuvent pas posséder de télé ou de radio.

Les visites durent au total 30 min par mois et seuls les membres directs de la famille (parents, enfants, conjoint) ont le droit de rendre visite. Aucun contact physique n'est autorisé pendant ces visites et toutes les conversations sont faites à l'aide d'un combiné téléphonique avec la présence du personnel de sécurité et une vitre de Plexiglas sépare les deux personnes. Toutes les conversations sont enregistrées et ensuite analysées.

Les membres de la famille ne peuvent pas ramener de nourriture ou de vêtements. Ceux-ci peuvent seulement être donné via le personnel militaire, qui décideras de les remettre ou pas aux prisonniers.

Les membres de la famille sont transportés jusqu'au lieu de visite dans un véhicule sans possibilité de voir à l'extérieur, donc ils/ elles ne peuvent savoir où se trouve exactement cet endroit.

LA PRISON DE HAUTE SÉCURITÉ CASTRO CASTRO

Elle se trouve dans la banlieue de Lima et a été construite comme un bâtiment de haute sécurité depuis qu'un commando du MRTA a été capable en 1990 de libérer plusieurs prisonniers par le biais d'un tunnel long de 315 mètres. Sous la présidence de Fujimori, la sécurité extérieure de la prison a été confiée à des troupes militaires, et l'intérieure, à la police nationale. Beaucoup de gardiens portent des cagoules pour ne pas être identifiés. Beaucoup de problèmes ont eu lieu à cause de la surpopulation, puisque trois personnes doivent partager une cellule de six mètres sur deux et ce, pendant 23h30. De nombreuses maladies sont attribuées à ces mauvaises conditions et aucun traitement médical n'est accordé. De la nourriture précuite peut être ramenée par la famille et être consommées immédiatement, par contre aucun fruit ou quoi que ce soit n'est autorisé.

A l'intérieur de la prison se trouve une pièce servant de tribunal pour des jugements expéditifs. Les prisonniers sont ramenés cagoulés et sont souvent maltraités et torturés.

LA PRISON DE HAUTE SÉCURITÉ DE YANAMAGO

Elle fut construite en 1990 dans la province de Tuno dans le sud du Pérou et a une superficie de 10 000m2. Elle se trouve dans les Andes à une altitude de 3800 mètres. Le climat y est très rude et même, en été, la température avoisine les quinze degrés et le reste de l'année, c'est autour du moins dix degrés. La sécurité extérieure est assurée par une troupe d'élite de 100 militaires. La troupe se positionne dans des tranchées et se déplace en véhicule blindé ainsi qu'en hélicoptère. Des champs de mines se trouve autour de cette prison. Un groupe de 300 personnes appartenant à la police nationale est responsable de la sécurité intérieure.

Les cellules font trois mètres sur trois et logent deux personnes. Comme dans les autres prisons, l'utilisation de la télé et des postes de radio est interdite ainsi que la cuisine. Les fenêtres n'ont pas de vitres, donc les prisonniers souffrent de maladies à cause du froid et du vent violent. De nombreux prisonniers souffrent de maladies respiratoires. De même, qu'à Callao, les prisonniers doivent passer un an en isolement total. Après cette période, ils ont les mêmes droits qu'à Callao.

Les gardiens ont le droit de punir les prisonniers à leur guise, quelques fois les forçant à passer 48 heures dans une pièce sombre de deux mètres sur un, ou refusant de leur accorder leur droit de visite ou de sortie.

Concernant la nourriture, l'administration octroie 60 centavos (100 centavos= 1$) par jour et par prisonnier, et la qualité des repas s'en ressent. De nombreux prisonniers ont perdu beaucoup de poids et ont contracté des maladies intestinales ou la tuberculose.

En général,les prisonniers reçoivent seulement deux visites par an, car le voyage pour se rendre à la prison reste onéreux pour les familles.

● *W.*

Pour aller directement sur le site de solidarité du MRTA sur internet: http://burn.ucsd.edu/%7Eats/mrta.htm

Vous pouvez toujours écrire au président Fujimori pour lui montrer votre soutien à la lutte des prisonniers politiques . Son adresse est la suivante:

Président of the republic, Mr Alberto Fujimori
Government Palace- Plaza de Armas s/n
Lima/ Pérou.

LETTRE PROPOSÉE.

Dear sir,

I want to let you know that i support the political prisoners from the Tupac Amaru Revolutionnary Movement (MRTA) in Miguel Castro Castro , who have been on an unlimited hungerstrike since December, 16th, 1996..

I'm requesting

- an end to isolation detention and the discriminatory treatment handed down against Victor Polay Campos and other MRTA leaders , and that they are be transerred to civilain prisons.
- the immediate repeal of Anti-terror Law n° 25475, which mandates «faceless» civilian and military judges and super-speedy trials with no right to a defense.
- the immediate repeal of the special detentions conditions.
- for humane treatment of prisoners, and improved prison conditions (access to defense counsel, better food, health care and jobs).

Yours truly,

Signature & Adresse.

LES CRAPULES, LES FOSSOYEURS ET LES AUTRES

Dernièrement on a pu apprécier les démonstrations de force du S.O. unifié (Unef-Id,FIDL, SOS) sur la manif du 30 novembre et les voir pratiquer quelques coups de pressions sur les facs, dans la droite ligne de l'attaque de Censier en déc.95. Il est évident qu'ils tentent de nettoyer le terrain de la contestation, en se montrant comme étant les plus forts, pour garantir une stabilité sociale en prévision de l'accession au pouvoir des socialauds.

DEPUIS l'accession de Chirac au pouvoir et le mouvement de Décembre 95, une restructuration de la gôche a été lancée. Bien sûr, la mise en scène est dirigée par le P.S. car elle vise évidemment à remettre ce parti au pouvoir.

On se souvient du méga-show de Bercy avec Hue Hue Robert Hue, Krivine, Voynet, Fodé Sylla et Cambadelis qui, dans une parodie de forum autocritique, annonçait la réconciliation officielle entre les tendances de gauche institutionnelle gauloise.

On a pu ainsi remarquer que sur la lutte des sans-papiers, ils s'étaient bien entendus pour se partager le travail d'encadrement et réglés leurs petits différents qui ont fini par une dépression nerveuse pour J.C.Amara et une protection policière rapprochée pour Fodé Sylla.En tout cas ils ont réussi à se faire de la pub et de la tune, à placer des bons copains à la tête du mouvement et à quadriller le soutien en dégoutant beaucoup d'inorganisés d'y participer.

Il ne faut pas oublier que Jospin a récemment vanté la primeur des charterisations opérées sous Mitterand et que les parlementaires socialistes n'ont rien fait face à la mise en place des lois Debré (Julien Dray a même participé au rapport sur l'immigration Sauvaigot qui a inspiré le ministre de l'intèrieur).

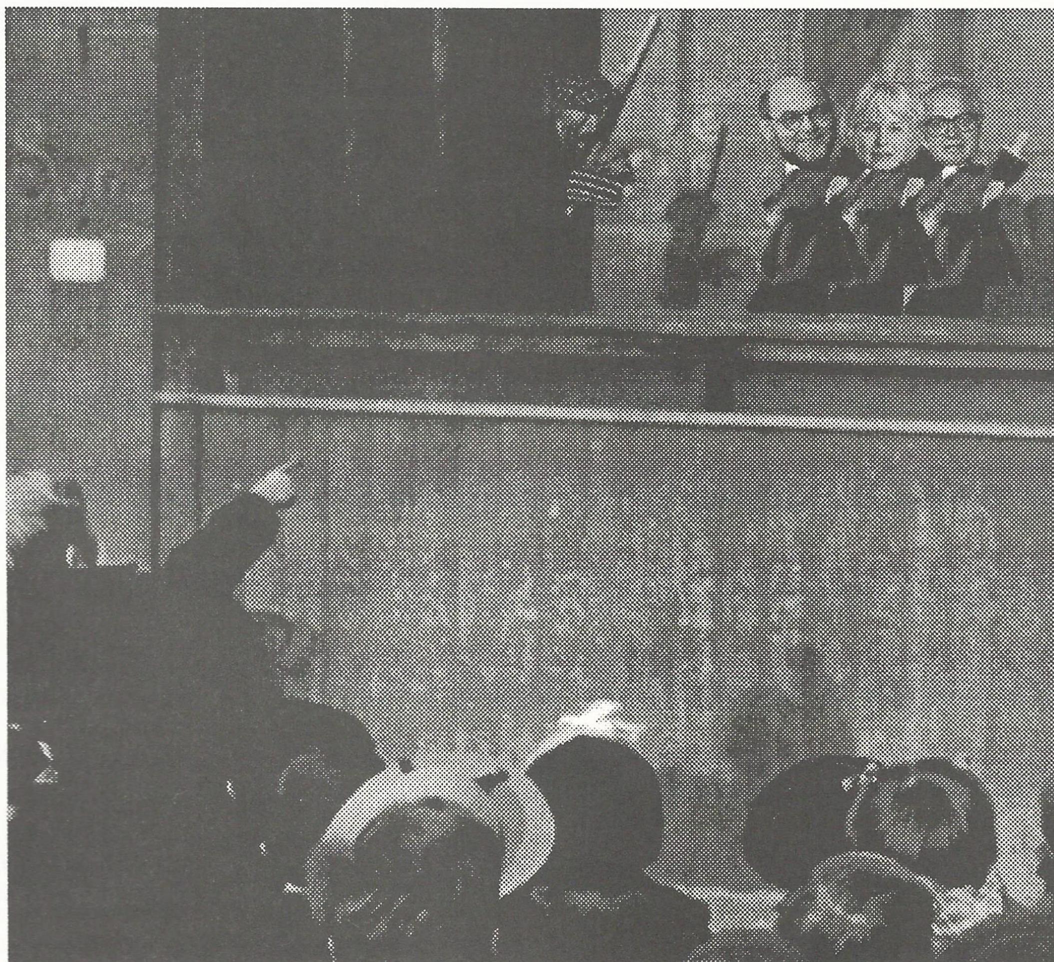
Pour porter ce nouvel engouement de gôche il leur fallait bien un organe de propagande. Il a été trouvé par la refondation de «la revue Politis», sous le doux nom évocateur de «Politique, la revue», qui se targue de brasser les idées d'une politique en rupture avec la gauche institutionnelle face aux «considérables mutations», dont les solutions «n'émergeront que d'un débat pluraliste» (sic).

On reconnait bien la verve de politologues confirmés prêts à régénérer le dogme social-démocrate sous un semblant de débats critique.

En effet, du parrainage au comité de rédaction on y retrouve toute une clique de fossoyeurs des mouvements et même des dirigeants du règne de Mitterand.

● ***Golo***

Dans cette liste de personnalités croupies on trouve un assortiment (a)varié de chancres de la social-démocratie; l'ultra chauvin J.P.Chevènement, le socialaud C.Poperen et D.Voynet qui cotoyent J.P.Brard l'expulseur et quelques autres staliniens rénovateurs, les fossoyeurs de luttes Campinchi et Cambadelis, Rozenblatt (Gôche Socialiste, tendance barre à mine), l'anarcho-trotskyste du parti des balances (A.L) Georges Fontenis, et, tout aussi drôle, deux des fondateurs de CARGO, Toni Negri et Jean-Marie Vincent. Du beau monde...



Brève. NOTE SON NOM SUR TA LISTE

Vous êtes au chômage, votre loyer est impayé depuis quelques mois, le moral n'est pas terrible et, avachi de pessimisme, vous avez du mal à trouver un quelconque interêt dans votre existence pouilleuse?

Olivier Malatrait, lui a trouvé une bonne source d'interêts dans votre existence pouilleuse; il la monnaye. Il est en effet, le créateur du F.I.P.L, fichier national des incidents de paiement locatif.

En clair, cet entreprenant yuppie récolte auprès des propriétaires les noms des sâles pauvres coupables de n'avoir pas payé leur loyer depuis au moins trois mois, les met sur fichier et les revend à des agents immobiliers. La C.N.I.L. ne trouve rien à redire d'ailleurs. Nous si !

Olivier Malatrait, raclure de pelle à merde, profite bien de la vie tant que tu as des genoux !

INTERNET, VOUS AVEZ DIT INTERNET ?

A l'origine projet inexistant avec la création de l'Advenced Research Agency (ARPA) sous l'égide du ministère de la défense (DOD) des USA, aujourd'hui l'Internet ne cesse de faire couler l'encre. Créé en 1972 à la suite de plusieurs projets techniques dont ceux avancés par l'ARPA, l'InterNetwork Working-group n'était alors qu'une modeste expérience technique visant à relier entre eux plusieurs réseaux informatiques. Il a pris la forme qu'on lui connaît aujourd'hui en 1990 avec l'introduction du World-Wibe Web devenant LE réseau mondial de communication, suscitant ici et là quelques petites révolutions et quelques grandes frayeurs. On n'arrête plus de se poser la question chez les capitalistes comme chez les révolutionnaires/communistes/libertaires (au choix) : l'Internet est-il une merveille ou une menace ? On imagine que jadis, en occident, un certain Gutember a du faire peur à pas mal de monde.

Précisons qu'on ne parle de l'Internet que comme un terme générique plus que comme une entité. Car c'est avant tout un ensemble de réseaux aux fonctions différentes et reliés sur la base d'un protocole dépourvu d'une hiérarchie centrale (ce qui pose un problème pour la censure aussi bien que pour le sabotage).

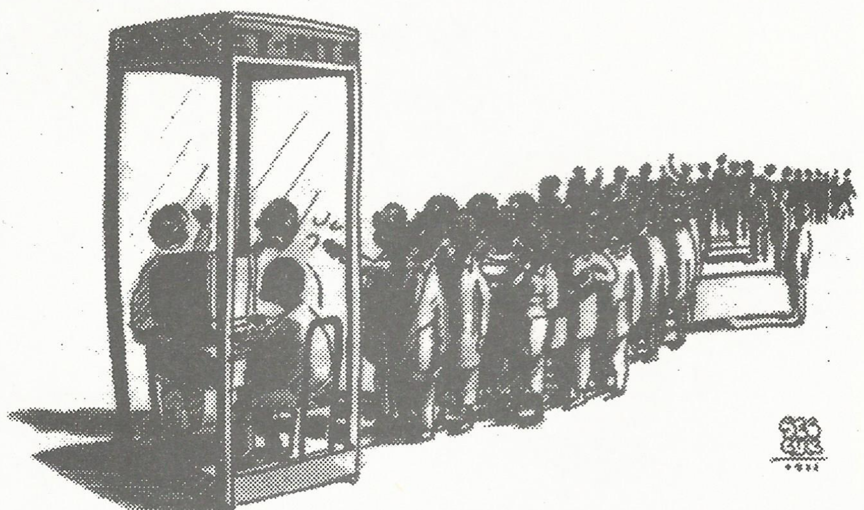
Les pratiques ou les réactions qui y sont liées ne sont pas toujours les mêmes en fonction du contexte dans lequel ils évoluent. Les USA ont engagé le débat en tentant de censurer certaines diffusions, mettant dans le même sac sexualité, politique, pornographie, etc. ce qui a provoqué une levée de boucliers chez les libertaires et les libéraux (pour ceux là il s'agit avant tout d'une histoire de fric).

Le gouvernement chinois s'est contenté d'interdire la diffusion de certains sites, y compris ceux qui diffusent des mensonges capitalistes et en particulier ceux qui transmettent des idées ou des informations dangereuses pour le régime. (Bien qu'il puisse arriver qu'il y ait confusion entre les genres. Les capitalistes aimant jouer avec le subversif quand ça les amuse, contrairement à nous qui voulons aller qu'au bout boum !) On a vu aussi que les censeurs se sont cassé les doigts lorsqu'ils ont tenté pendant la Guerre du Golfe de neutraliser les réseau de communication irakiens.

Avant de nous poser la question si l'existence de cette nouveauté représente pour le peuple (dont nous faisons partie) un nouveau moyen de communication pour mieux comploter, un nouvel espoir de libération, etc. ou un nouveau bidule dangereux qui aux mains des diverses autorités et aux autres crapules pourrait servir la répression, observons l'Internet là où il passe une grande partie de son temps : à la Bourse.

L'Internet comme la plupart des choses dans le capitalisme, n'est pas dépourvu de toute odeur Notat-Ment (!) de celle du billet vert. Il est aussi un produit, une marchandise qui doit rapporter des bénéfices. La conséquence visible de tout cela est pour le consommateur moyen d'un pays occidental, la profusion d'offres de toutes sorte s'y rattachant (abonnements, magazines, logiciels, etc.). Internet ressemble fort à un Eldorado virtuel du 20è siècle. Même si actuellement la situation n'est pas à proprement parler paradisiaque du coté de la Bourse, c'est tout de même un des endroits où se dessine l'avenir du réseau. Le Show a été fulgurant lorsqu'en 1995 Spyglass, UUnet et Netscape, les trois firmes leader dans le domaine ont fait leur apparition au Nasdag (bourse US spécialisée dans la haute technologie). Les cours des actions se sont enflammés. Les cours ont fini par s'effondrer mais le marché potentiel est toujours là. Ce qui pose problème est que le marché de l'Internet est lié à celui d'autres technologies ; on ne peut pas surfer sur l'Internet sans ordinateur, sans Modem et encore moins sans lignes téléphoniques (ce qui pose quelques limites dans les pays ou le téléphone n'est pas répandu). Ça n'est qu'une question de temps étant donné l'intérêt que les entreprises, ou à échelle plus réduite les particuliers, peuvent y trouver. Au Japon, le ministère des télécommunications estime le marché multimédia à 590 milliards de francs d'ici l'an 2000. En France, on a pu voir que le domaine suscitait de l'intérêt lorsque fut créé à Paris une nouvelle Bourse appelée « Nouveau Marché «, cotant les entreprises liées aux multimédia et communications. Avouons maintenant qu'on ne peut pas limiter l'évolution technologique à la seule dynamique financière. A la Bourse : on vend. Il y a une sorte de bizarrerie dans le capitalisme. D'une part il y a nécessité de transformer les choses en marchandises et d'autre part il y a nécessité d'investir pour créer la marchandise en fonction des profits que pourraient rapporter la satisfaction des besoins de la société. Le capitalisme n'est pas la société, il est tout juste un rassemblement de crapules qui cherchent à en tirer le maximum de profit. Parlons d'un auteur très connu et qui rapporte pas mal de fric. Stephen King (qui a écrit entre autre. Shining, Le Fléau, Ça, etc.). Le moins qu'on puisse dire est qu'il est quasiment coté en Bourse. Une chose est certaine : le névrosé en question n'a pas écrit ses livres à la Bourse, cependant leur édition et leur distribution à grande échelle restent sujet au jugement des capitalistes en fonction des profits qu'ils peuvent en tirer. De même que pour Zola, Maupassant, Sartre, frigidaire, mobylette, antibiotique, etc. Ce qui laisse dire au lecteur qu'on aurait tout aussi bien pu prendre comme exemple le marché pharmaceutique ou un autre plus utile que les livres de Stephen King. Quant à la demande, si on peut éventuellement la créer de toutes pièces, ce qui est le cas pour certaines marchandises (Holywood chwimgum ou autres merdes), les piliers du système reposent sur la rentabilisation des besoins. L'Internet en est exactement au même point. Son développement oscille entre la demande et l'intérêt que les capitalistes peuvent y porter. Bien sûr notre espoir est que le monde reprenne des mains des capitalistes ce qui lui est nécessaire. Si nous attendons que le capitalisme finisse par crever à cause de ses contradictions, autant retourner voir «Starky et Hutch» devant la télé si on a la «chance» d'être né en occident.

Pour revenir a l'Internet, la tension oscille entre le CAC 40 (indice des cours à la Bourse) et notre volonté de dépasser les limites du possible.



L'image a été très symbolique lorsque le Bureau Fédéral des investigations US (FBI) a entrepris de diffuser les avis de recherche, des criminels les plus recherchés, sur son serveur Web. La symbolique a été d'autant plus forte que cette procédure aurait permis (vérité ou intox ?) d'en arrêter un.

Inquiétant aussi lorsqu'on nous informe que



les nazis/révisionnistes balancent leurs merdes sur le réseau sans qu'on puisse les censurer.

Ce que des Hackers (flibustiers de l'Internet) suédois ont réussi à faire le 17 septembre, à savoir pirater le serveur de la Central Intelligency of America (CIA) et recomposer la page d'accueil en y requalifiant la CIA de «Central Stupidity Agency» pourra amuser beaucoup de monde. On pourra aussi se remonter le moral en pensant que le magazine Radikal, interdit en Allemagne pour «provocation au terrorisme» n'a pas pu être interdit sur l'Internet malgré les injonctions du 4è Reich. Ce qui nous intéresse quand il s'agit de briser des chaînes, mais pas quand il s'agit de virtuellement se satisfaire.

l'Internet peut passer pour un monde à part entière. Ce moyen de communication que nous pouvons utiliser à nos fins peut aussi devenir le défouloir de toutes les passions.

Voilà que se profile le pantouflisme. La nature du débat est quelque peut déplacée. Comme ceux qui s'habillent en survêtement devant la télé pour regarder le match de foot, y aura t-il ceux qui se mettent devant l'écran avec leur cocktail molotov ou leur kalashnikov ?

Car la vie est toujours dans la rue. La lutte de classe c'est à l'usine, au bureau, à la fac, dans la rue, etc.

Et concernant les inquiétudes, on pourra répondre que si on trouve des choses louches sur le réseau c'est d'abord parce qu'elles ont une existence réelle dans notre société.

Coupons la mauvaise herbe là où elle se trouve, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas virer du réseau les crapules en question. Mais que beaucoup plus qu'il ne faille pas s'en contenter, tant qu'on ne les aura pas vaincu ils continuerons à nous emmerder sur Internet ou ailleurs.

L'espoir pour les populations du monde réside toujours dans une victoire politique et militaire contre ceux qui les oppriment. Toujours en essayant de maintenir les ponts qui sont indispensables entre chaque lutte. C'est dans ce sens, en tant que moyen de communication, qu'on peut s'intéresser à ce réseau. On a vu avec l'EZLN qu'il était possible de se servir des nouvelles technologies pour faire circuler des infos. Mais on a vu aussi qu'il était possible se faire piéger comme le Tchetchène Doudaïev qui est mort à cause de son téléphone portable.

Peut être faut il calmer un peu le débat. De nouvelle technologies apparaissent et chacun essaye de se les approprier. Y compris les révolutionnaires, y compris les flics, y compris les fafs, y compris les sectes. etc. C'est en se réapropriant la technologie et éventuellement en surfant sur l'appétit dévorant des capitalistes, s'il n'est pas possible de faire autrement, que les subversifs peuvent une fois de plus répandre leur virus à condition qu'ils ne se perdent pas dans les méandres de l'Internet pour ne plus en revenir.

l'Internet suscitera sans doutes beaucoup de révolutions mais ça n'est encore qu'une mode qui amuse les gens branchés. L'outil n'est pas encore forgé, il y a plus de curiosité que d'enthousiasme. Toutes les applications qu'on peut y trouver ne sont pas encore utilisées avec tout leur potentiel. Malgré le paradoxe (que l'auteur assume parce qu'il n'arrive pas à exprimer l'idée autrement), c'est quand on mène le combat sur le terrain qu'on a besoin d'un outil et que celui-ci peut devenir particulièrement efficace. Mais encore une fois, restons les pieds sur terre.

Certes quand la CIA affiche son inquiétude en créant un service de surveillance du réseau (S&V n°933) on peut se mettre à penser que c'est peut être parce que c'est fort dangereux.

Mais quand Le point affirme que les commandos de l'ETA reçoivent des ordres sur Internet. On est partagé entre un immense espoir et une forte envie de se marrer. Alors rigolons bien mais comme pourraient dire les Basques : « Internetoa baï Borroka ere baï !» (l'Internet oui mais la lutte aussi !)

Et prenons en de la graine !

●Léo FURAX



NOUVELLE « simplicité »

-Vous imaginez les avantages ?, dit la vendeuse avec un sourire engageant, vous imaginez-vous réellement l'incroyable somme d'avantages que vous offre cette promotion exceptionnelle ?
cela faisait dix bonnes minutes que Ed l'écoutait et la voix n'était déjà plus qu'un lointain bourdonnement qui martelait impitoyablement le même leitmotiv, «avantages», sans discontinuer.
Il était venu dans ce magasin parce que la promotion l'avait attirée, comme tout le monde, mais surtout parce que cette opération était à la mode.
Ed avait depuis longtemps déjà cessé de penser au «pourquoi» de la mode, il avait adopté une autre stratégie, suivre, se taire.
Cela simplifiait les choses mais de nombreux problèmes persistaient. Et c'était justement pour ça qu'il était là, dans ce magasin, à faire semblant d'écouter le sempiternel babillage de la vendeuse.
-D'accord, dit-il en coupant la jeune femme, mais concrètement, quel est l'avantage principal ?
La vendeuse, qui attendait cette question, sauta sur l'occasion, exactement comme elle l'avait appris lors de ses études de communication.
-Mais il n'y en a pas qu'un, monsieur, dit-elle onctueusement, il y en a énormément.
-Je comprend, rajouta-t-il, mais s'il fallait résumer à un mot ?
-Et bien...je dirais... «simplicité» .
C'était parfait, très précisément ce qu'il recherchait depuis toujours.
-Imaginez vous, continua la vendeuse qui avait bien senti l'intérêt subit du client, vous n'aurez plus aucun problème relationnel, plus d'ennuis de communication, vos terreurs cachés et vos angoisses obsessionnelles disparaîtront comme par enchantement, le monde ne vous effraiera plus, affronter chaque jour le quotidien sera d'une déconcertante facilité, vous ne vous torturerez plus l'esprit avec de faux problèmes de conscience ; En un mot, vous n'aurez plus jamais aucun problème...
Ed buvait ses paroles, comme elle parlait bien, comme elle avait su comprendre ce qu'il lui fallait, comme tout allait devenir plus facile...
-D'accord, dit-il dans un souffle, vous acceptez les cartes bleues ?
-Bien sur, répondit-elle, redevenue impersonnelle une fois l'affaire conclue.
Ed paya et passa dans la salle d'attente, au fond du magasin. Il se sentait extraordinairement bien, calme, serein et apaisé comme il ne l'avait pas été depuis de nombreuses années.
La porte s'ouvrit et un responsable de la communication au large sourire le pria de passer dans la salle 101.
Dans cette pièce lumineuse et blanche, tout le personnel avait la même gentillesse protocolaire, la même affabilité ; Ils avaient dû, eux aussi, profiter de la promotion.
Il s'allongea sur la table d'opération et souriait encore lorsqu'on l'endormit.
Ils lui ôtèrent le cerveau vingt minutes plus tard.
Tout serait beaucoup plus simple, à présent.

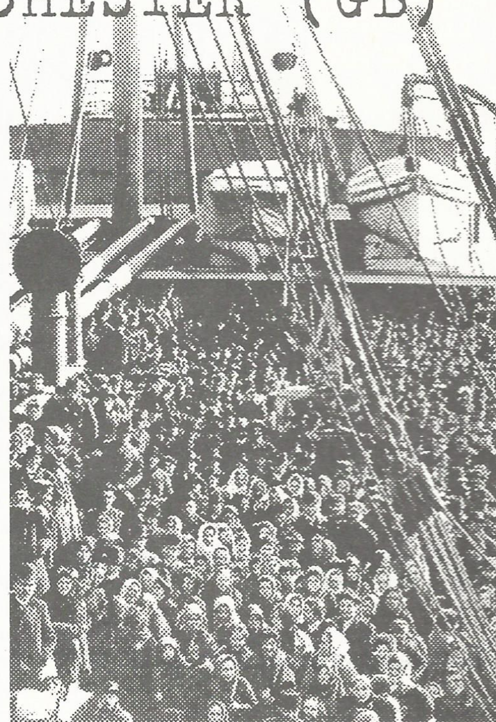
● Trickpâ 96, sept grammes de matière grise à vendre

GREVISTE DE LA FAIM À LA PRISON DE ROCHESTER (GB)

Le 6 janvier des demandeurs d'asile détenus à la prison de Rochester en Angleterre ont entamé une grève de la faim de grande ampleur pour protester contre leur incarcération sans jugement. Nous reproduisons ci -dessous le texte intégral de la déclaration des détenus. Nous lançons un appel à tous pour soutenir leurs requêtes et pour protester par tous les moyens en votre pouvoir.

Plus de 200 détenus des ailes Delta et Echo, demandeurs d'asile politique détenus à la prison de Rochester dans le Kent ont voté une grève de la faim de grande ampleur qui commencera le 6 janvier 1997. Plusieurs organismes de radio et télédiffusion et de presse ont reçu des informations détaillées sur cette action et ont exprimé leur volonté de couvrir cette action regrettable mais nécessaire. Par ailleurs, des associations communautaires précédemment informées de l'imminence de notre action ont fait part, depuis le 4 janvier 1997, de leur détermination à soutenir le mouvement par des actions juridiques de protestation. Toutes nos tentatives précédentes pour mettre fin à notre incarcération illégale sans jugement, audience ou procédure judiciaire ont clairement échoué. Les autorités de la prison s'abritent derrière le fait qu'elles disent agir à la demande des autorités responsables en matière d'immigration. Ces autorités, de leur côté, arguent de la procédure judiciaire pour justifier le maintien de notre emprisonnement illégal. Pour notre part, nous restons emprisonnés et soumis à la discipline carcérale et aux ordres, alors que nous n'avons commis aucun délit et subissons un système où il est impossible de faire entendre notre voix. Bon nombre d'entre nous sont emprisonnés depuis 2 ans, voire plus. Nous sommes détenus sans chef d'accusation et de manière illimitée. Nous lançons cet appel grave et urgent pour être entendus par une instance indépendante et une commission judiciaire qui doivent être indépendants des autorités responsables de l'immigration et des autorités pénitentiaires. Notre action se poursuivra jusqu'à ce que notre requête soit suivie d'effet. Les nombreuses tentatives de suicide, de grèves de la faim et de protestations par la voie officielle sont restés lettre morte. Les autorités pénitentiaires et celles responsables en matière d'immigration réagissent en transférant de force les prisonniers concernés dans l'unité d'isolement, où ils sont soumis au règlement pénitentiaire sans audience ni procès, dans l'attente de leur transfert dans une autre prison.

Dans certains cas, les prisonniers sont même hospitalisés sans leur accord, de façon à décharger l'établissement pénitentiaire de ses responsabilités. Chez environ 45% des détenus, des problèmes de santé mentale ou physique et des traumatismes dus à des tortures psychiques, à la malnutrition et à des conditions sanitaires déplorables ont été diagnostiquées. Ils ne reçoivent, ni les soins médicaux appropriés, ni toute autre forme d'aide. Du fait de leur état et du comportement qui en découle, ces personnes sont considérées comme des fauteurs de trouble et des fous et placées en isolement. Nous n'avons donc pas d'autre choix qu'une grève de la faim de grande ampleur et de durée illimitée.



Dernière minute !!!
le 14 janvier 1996, 61 demandeurs d'asile continuent leur grève da la faim, 3 grévistes de la faim ont été placés dans l'hôpital de la prison.

Pour les soutenir
écrivez au groupe de soutien des détenus de Meadway : Meadway Detainees Support Group c/o CRE 16 New Road Avenue, Chatham, Kent ME4 6BA, Grande Bretagne.

National Coalition of Anti-Deportation Campaigns (Coalition nationale des campagnes de lutte contre les expulsions)

22, Berners street, Birmingham B19 2DR, Angleterre.
Tel : 00 44121-554-6947 Fax : 00 44 121-507-1567
E-mail :johno@ncadc.demon.co.uk

Tract.

AIR FRANCE, COLLABO ! Trois agences occupées à Paris, Lyon et à Lille

Le 9 janvier. 3 sans-papiers de Saint-Bernard, ex-grévistes de la faim. sont expulsés vers Bamako sur un avion de ligne d'Air France. chloroformés, des chaînes aux pieds, les poignets entravés par du scotch : le 25 janvier, un sans-papier du 3e Collectif refuse d'embarquer sur un avion de ligne d'Air France à destination de Pékin : deux exemples récents de la politique d'expulsion du gouvernement dont Air France a accepté d'être l'instrument privilégié. Depuis août dernier, Debré a répondu à la mobilisation en faveur des sans papiers par la répression. Il a annoncé son intention d'augmenter le nombre de charters en faisant passer celui-ci de 2 à 3 par mois. Pour cela, il peut compter sur Air Charter, filiale de cette même compagnie. Scotch, Injections de calmants, chloroforme : Air France a fait sienne la politique gouvernementale en matière d'immigration et affrète des charters vers l'Afrique, l'Asie ou l'Europe de l'Est, charters que le dispositif militaro-policier Vichy-pirate remplit à la demande.

Par ses vols réguliers et ses charters, Air France participe activement à la banalisation de ces départs forcés qui, en dépit des promesses ministérielles, séparent les familles et envoient à la mort des malades qui ne pourront être soignés dans le pays de destination. Elle met même son propre service de sécurité à la disposition de la police, comme elle l'a fait le 9 janvier. Son zèle s'exerce aussi contre les étrangers qui partent vers la France puisque certains de ses employés pratiquent le contrôle au faciès des passagers et refusent l'embarquement de ceux qui n'ont pas de visa, outrepassant ainsi leur rôle pour faire les flics. A l'inverse, l'attitude courageuse des employés au sol de l'aéroport de Roissy qui, en refusant toute collaboration au décollage d'un charter en août dernier, avaient obligé l'État a affréter un avion militaire, a montré que le virus de la résistance à la xénophobie progresse partout... Après une première occupation des locaux d'Air France aux Champs Élysées le 23 avril 19896 et malgré l'opposition affirmée des syndicats du personnel, par exemple lors de la manifestation à Roissy l'an dernier, la politique de cette compagnie n'a pas changée !

C'est pourquoi vendredi 31 janvier nous avons occupé simultanément à Lyon, Lille et Paris les locaux d'Air France pour dénoncer cette collaboration et appeler au boycott des lignes Air France tant que cette compagnie continuera à se comporter en auxiliaire de police.

(Les occupants au nombre de 20 à Lille et de 50 à Paris, se sont barricadés dans les locaux, redécorés de banderoles proclamant « Air France collabo, expulseur « et d'autocollants. Ils ont été expulsés par la police -à Lille, les flics ont cogné- et relâchés dans la soirée.)

RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS, RÉSISTANCE A LA XÉNOPHOBIE D'ÉTAT ! REFUSEZ LES EXPULSIONS: BOYCOTTEZ AIR FRANCE !

●Le 4 février 1997, Collectif Des papiers pour tous !

"PARLEMENTAIRE, PARLEMENTEUR... TA DEMOCRATIE MON ŒIL !"

AOÛT 1996, RENCONTRE AVEC LES WARRIORS FOR THE PEACE - GROUPE DE RAP DE JEUNES BRAZZAVILLOIS- AU HASARD DE DÉAMBULATION CONGOLAISES.

Cette année sera l'année des élections au Congo, et peut être à nouveau la guerre (Lissouba président du Congo commencerait à purger l'armée et la police...).

Pour rappel: le Congo ancienne colonie française après l'indépendance fut gouverné par le Parti Congolais de Travail (PCT), mais les liens avec l'URSS était superficiel alors que la dépendance vis-à-vis de la France demeure (d'ailleurs le PCT était très proche du RPR...).

Au début 90 le système du parti unique éclata, une transition démocratique est menée avec le professeur Lissouba, puis ce dernier est élu président de la république. En novembre 1993, suite aux législatives dont les résultats seront contestés par l'opposition éclatera une guerre civile meurtrière - surtout à Brazzaville où il eut au moins 2000 morts. Les divisions se sont faites par quartiers contrôlés ou non par l'opposition. Certains textes des Warriors for the Peace parlent de ces événements, surtout qu'ils viennent du quartier le plus touché: Bacongo. L'opposition elle est divisée en deux avec Sassou qui représente l'ancien régime et détient le nord du pays et Kolélas devenu maire de Brazzaville après la guerre. La milice de Sassou s'appelle les Cobras -une partie s'est reconverti dans le banditisme-, celle de Kolélas les Ninjas; quant à Lissouba il a l'armée, la police et aussi sa milice de jeunes recrutés dans les villages et entraînés. Pour les Ninjas ce sont d'abord des jeunes qui décident de défendre leur quartier face à l'armée et ce avec le soutien de la population, ensuit ils se sont mis aux ordres de Kolélas du aux besoins d'avoir un chef et de se positionner sur l'échiquier politicien.

Saupoudrez là dessus des classifications ethniques complètement fictives mais ancrés dans la population et vous aurez de quoi faire une jolie intervention humanitaire comme la France colonisatrice sait le faire.

Q: Vous êtes tous les trois de Brazzaville, est-ce que vous pouvez nous dire comment vous êtes venus au rap?

Scherzo: C'était à mon retour de Paris. En fait j'ai tapé 11ans en France, je suis parti j'avais 5ans et je suis revenu j'avais 16ans. J'ai toujours eu envie de m'exprimer par l'art ; j'ai fais du théâtre, du dessin beaucoup. Mon ambition s'etait de faire une carrière dans le graf. Quand je suis arrivé ici, j'ai fait connaissance avec un danseur qui m'a présenté à Roche.

Roche: Quand j'étais en primaire j'étais dans un groupe vocal, je chantais un peu. J'étais en «gamme» comme ils disaient. Et puis j'avais écrit des textes. À l'époque on écoutait MC Hammer...J'ai rencontre Scherzo en juin 90. J'ai pris goût de raper avec lui.


photo: chrystel

DJ ARTH.: Enfant je rêvais d'être musicien. J'ai d'abord fait de la guitare et du piano. Le Warriors avais besoin d'un DJ, j'ai donc appris.

Q: Qu'est qui vous plaît dans le HIP-HOP?

S: J'aime pas le Hip-Hop creux. Genre Doc Gynéco, c'est du n'importe quoi! J'aime le rap qui milite, qui parlent de trucs concrets. Mais pas d'histoire de gang, «ouais voilà mon arme à feu»; je trouve aussi stupide. Ça ne nous grandi pas. Ca te fait stationner d'imiter les States et puis ça s'arrête là. Il faut essayer de voir plus loin et essayer de pousser la réflexion, pour qu'après ça puisse nous amener plus loin.

Q: Quel impact a le RAP parmi la jeunesse des quartiers ?

S: C'est ce qui fait bouger. En fait les gens ne font pas trop attention au message, ce qui les intéresse le plus c'est le beat, le son, le free style... Les textes, c'est pour les gens plus murs. Sinon ici c'est le rap qui fait bouger.

R: Il y a un temps on passait inaperçu, maintenant tu passes on te reconnaît.

Q: Dans votre musique, vous intégrez des instruments traditionnels ?

DJArth: En fait il y a tout, de la sanza, des samples folklores.

S: Dans tous les morceaux il y a une touche africaine. Si tu n'évolues pas dans cette culture, tu vas croire que c'est un sample comme tous les autres, mais en fait c'est un sample africain. Ce qu'on a essayé de faire, c'est de mettre les instruments africains en gardant l'impact hip-hop.

Q: La musique africaine est-elle une racine importante pour vous?

R: Oui, très importante. Nous sommes africains, on veut valoriser notre culture. On ne veut pas dénigrer le côté africain que l'on a pour s'occidentaliser. On veut faire un mélange des deux, satisfaire et l'Afrique et l'Occident.

S: Parce que l'avenir de la société c'est le métissage...

Q: Cette année vous avez pu sortir

votre premier album «Rendez-vous avec l'histoire», pouvez-vous expliquer le titre et le concept ?

S: On commence par le début. La pochette: le logo représente un guerrier africain dans le signe de la paix. Le nom du groupe c'est Warriors for the Peace, d'autres ont voulu donner Peace Warriors mais nous on garde Warriors For The Peace même si c'est pas correct. Le titre a deux significations. Le morceau clé c'est «l'histoire africaine» qui parle de l'Afrique dans le passé, le présent et le futur. C'est une façon de dire aux Africains que le monde ne s'arrête pas là. C'est pas parce que on a été un certain moment perdant et qu'actuellement nous sommes perdant face à l'Occident que ça s'arrête là. Non, c'est un rendez-vous que l'on a pris avec l'avenir, il faut que l'on soit présent. Il faut que l'on se rehausse. Et puis, le WP ça fait 5 ans qu'il existe. A Brazza c'est la première fois qu'il y a une cassette vraiment underground qui sort. On a fait quelque chose de très militant. On a pas peur dans un titre comme «Opération ville propre» de critiquer Bernard, président de l'opposition et maire de Brazzaville, de critiquer Pascal qui est président de la République. On le dit clairement. Passer sur scène dans des endroits où ils sont, on n'a pas peur. Si on rate ce coche là on ne sait pas où on va.

Q: Dans la chanson «opération ville propre», vous parlez des événements de fin 1993, vous étiez à Brazzaville, comment les avez-vous vécu ?

R: Est-ce que je me rappelle ?

DJArth: Je dirais: tu dors, tu te réveille tu vois des armes partout. C'est la panique. On a été marqué par ça.

S: Il faut expliquer la situation géographique de Brazzaville. Tu as le Nord et le Sud, c'est «délimité» en fait par le C.C.F. Au Sud tu as Bacongo, Makelekele, Bifrutti... Ca c'est l'opposition de Kolélas. Dans le centre il y a Pascal [Lissouba]. De l'autre côté à M'pila, là il y a Sassou [ancien président de la République Populaire du Congo]. Nous nous étions à Bacongo, donc dans la tenaille. Toute la cité était bloquée, on ne circulait plus. Pour se ravitailler, on était dans l'impossibilité. Carrément un blocus, toute la ville est bloquée. Il y a des militaires qui sont là, qui empêchent les gens de passer, qui tirent, qui bombardent tout ce qui se trouve de l'autre côté en essayant de faire le plus de dégâts possible. De l'autre côté, à Diata, les gens pillaient, c'est là où il y avait vraiment la guerre. C'était vraiment la merde, la vraie galère. Tu te lève, t'es tout faible, t'as pas bouffé. Tu bouffes une fois dans la journée, tu manges à peine. Dans la famille vous êtes dix, vous allez vous partager un truc «mystique», tu vas pouvoir avoir le grand frère qui a peut-être 32 ans qui va dire «Maman, tu m'as mis que ça ?». C'est un traumatisme. A tout moment t'entends des coups de feu: TA TA TA KA KA KA... d'où notre batterie. Celui qui écoute notre album peut remarquer que nos batteries sont bizarres, il y a beaucoup de caisses claires. Nous, on a appelé ça la batterie-Sarajevo. Bacongo pendant la guerre son surnom c'était Sarajevo. D'où le nom de notre batterie, elle donne beaucoup de caisses claires, des grosses caisses qui viennent comme si c'était des tirs d'artilleries: BOUM KA KA BOUM KA KA. C'est décousu mais ça donne une rythmique intéressante.


photo: chrystel

R: Je me rappelle d'un truc qui m'a touché. C'est le cas de ma vieille. Il y avait des coups de feu, elle a fait une hausse de tension, elle a failli y laisser la peau.

DJ ARTH: C'est un truc dur à exprimer, c'est là dans le coeur. Pour beaucoup ont a été mûri.

Q: Depuis qu'est-ce qui a changé?

S: Une pseudo paix. Aujourd'hui personne n'a oublié. La haine est restée dans le coeur des gens, la haine est toujours présente. C'est une fausse paix. C'est une paix qui est proclamée par les partis politiques, qui sortent des T-shirt... Si aujourd'hui il y a des élections ils misent tous dessus. Si ça marche pas ils ont tous des armes. A tout moment ça peut se déclencher.

Q: Chirac est venu en juillet à Brazzaville, il est assez populaire au Congo, vous le percevez comment?

S: J'ai trouvé que pour la venue de Chirac, nous congolais, on s'est rabaissé. Aujourd'hui n'importe quel président vient, on en fait pas tout un plat. C'est vrai que ce n'est pas n'importe quel président car la France a fait beaucoup pour que le Congo soit ce qu'il est aujourd'hui...

Quand Chirac arrive on retape les routes. On pouvait pas le faire avant? Donc nous les usagers de la route on a pas besoin d'avoir des bonnes routes. Le gars il n'apporte pas d'aide au Congo, mais pour sa venue il débloque des fonds pour retaper la ville. ça n'a pas de sens. Il ne voulait pas voir les réalités du Congo, il voulait qu'on lui présente une image du Congo assez bien. Mais fallait pas qu'il vienne. S'il voulait voir le terrain comme il est, il fallait qu'il voit les routes dégueulasses, les murs pas peints, les gens qui traîne dans la rue en train de mendier... c'est comme ça qu'il est le bled. La venue de Chirac c'était de l'hypocrisie.

Q: En France Chirac pratique une politique raciste et ici il est adulé! Ici il vient il finance son parti...

S: L'ancienne génération est prête à tout pour de l'argent. C'est eux qui ont mis le pays à terre. Les gars qu'on leur présente un raciste ou quoi ils s'en foutent, du moment qu'ils s'en mettent plein les poches.

Q: La colonisation est perçue comment ici, et vous, comment vous l'analysez?

S: la colonisation... pff...

R: La colonisation c'est un truc qui a marqué les gens. Mon grand-père me dit souvent: «on nous prenait on nous faisais ça ou ça... j'ai un cousin qui est parti...». C'est un truc qui me dépasse , c'est un truc dégueulasse, quand il m'explique ça... je ne sais pas argumenter ça!

Arth: A l'école ce qu'on apprend: on parle de l'Europe, de l'Asie, des goulags... on s'en fout ça nous! C'est comme un complexe.

S: En fait la colonisation ici on t'en parle pas . Si tu veux apprendre c'est par toi-même.

Q: La colonisation est-elle encore présente?

S: Oui. Y a rien à faire. La colonisation

financière, monétaire, économique, elle y est. Chirac tire les ficelles. Il y a un an ou deux le francs CFA a été dévalué. Le pain que l'on payait 40frcs, on le paye aujourd'hui 75frcs. Les salaires sont restés les mêmes, déjà avant tu le touchais une fois sur deux. Donc il ont réduit pour pouvoir les toucher régulièrement. Là dessus il y a eu la dévaluation, les prix ont été multipliés par deux, et avec ça on nous annonce que la France a réduit un peu notre dette. Par rapport à quoi? La dette avait été multipliée par deux avec la dévaluation! C'est formidable comme raisonnement.(rires)

Arth: En fait ce qu'on fait au Congo c'est toujours par rapport au français, à l'école l'histoire des français...

S: Quand on dit: «La France pays ami du Congo» c'est du n'importe quoi. La France a des intérêts avec le Congo. Dans notre cas se sont nos mentors. La France nous dirige économiquement.

Q: Vous pensez aller voter en 1997?
en choeur: NON!

Arth: J'ai voté Kolélas. Aujourd'hui il mange bien, il a une maison climatisée... Et moi j'ai même pas de maison!

S: Vote que dalle! Quand les gars du recensement sont venus, les petits disaient: «non mon papa n'est pas là. Encore le vote et après encore les coups de feu.»

Q: Dans une chanson vous dites que les choses évoluent par les insurrections et les révolutions. Vous pouvez explicitez ces textes?

S: Il faut réagir. Le texte de «l'insoumis» avait été écrit parce qu' une classe -la F4- n'avait plus de place. C'était un encouragement à ceux du lycée technique qui avaient fait une grève. Tout le monde -et ça c'est rare- avait suivi et avait marché pour dire aux politiciens que non, on était pas d'accord.

R: ça avait duré trois semaines.

● ***Interview réalisé en août 1996 à Brazzaville (Congo)***

WARRIORS FOR THE PEACE.
Rendez-vous avec l'Histoire.
C'est leur premier album avec un style musical bien particulier. Avec des textes qui traduisent bien leur quotidien, il raconte la guerre civile (opération ville propre), leur quartier (Bifouiti City), fustige le pouvoir en place (ta démocratie mon oeil), ou remettant les points sur les »i» par rapport au vol et au meutre du devenir de l'Afrique (l'Histoire Africaine) et pleins d'autres choses...
K7 disponible au Kiosk, pour tout contact en France : TLC 4 rue J.BULLANT 95440 ECOUEN.



Brèves

«Le e de l'évolution» association qui vient de voir le jour, notamment pour refuser et prévenir plutôt que guérir les haines qui s'attisent à l'approche des élections de juillet prochain. Cette assoc' traduit un grand besoin d'être actif sans attendre les décisions les chefs de parti ou l'aumône de ce qu'il reste de la colonisation... On peut juste attendre une réelle critique sociale, mais ce n'est qu'un début...
contact: e de l'évolution aumônerie universitaire (centre interdocésiain des oeuvres) BP 1109 Brazzaville République du Congo.

Mouvement de l'Eveil Noir : mouvement qui diffuse la culture noire et africaine, pour une réapropriation de l'Afrique face au désastre de l'ouragan des blancs.



♫ Autonomia Indigena
Sortie très attendue de ce ep posthume du plus latino des groupes punk-grind orléanais. 7 titres «mortel dans ta face « avec des textes(chantés, heu non pas chantés, en espagnol), lucides et poétiques. voila, voila, heu...bisoux José!
ep-Ape records, 80, rue des chaises, 45140 St Jean de la ruelle.

♫ Compilation EP de soutien à l'ABC d'Huddersfield
Avec Unhinged, Suffer, Seein'Red, Öpstand. Avec un livret comportant des infos pratiques sur les envois en taule, les contacts des ABC dans le monde, un texte d'un prisonnier... Ainsi que les paroles des groupes.
A Commander 20 FF (port compris) à « ***Kleines Mädchen « c/o Brochier Stéphane, Quai de la tour Bt H2, 78200 Mantes-la-jolie.***

♫ Informers « Say it with anger « ep 4 titres. Toujours dans la même veine hardcore mélodique, avec des textes concernés revoilà Informers et une bien belle pochette de Tapage. revoila Negative Records itoo, où on peut commander ce bien bel ouvrage.
Negative Records, 80 avenue de St Ouen, 75018 Paris.

♫ Unhinged «Win our freedom in fire»
Bon OK, il est sorti y'a un bout de temps maintenant, mais vu que nous aussi... C'est toujours du hard core tendant vers l'émo-core, toujours aussi speedé et pêchu, les paroles (assez directes) parlent de la violence de ce système de merde dans ses multiples facettes (misère, prisons, viande, hôpital psy) plus un morceau sur ce tas de viande froide (et sûrement bouffé par les vers à l'heure qu'il est) que fût Baudouin 1er, heureusement clamsé en 92.
Nabate, BP 92, 4000Liège 1, Belgique.

♫ Foetus Party «démo»
Ils/elle se présentent eux/elle mêmes comme un groupe Radical Punkoïde Théatro Dramaturgique et c'est peu dire...
Des textes virulents (bien que souvent drôles) sur le système de merde dans lequel on vit. Une musique punk bwatarytm mais qui n'oublie pas de passer par la java ou le dub. A voir en concert, absolument.
c/o Utopia 32 rue Carnot 37000 Tours.

♫ Aus Rotten «The system works for them»
Du punk HC ricain dans le genre des anarcho-punks anglais des années huitantes. Autant dire que ça déménage.Les textes vilipendent méchament le sâle système de merde dans lequel ils vivent, en plus il y a un journal d'infos (sur le sâle système de merde répugnant sus-nommé), un flexi avec un discours de Mumia Abu Jamal.EXcellent.
Tribal war/Active distribution, BM Active, London WC1N3XX, Angleterre

MUTINERIE DE DIJON SUITE

Le mercredi 25 septembre 1996, la cour d'appel de Dijon a prononcé les peines de prison contre les 5 détenus qui, après avoir été poursuivis avec 4 de leurs camarades suite à la mutinerie de la maison d'arrêt de la ville, étaient passés à nouveau en procès (en appel donc cette fois-ci) le 4 septembre dernier.

Quatre de ces cinq détenus se sont vus ainsi chacun condamnés à 2 ans de prison fermes : H. Arbatni, A. Bourkaib, P. Bouaouni (c'est ce à quoi ils avaient déjà été condamnés en première instance - ils voient donc leurs peines confirmées), et A. Plichota - ce dernier écopant ainsi d'une aggravation de sa peine par rapport aux quinze mois de prison prononcées contre lui la première fois. Le cinquième, M. Bouakkaz, condamné lors du précédent procès à un an de prison, a vu quant à lui sa peine ramenée à 6 mois fermes - c'est néanmoins d'avantage que les 3/4 mois demandés à son encontre par le procureur en première instance.

Cinq surveillants, qui s'étaient constitués partie civile, se sont vus quant à eux allouer chacun (au titre du « préjudice moral « qu'ils estiment avoir subis) 10 000F que devront payer les détenus de leurs poches.

Prononçant des peines conformes (à une exception près) aux réquisitions du procureur en deuxième instance, la cour d'appel de Dijon s'est ainsi soumise aux exigences de la Chancellerie - rappelons que le garde des sceaux, J. Toubon, à l'écoute des syndicats vindicatifs de surveillants, avait réclamé publiquement des « sanctions exemplaires « contre des « meneurs « présumés (qui ont été tenus pour les boucs-émissaires de la mutinerie), et avait indiqué avoir donner des instructions en ce sens à ses subordonnés du Parquet.

Alors qu'en première instance le tribunal correctionnel avait tenté, devant les « projecteurs « des journalistes, de préserver un semblant de crédibilité en prononçant des peines relativement diversifiées (sensées condamner chacun des inculpés pour les faits que chacun d'entre eux était sensé avoir commis durant la mutinerie), la cour d'appel ne s'est cette fois-ci que peu embarrassée à dissimuler le caractère « exemplaire « d'une punition dont personne ne doute plus qu'elle vise avant tout à intimider l'ensemble des détenus tentés par la contestation*.

Face à l'incertitude quant aux responsabilités individuelles de chacun des inculpés, elle a ainsi prononcé une peine « uniformisée « à deux ans fermes pour ces quatre d'entre eux, et elle ne s'est d'ailleurs pas non plus épuisée en justifications crédibles : devant la faiblesse des accusations portées par les quelques surveillants sensés pouvoir identifier tel inculpé comme l'auteur de telle déprédation -témoignages dont, d'ailleurs, elle reconnaît « les contradictions entre certaines dépositions « -la cour d'appel s'est contentée de déclarer que l'existence d'» un faisceau d'indices et de présomptions concordants « suffisait à « établir la culpabilité « des inculpés- l'existence de preuves tangibles n'apparaissant dès lors même plus nécessaire.

La cour a d'autre part rejeté la demande des avocats de la défense qui réclamaient que soit déclarée comme incompétente la juridiction de première instance et que l'affaire soit renvoyée devant cette même juridiction autrement composée - la présence du juge d'application des peines de la maison d'arrêt de Dijon au sein même du tribunal correctionnel n'avait fait qu'accentuer le caractère de « juge et partie « de ce tribunal.

La commission prison-répression, quant à elle, réclame l'amnistie pure et simple des mutins condamnés, et elle ne peut que rappeler la légitimité de la mutinerie dont ils avaient expliqué les raisons, en dénonçant entre autres leurs conditions de détention lors de leurs procès.

Elle dénonce par ailleurs la tentative du gouvernement d'étouffer la contestation des détenus et sa volonté d'occulter par la répression les problèmes majeurs dont sont traversées les prisons françaises.

● ***La Commission prison-répression, octobre 1996***

* Contestation rampante dont les récents mouvements à la maison centrale de Moulins-Iseure (refus de remonter de promenade suivis par la majorité des détenus les 8 et 9 octobre 1996) ne manquent pas de rappeler l'actualité.

CPR c/o CDR, BP 163, 75463 Paris cedex 10

QUELQUES JOURNAUX SUR LA PRISON

• ***CRIMES ET CHATIMENTS***
12 pages de brèves, de coupures de presse et de contacts de camarades emprisonnés, et de groupes et livres relatifs à la prison. (pas de contact)

• ***CELUI QUI REFUSE D'ÊTRE UN MAÎTRE NE SERA JAMAIS UN ESCLAVE***
Brochure avec beaucoup de contacts de taulards ABC, leur histoire, des infos sur la répression dans le monde, des contacts de groupes. (pas de contact)

• ***HIGOA***
Mensuel bilingue d'information sur la répression au Pays Basque. Beaucoup d'infos et de contacts.
EPAISKA, 17 Bourgneuf Karrika, 64100 Baiona.

Le mouvement révolutionnaire irlandais compte environ 500 prisonniers en Irlande, Grande-Bretagne, USA, Allemagne. Pour plus d'infos contacter :

• ***SAOIRSE***
PO box 3923, London NW5 1RA, Angleterre

• ***SINN FEIN PRISONERS DEPT***
51-55 Falls Road, Belfast BT12, N. Ireland

• ***AINRAIL***
PO Box 505, Belfast, N.Ireland. Journal anar avec des infos de l'ABC

Brèves

JUGEMENT D'ANTIFASCISTES EN POLOGNE

Depuis quelques temps dans la petite ville provinciale de Radomosko en Pologne, de nombreux groupes fascistes s'en prenaient à des jeunes du coin. De violentes attaques commises par ces bonheads sur des gens « différents « devenaient un fait quotidien. A un moment, les évènements étaient tels que certains jeunes ne pouvaient plus sortir sans se faire agresser. La police et les autorités locales ont fermé les yeux jusu'en mars 96, lorsque certains jeunes à bout, se sont organisés pour riposter à ces attaques. Une confrontation physique a eu lieu avec ces fascistes. La police arriva et arrêta 17 de ces jeunes anti-fascistes, qui surent plus tard qu'un des fasciste mourut suite à ses blessures. 13 personnes sont toujours emprisonnées et sont actuellemnet en procès pour ce meurtre, les 4 autres seront présentés devant un tribunal pour mineurs. Les familles de ces jeunes ont beaucoup de difficultés pour récolter l'argent dans le but d'obtenir une défense adéquate.
Pour tout soutien financier : Michael Swiderski, PO box 8, 21-400 Lukow, Pologne
Pour plus d'infos : MRE, Box 74, 04-520 Varsovie 106, Pologne
ou ACK/ABC c/o Gis, PO box 1457, 45-716 Opole 7, Pologne



LUTTE DE CLASSE

Norwich Justice for Women (Angleterre) se bat pour la relaxe de Joséphine Smith 32 ans, accusée du meurtre de son mari Brian (30/11/93). Le procès a mis en évidence les années de souffrance émotionnelles, de violences physiques, d'abus sexuels qu'elle a endurées. Quand elle avait essayé de partir, il avait menacé de la descendre et de tuer les enfants. Joséphine s'est donc procuré une arme pour assuré son départ. Ce ne fut pas un crime prémédité mais l'action d'une femme abusée, désespérée de ne pouvoir s'échapper ni protéger ses enfants. Joséphine déclara qu'elle l'avait tué pour assurer son départ. Verdict du juge : 12 ans de taule. Joséphine est en appel.
En février de cette même année (96) Roy Greech récoltait 2 ans pour le meurtre de sa femme qui avait une aventure. En fait il l'a juste plantée 23 fois avant d'appeler les keufs. Le juge déclara : « Vous n'êtes pas un seulement un homme de bon caractère, vous êtes aussi un homme bon ».
En Grande-Bretagne par an : 70 femmes sont tuées par leur partenaire ou ex (masculin), 12 hommes sont tués par leur partenaire féminin dont ils ont abusé.
d'après Class War sept 96

INCULPATION D'ANIMATEURS DE RADIO : LE NOUVEAU CODE PENAL FAIT ENCORE DES RAVAGES

Nuit du 25 au 26 janvier 97. Maison d'Arrêt de Nanterre. 3 jeunes détenus toxicomanes sont envoyés nus au mitard, sur l'ordre de la directrice, Mme Fichot. Le lendemain matin, ils sont retrouvés en état d'hypothermie, amenés à l'hôpital et sauvés de justesse. Ce scandale suscite de nombreuses réactions des autres détenus : témoignages, pétitions ; et aboutit à une dénonciation des conditions de détention, notamment la bouffe, les soins, l'hygiène et le mépris de l'administration pénitentiaire.

L'émission Parloir Libre sur FPP (Fréquence Paris Pluriel), qui existe depuis 10 ans, reçoit régulièrement des témoignages de prisonniers qu'elle diffuse à l'antenne. L'émission Parloir Libre avait déjà été soumise par deux fois à la censure en étant exclue de deux radios, mais n'avait jamais rencontré de problèmes avec la justice.

Ainsi les animateurs ont lu les courriers qu'ils avaient reçus de détenus de Nanterre. Quelques mois plus tard, ils sont convoqués au tribunal de Bobigny par le juge d'instruction Miniconi, qui inculpe 2 animateurs de Parloir Libre suite à une plainte de l'administration pénitentiaire.

Quel est le motif d'inculpation ? Outrage à personne dépositaire de l'autorité publique, punissable de 6 mois d'emprisonnement et 50 000F d'amende. Ceci est extrait de l'article 433 du Nouveau Code Pénal (passé en 93). L'outrage est constitué par «les paroles, gestes ou menaces, les écrits ou images de toute nature non rendus publics ou l'envoi d'objets quelconques adressés à une personne chargée d'une mission de service public dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de sa mission, et de nature à porter atteinte à sa dignité ou au respect lié à la fonction dont elle est investie.»

Cette inculpation pose plusieurs problèmes :

- Il y a une disproportion flagrante entre la lecture de témoignages à la radio (qui constitue l'outrage et conduit à l'inculpation) et la décision de la sous-directrice de la Maison d'Arrêt de Nanterre d'envoyer 3 personnes nues au mitard au mois de janvier (qui pourrait constituer une tentative d'homicide involontaire mais reste ignorée par la justice).

- Les témoignages lus n'étaient peut-être pas très délicats ni rédigés en langue littéraire, mais ils sont l'expression de gens qui n'ont pratiquement jamais l'occasion de s'exprimer, et en cela Parloir Libre est une des rares émissions à donner la parole aux détenus. La sous-directrice a saisi le CSA afin de condamner la radio FPP, mais celui-ci a reconnu l'utilité de l'émission Parloir Libre et refusé la requête de l'administration pénitentiaire.

- La censure se développe avec le nouveau code pénal. Ce procès rappelle les procès de Jean-Pierre Perrin de l'ASTI d'Orléans et de NTM dans le Var, où l'Etat peut inculper toute personne qui critique la police, la justice, la prison ; ou même dénonce les dérives sécuritaires, les bavures, les abus de pouvoir.

Face à cette inculpation, les animateurs de Parloir Libre ont demandé au juge à écouter la cassette incriminée, et surtout à être confrontés à la sous-directrice de la M.A. de Nanterre afin qu'elle soit inculpée.

En attente du procès, une mobilisation est nécessaire pour défendre l'émission Parloir Libre contre la censure d'un nouveau genre, l'interdiction de critiquer les forces répressives de l'Etat.

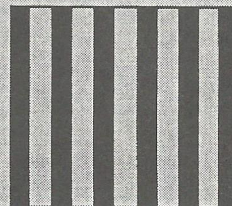
●Lili Vendetta

Brèves

JOHN BOWDEN s'échappa de prison en déc 92 et fut repris en juin 94. John fut constamment un activiste, organisateur et militant pour les droits des prisonniers, participant à des actions, des grèves, des débats, écrivant pour des journaux sur la lutte des prisonniers. Comme il disait : «Etant un activiste prisonnier avec des idées révolutionnaires marxistes, j'ai estimé qu'il était de mon devoir de résister à l'oppression en prison et d'assister mes frères prisonniers dans leur lutte pour leurs droits. » John fut désigné comme une « personne dangereuse et subversive », et il sait qu'il ne sortira jamais de prison tant que l'administration pénitencière ne le saura pas « cassé ». Il a encore pris activement part à la lutte à Perth (Ecosse) le 10 juin dernier pour l'amélioration des conditions de visite. Ceci lui a valu un déplacement et un retour vers l'Angleterre.

John BOWDEN , HMP Woodhill, Tattenhoe St, Milton Keynes, MK4 4DA, Angleterre.





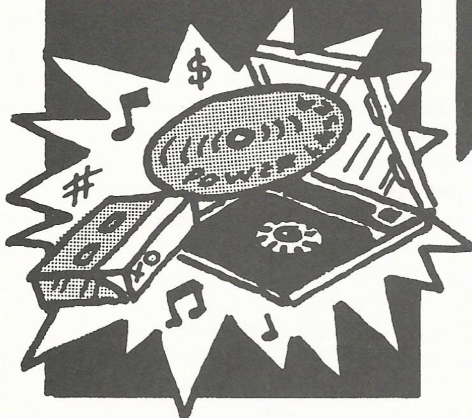
SIDA + PRISON = PEINE DE MORT

ACT UP PARIS

EVASION À NORWICH (Grande Bretagne). Un prisonnier dont la situation était en appel en a eu marre de la bouffe de chez taule. Un de ses potes a donc faxé aux autorités taulardes des documents autorisant la remise en liberté du gastronome. Il n'a en fait pas fallu tant de temps que ça aux autorités compétentes pour qu'elles s'apeçoivent que les doc étaient faux. Mais ce temps était juste celui dont avait besoin notre camarade pour réussir sa belle.

HELEN WOODSON fut condamnée, dans le milieu des années 80, pour sabotage et relachée en 1993. Quelques jours après sa libération, elle braqua à l'aide d'un pistolet factice une banque de Chicago où elle réussit à obtenir 25 000 $. Dès qu'elle eut en sa possession cette fortune, elle brûla les billets en déclamant un texte condamnant l'argent, la destruction de l'environnement, les gros exploitants agricoles etc... Pour cette action, elle écopa de 16 ans de prison.

Helen Woodson c/o C.Dixon, 3559 County Highway 6, Wisconsin Dells, WI. 53905, USA



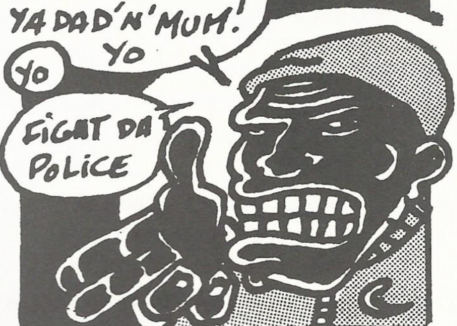




HOUUUUYYEAAAHH ON ATTAQUE TOUT DE SUITE AVEC LE NUMBBER 3 DE LA TIERCE GAGNANTE DES VENTES DE PLUS DE 1 MILLLIIARD!!! ET C'EST LE HARRDCORE MEGAPUISSANT À DONF DES...

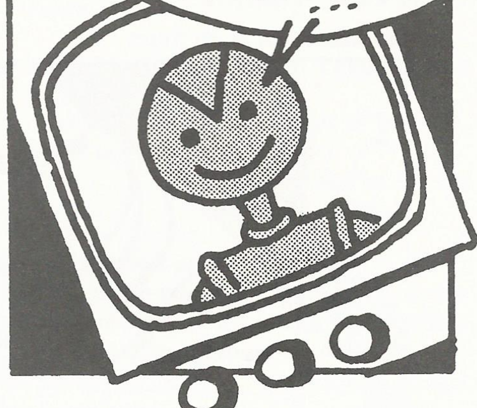


NUMBERR 2 ÇA SCRATCHE À MORT DANS LE GHETTO AVEC
GANGSTA NIGGA



ET ENFIN, ZE BEST OF ZE BEST! NUMBBBER 1 LA MÉLODIE SUPER CHARME DES...





LA FAIM JUSTIFIE LES MOYENS!



Le collectif parisien qui organise les actions « Food not Bombs » s'est formé en novembre 96 suite à la venue à Paris le 16 octobre 1996 d'un représentant américain (Keith de San Fransisco), il compte un quinzaine de personnes aujourd'hui. Les « Food Not Bombs » existent à l'heure actuelle dans plusieurs états aux USA ainsi qu'au Canada et en Angleterre. Ils distribuent, depuis plusieurs années pour certains, de la nourriture gratuite aux SDF, dans une logique et une pratique qui tranche avec les associations humanitaires habituelles puisqu'ils prônent, et pratiquent dans une certaine mesure, l'auto-organisation des exclus.

D'où venez-vous?

E: Avant on faisait un collectif qui s'appelait le CLAP (Collectif de Libération Animale - Parisien) et puis, on en avait un peu marre de ne faire que des choses spécifiques à la libération animale. Tout le monde ne se reconnaissait plus dans le collectif, et donc plusieurs personnes avaient envie de faire un autre collectif qui touche d'autres sujets comme la précarité, l'émancipation des hommes et des femmes.Keith de Food Not Bombs faisait une tournée en Europe, on s'est dit que ça serait bien que sur Paris on organise quelque chose pour présenter ce qu'ils font aux USA; il y a donc eu une discussion - débat avec de la nourriture végétarienne et végétalienne, vidéo. Ça a un peu impulsé le fait qu'on fasse FNB.

T: En fait, on ne vient pas tous du CLAP, on vient aussi en gros d'une mouvance musicale et politique, certains d'entre nous se voient beaucoup dans les concerts.

Avant de voir Keith on avait déja l'idée de faire un collectif pour faire des actions politiques par nous - mêmes et pour developper l'esprit « do it yourself « au dela de la musique; on veut s'inspirer de ce qu'ils font aux USA ou ailleurs, mais on ne veut pas forcément faire la même chose.

Vos motivations, vos buts?

R: C'est une envie de faire quelque chose à notre échelle déja pour réagir, par exemple, le système crée l'exclusion et il y a des milliers de gens qui sont à la rue ou qui galèrent ne serait - ce que pour manger. Nous on est pas à la rue mais on est aussi quelque part victimes de ce système là. On distribue de la bouffe, ce n'est pas vraiment dans le but de rester à notre place de distributeurs et d'aller assister les gens...le but c'est aussi d'essayer d'aller rencontrer ces gens là, d'apporter notre personnalité, et puis d'échanger, de communiquer, de discuter ensemble, eux et nous, d'essayer de nous en sortir par les moyens qu'on prendra, essayer de sortir de la galère...

Et comment voyez - vous la différence avec les autres soupes populaires?

T: La différence idéologique ou théorique, c'est que la plupart des soupes populaires ou la plupart des distributions de nourriture, genre les restos du coeur ou les trucs dans le genre, ont une démarche humanitaire, ils servent de palliatif à l'Etat ou à la société qui ne remplit pas suffisament son rôle pour donner de la nourriture à tout le monde, et on ne veut surtout pas faire ça, on ne veut pas faire d'humanitaire, la différence donc, c'est qu'on essaye de créer une dynamique d'entraide et d'auto - organisation entre les gens qui sont démunis et nous.On ne veut pas qu'il y ait de relations du type « nous distributeurs et eux receveurs «. On a des méthodes de récupération de nourriture, de logements et de plein d'autres choses encore et on a envie d'échanger des choses comme ça. On essaye de s'organiser et de lutter contre ce système . En théorie, on est complètement différents des autres soupes populaires.



Et en pratique?

T: En pratique on a fait trois distributions donc...

R: La distribution de bouffe en elle - même c'est une facette de notre action, après il y a toutes sortes d'actions, pas forcément des distributions, on n'a pas forcément réfléchi à tout ce qu'on va faire, on se met en place...

T: Ca peut être des occupations de lieux...Ce qu'on peut dire aussi, c'est qu'on essaye dans la mesure du possible d'être clair avec les gens qu'on voit, que ce soit avec les gens qui sont démunis et qui viennent spécialement pour de la nourriture, ou avec les passants, on essaye d'être clair dans notre démarche, de bien faire comprendre pourquoi on est là.

Comment ça se passe quand des gens viennent, vous leur expliquez...?

T: Pour l'instant c'est difficile à expliquer pour la plupart, les gens qui sont dans la misère la plus totale sont très difficilement réceptifs, c'est un travail de longue haleine...

Donc le but c'est quand - même d'arriver à travailler vraiment avec les gens qui sont à la rue ou démunis pour qu'à la fin, ils s'investissent dans le collectif ou qu'ils se mettent eux - même à aller récupérer ou à aller péchô ou aller squatter?

T: Pas forcémment être dans notre collectif mais à s'auto - organiser et pas» se résigner « à leur misère...

Montrer qu'il y a des sorties de secours?

R: qu'il y a des sorties de secours qui peuvent être une réponse face à la logique du système. Les alternatives qu'on peut leur proposer, c'est pas d'aller chercher du travail, ce qu'on veut leur apporter c'est : eux et nous, tout le monde, tous les exclus, les victimes, les gens qui ont envie de réagir, essayer de nous organiser, de créer des valeurs d'entraide et de solidarité dans l'exclusion plutôt que de se laisser envahir par des idées de rejet.

T: Chaque individu doit reprendre ses affaires en mains et essayer de s'auto - organiser, mais pas s'auto - organiser contre l'autre mais avec l'autre, et si c'est contre quelque chose, c'est contre ceux qui dirigent la société, la machine. Le but c'est de reprendre nos affaires en mains pour enrayer la machine.

A: Pour ce qui est du contact avec les plus démunis ou les passants, il y a des tracts qui

sont sur les tables et on en distribue mais, ils ne sont pas vraiment pris parce les passants ne sont pas rassurés, ils ne veulent pas être confrontés à une réalité contrastant avec leur confort quotidien, quant aux personnes démunies, elles préfèrent dans un premier temps nous raconter leurs soucis quotidiens mais lorsqu'une opportunité se présente et que la personne semble réceptive, on n'hésite pas à parler de politique et à exposer nos idées.

Et vous croyez que c'est possible de lancer un mouvement avec des gens avec lesquels on n'a pas vraiment de contacts?

T: On ne veut pas lancer de mouvement de SDF comme il y en a qui voudraient qu'il y ait un mouvement des banlieues ou de « je ne sais quoi «, de la classe ouvrière, on ne veut pas qu'il y ait un mouvement particulier, on veut que ce soit un mouvement total de la population, que tout le monde dans la société ait conscience que l'on participe à la société quelle que soit sa position et que si l'on veut renverser la société, il faut avoir conscience de tout , on n'a pas forcément conscience de tout, et c'est pour ça que par le biais de l'échange on peut avoir conscience d'un maximum de paramétres par rapport à l'oppression de la société sur la population.
On ne veut pas qu'il y ait un mouvement spécifique, on est là pour créer un climat d'entraide comme on le crée dans d'autres situations, je serais tenté de dire que c'est une action parmi d'autres qu'on fait, et qu'on lutte par ailleurs sur bien d'autres choses.

E: Enfait, c'est pour une prise de conscience du fait que leur situation n'est pas due au hasard, à la fatalité, c'est une société dans laquelle ils vivent et l'on vit qui produit ça, et cela ils n'en ont pas forcément conscience, on peut déja leur en parler, et que face à leur situation ils ne faut pas qu'ils comptent sur l'Etat, mais il faut qu'ils comptent sur eux, parce que de toute façon l'Etat ne fera rien pour eux. Notre but c'est de faire passer des idées d'entraide, de solidarité et de montrer qu'on vit dans une société où il y a plein de choses, de la nourriture, des maisons qui sont vides, une société d'abondance, et qu'en fait il y a des gens qui ont de l'argent et qui ont pas mal de choses, et qu'il y en a d'autres qui n'ont pas d'argent et qui n'ont rien, donc qu'on peut se réapproprier ces choses, aussi bien la nourriture qu'un toît.

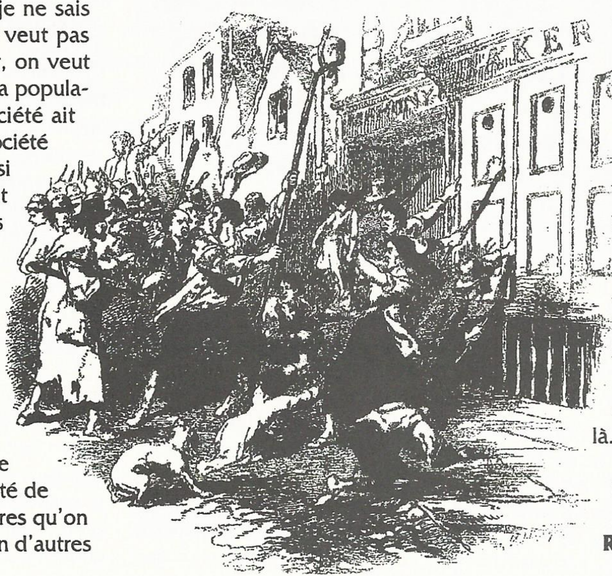
T: Là on vient à ce que je disais tout à l'heure, par rapport aux autres soupes populaires qui servent de palliatif à l'Etat. l'Etat fait quelque-chose , mais pas suffisament donc il y a des soupes populaires qui sont là pour combler un peu les trous et pouvoir laisser les Sdf dans leurs conditions sans réellement changer les choses. Nous on veut changer les choses au niveau des individus et au niveau de la société.

Vous pensez que c'est possible d'intervenir dans leur mode de pensée, qu'eux en tant que « consommateurs « ils fassent la différence entre les soupes et qu'ils arrivent d'eux mêmes à amorcer quelque chose?

T: Ca c'est à nous quand on fait les distributions de s'arranger dans la pratique pour qu'on n'ait pas la même pratique que les autres soupes populaires et que des idées sociales transparaissent, aussi bien dans les discussions que dans des tracts, brochures, etc. A mon avis ça ne peut partir que du moment où tu as créé des liens de communication.

A: C'est possible de faire des choses avec eux, mais il faut vraiment qu'ils soient motivés, et qu'ils comprennent bien les idées qu'on développe, ce qu'on a envie de faire, s' ils sont interessés par nos projetset se reconnaissent dans les idées que l'on expose, il y a des actions que l'on pourra faire ensemble...

E: Ouais, ça dépend aussi vâchement de nous parcequ' il y a toute la théorie, mais au moment où on se retrouve sur le terrain, c'est pas évident de faire passer ces idées là, de bien structurer le fonctionement du collectif et lorsqu'on fait la distribution de nourriture, ne pas leur faire un bourrage de crâne, en fait pour nous aussi c'est un apprentissage, de savoir parler avec eux. C'est une expérience au fur et à mesure avec des gens qui sont déja venus lors des distributions, ça crée un peu plus de liens, on arrive à mieux parler avec ces personnes là, c'est un travail de longue haleine, c'est pas une distribution de nourriture qui va tout changer...



T: On s'aperçoit que si les conditions de vie d'un individu ont une importance dans sa réception à des idées nouvelles, ce qui prime avant tout c'est le contact que tu peux avoir avec quelqu'un, et ça dépend surtout de sa personnalité, de sa volonté d'ouverture, de son autonomie de pensée...

Pourquoi en êtes -vous venus à vouloir lutter sur le terrain?

T: Je pense qu'il n'y a pas de collectif qui peut être efficace sans lutter sur le terrain; d'un point de vue personnel, j'ai toujours eu le désir de mettre en pratique mes idées, et mettre en pratique ses idées c'est bien d'un point de vue individuel, mais c'est bien aussi d'un point de vue collectif ou social, que ces idées aient un impact sur les autres.

E:Je veux dire que c'est du concret, c'est à dire qu'on peut aller dans des manifs, on peut faire des concerts de soutien, on peut écrire dans un journal, on peut théoriser, tandis que là on est face à la réalité, on essaye de s'investir pleinement là dedans.

Justement, parlons concret, vous avez des projets avec d'autres assos?

E: On voudrait faire des trucs avec des collectifs qui sont investis sur le terrain de l'exclusion, de la précarité, donc il est possible que nous fassions des choses avec TCP et puis peut - être une distribution de nourriture par rapport à celle du FN (à St Lazare), de faire des distributions devant des lieux symboliques (du pouvoir, de la consommation...)...
Je pense qu'il vaut mieux faire ça parce que l'impact politique, pour l'instant il ne se fait pas vraiment ressentir dans les trois distributions que l'on a fait.

Pourquoi la nourriture est - elle végétarienne?

R: On a fait un choix de distribuer de la nourriture végétarienne, parce qu'on fait ce choix là pour nous mêmes, moi ça m'embête de donner de la viande à manger aux gens, parce que je n'ai pas envie de cautionner la souffrance animale et l'exploitation animale.

T: Vu que nous on ne veut pas cautionner ça, on en profite pour faire passer cette idée là.

Tous les collectifs FNB distribuent de la nourriture végétarienne?

R: Végétalienne dans la mesure du possible.

Vous récupérez tout?

R: Une des bases de FNB c'est l'anticapitalisme, ce n'est pas d'aller cautionner le système en achetant gentiment de la bouffe, le but du jeu c'est d'aller prendre la bouffe là où elle est, parceque tout est là, ils faut aller chercher des produits, le problème, c'est qu'ils sont monopolisés par un nombre infime de gens.
La récupération ça peut être sur les marchés, partout rien qu'avec la bouffe qui est jetée, il y a des quantités énormes à récupérer et après, partout où elle est il faut aller la chercher.

T: Dans le concret, c'est des récupérations sur les marchés, les invendus, et aussi, on peut pas dire que c'est de l'auto - réduction, mais essayer de voler des trucs à droite à gauche chez les commerçants qui participent au système.

E: En fait on fonctionne pratiquement sans argent et s'y complaisent.

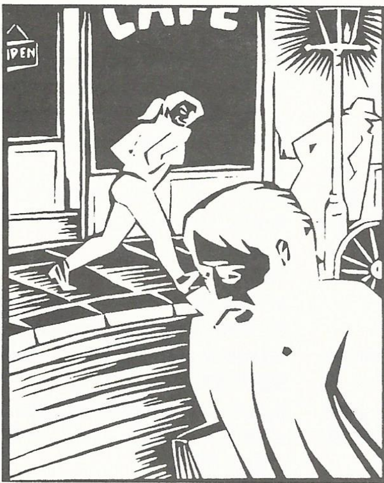
T: Et vive la gratuité!

Contact : FNB c/o PADI, BP 232, 75624 Paris cedex 13



Brève.

Le 23 juin 1996 il y a eut des émeutes à Québec (vitrines de l'assemblée nationales qui sautent, sa bibliothèque à deux doigts de flamber...). Le 25, trois militants de Food Not Bomb étaient arrêtés sur accusation d'Alain Dutour président de la LAM (ligue antifasciste mondial), sorte de Fodé Sylla local. Les trois camarades n'étaient pas à Québec lors de l'émeute, mais chez eux ont été trouvés des plants de cannabis (bien que cinq soient en fait des plants de tomates).
Lors du procès le juge déclara : « [le cannabis est] un moyen d'endormir le peuple pour mieux faire passer la propagande.» et qu'»il me ferait mal au coeur de libérer des philosophes de l'anarchie. »



PAROLES D'HOMME (PAS RÔLE D'HOMME !)

Les quelques lignes qui suivent sont extraites d'une courte réflexion sur « les hommes face au patriarcat »

Ce qui m'intéresse est de soulever des questions autour de ce que je pense être, suite à la lecture de différents textes, suite à des discussions avec des hommes et des femmes, la faillite de la réflexion antipatriarcale masculine : inexistence ou incapacité de se maintenir des groupes non-mixtes d'hommes, invisibilité d'une prose mâle sur le patriarcat. Mon propos n'est pas d'apporter une quelconque solution aux problématiques rapports sociaux de sexe, je ne fais ici que coucher sur le papier constats et interrogations qui me trottent dans la tête.

D'abord, je considère que le patriarcat est un ordre social total, précisemment au sens où Goffman l'entendait en parlant de « total institutions » (institutions totalitaires) : il est le dispositif qui régit toutes les composantes du groupe, c'est-à-dire qu'il a à voir avec toutes les personnes (hommes et femmes) et tout ce qui se passe entre les personnes, aucun groupe social n'évolue sans entraîner le mouvement des autres groupes sociaux.

Ensuite le texte est écrit par un homme (je vous prie de bien vouloir me croire), et il s'inscrit à un moment précis, c'est-à-dire par rapport à une histoire, un discours et même un mouvement social. Tout cela implique à priori un ordre du discours, dans lequel il ne peut pa sy avoir de oint neutre (merci Foucault) : quoique je dise, je suis et je resterai du « bon » côté de la barrière.

Je décide de donner à lire un tel texte à des hommes et à des femmes. Ce choix ne m'a pas paru évident au départ, je pensais devoir inscrire ces mots dans une perspective de construction d'une parole masculine ; je crois maintenant que la place d'une telle parole est avant tout, à négocier avec les femmes : que peuvent apporter les hommes à un discours où les femmes ont intérêt à se passer des hommes (et dont elles se passent d'ailleurs déjà fort bien) ? Où l'on reparlerait d'égalité de parole, où les mots continueraient de passer, de circuler, de parler... pour dire quoi, au fait ?

Le but du jeu est de susciter des réactions : j'essaie de ne plus croire en l'unilatéralité de la parole, je ne crois pas non plus au leurre typiquement démocratique d'une certaine pratique libérale du dsicours, liée à des revendications d'ordre idenditaire. Vous pouvez donc m'écrire : *Manu, 7 rue du général mathieu, 34000 Montpellier.* Voici donc (enfin) les lignes dont je parlais au tout début :

Le premier souci des hommes semble être, avant tout, de ne plus être des hommes , de ne plus être comme les autres, les mâles dominants : en changeant d'identité, en refusant une masculinité imposée, espère-t-on échapper à l'engrenage ? Il y a l'idée très forte que c'estt aux hommes de changer puisque le patriarcat est l'expression de la domination masculine. En adoptant des pratiques « alternatives « par exemple, non-autoritaires,..., c'est l'image même de l'homme que l'on dénonce et dont on prend ses distances. L'homme antisexiste cherche avant tout une nouvelle place sociale, d'où il serait peut-être possible d'envisager une nouvelle logique relationnelle, qui ouvrirait uen porte vers un mieux social entre eux -sont-ils alors encore des hommes ?- et les autres, base possible d'un autre système -non-patriarcal. L'homme semble devoir se débarrasser de la responsabilité (culpabilité ? Mais de quoi serions-nous coupables ?) d'appartenir au groupe dominant, le meilleur moyen est de se palcer à côté du patriarcat, « au delà «..., au risque de ne plus rien à voir avec une réalité sociale qui c ntinue de gérer les mouvements des majorités silencieuses. Une femme, antisexiste, a justement comme première revendication d'être femme comme toutes les autres femmes, avec toutes les autres femmes, au centre même du groupe social opprimé des femmes, même si elles ne se reconnaissent pas forcément dans l'attitude silencieuse adoptée par la plupart d'entre elles -condition sine qua non de la perpétuation du sens de la domination.

Les divergences de discours et de pratiques n'en sont que plus évidents, les soucis des uns ne sont pas les soucis des unes : en s'affirmant volontiers hors-masculinité, les hompmes espèrent se retrouver hors-patriarcat... sans voir que dans le même mouvement, ils glissent plus facilement hors de l'antipatriarcat...

Le texte complet est disponible à l'adresse ci-dessus (merci d'envoyer une grande enveloppe timbrée à 4,20 F).

● **Manu**

BRÈVES

AVIS AUX FRAUDEURES & FRAUDEUSES

Une nouvelle proposition de loi « renforçant les moyens de lutte contre la fraude dans les transports parisiens » est déposée à l'Assemblée nationale.Jusqu'à présent les contrôleurs/contrôleuses ne peuvent exiger la présentation d'un document d'identité et ne peuvent non plus retenir, d'une quelconque manière, les fraudeurs/fraudeuses d'ans l'attente de l'arrivée des flics (enfin dans le texte au moins !).

La proposition de loi indique :

- A défaut de paiement immédiat contrôleurs/contrôleuses peuvent recueiilir nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse avec papier d'identité à l'appui.
- En cas de besoin, l'assitance d'un officier ou d'un agent de police judiciaire peut être requise.
- Pendant le temps nécessaire à l'intervention des flics, le fraudeur ou la fraudeuse est tenuE de demeurer sur le lieu du contrôle où à proximité de celui-ci.
- Trois mois d'emprisonnement et 25 000 F d'amende si on refuse d'obtempérer à ces nouvelles obligations.
- Six mois et 50 000 F si on file une adresse bidon ou appartenant à un tiers.

LE SERVICE MILITAIRE VA DISPARAÎTRE, MAIS DES RÉFRACTAIRES PASSENT TOUJOURS EN PROCÈS !

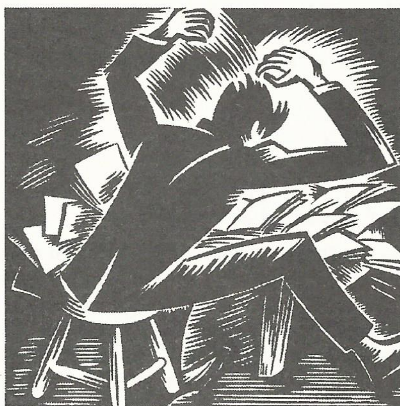
Alexis est objecteur de conscience, il refuse l'apprentissage du crime comme il est enseigné dans les institutions militaires, il refuse l'obéissance aveugle qu'enseigne l'armée pour mieux nous contrôler dans la vie civile, il refuse de cautionner un État, qui plus est un État qui vend des armes aux pays du tiers-monde, soutient des dictatures, expulse des sans-papiers, exploite les travailleurs, développe la précarité et soutient les riches !

Alexis est déserteur, il refuse qu'on lui impose un service de remplacement pour « expier « sa faute d'être antimilitariste. Pour ça, pour ses idées, ses opinions, parce qu'il refuse de cautionner un monde de guerre, de misère et d'exploitation, l'État lui a intenté un procès le 21 janvier 1997 ; celui-ci a été repoussé au 28 mai 1997 à 9 heures au Tribunal de grande instance d'Orléans. Alexis risque de la prison ferme, il a besoin de votre soutien.

Contact : *Groupe libertaire de Tours, BP 7414, 37074 Tours cedex*

MAIS C'EST QU'ILS FLIQUERAIENT MÊME NOS RHUMES !

Votre carnet de santé tout corné —à moins que vous n'ayez déjà le nouveau carnet— va d'ici 1999 être remplacé par la « carte vitale », tout simplement une carte à mémoire (style carte bancaire) qui sera reliée ,directement par modem, de chez votre médecin aux Caisses d'assurance maladie.



Ci-après une liste non exhaustive, bien évidemment, de journaux sortant relativement régulièrement que nous recevons et/ou lisons :

ABC FÉDÉRATION UPDATE
Journal de l'ABC New-Jersey ; soutien aux prisonnierEs. *ABC Update, Post office PoBox 8532, Paterson, NJ 07508-8532, Etats Unis.*

•A CONTRE COURANT
Mensuel, analyses politique et sociale sur ce qui se passe en France. *ACC, 1 rue Hugo, 52100 Bettancourt.*

•ACTION
Mensuel d'Act-Up Paris. *Act-Up, BP 287, 75525 Paris cedxe 11.*

•EL ACRATADOR
P'tit journal libertaire bourré d'infos, en espagnol. *Acratador c/o Ateneo libertario, APDO 3141, 50080 Zaragoza, Espagne.*

•ALTERNATIVE LIBERTAIRE
Mensuel belge de débat. *2, rue de l'inquisition, 1040 Bruxelles, Belgique.*

•BAD ATTITUDE
Canard féministe radical anglais. *Bad attitude c/o 121, 121 railton road, London SE 24, Grande-Bretagne.*

•THE BLAST
Journal anar nord américain. *The blast, PO Box 7075, MPLS, MN 55407, Etats Unis.*

•CAHIERS ANTISPÉCISTES
Trimestriel sur la libération animale. *Cahiers antispécistes, 6, rue de la victoire, 69003 Lyon.*

•CETTE SEMAINE
Mensuel. Revue de presse et analyse sur l'actualité. *Cette semaine c/o Bernt, BP 275, 54005 Nancy cedex.*

•CLASS WAR
Journal légendaire de la lutte des working class. En anglais, tous les deux mois. *Class war, Po Box 772, BS 99 1EG, Bristol ; London Class War, PO Box 467, London E8 3QX, Angleterre.*

•COMBAT SYNDICALISTE
Mensuel de la Confédération nationale du travail - bureau confédéral de Paris. *CS, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris.*

•COMBAT SYNDICALISTE
Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail - bureau confédéral du Mans. *CNT, BP 116, 72003 Le Mans cedex.*

•CONTRA FLOW
Bulletin de contre information en anglais. *Contra flow c/o 56a infoshop, 56 Crampton street, London SE 17, Angleterre.*

•COURANT ALTERNATIF
Mensuel de l'Organisation communiste libertaire. En Kiosque. *CA c/o Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex.*

•DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE
Feuile d'infos bimestrielle sur les mouvements sociaux dans le monde. *Echanges et mouvements, BP 241, 75866 Paris cedex 18.*

•DÉMANARCHIE
Canard anarchiste québécois (en français et en anglais). *Démanarchie, CP 32100, Montréal H2L 4Y5 Québec/Canada.*

•DISSENSUS
Journal plutôt libertaire, situationniste...
Dissensus, 11, rue St Vicent de Paul, 13004 Marseille.

•EKINTZA ZUZENA
revue libertaire basque trimestrielle (textes majoritairement en espagnol). Très intéressant, textes de fond, infos... *Ediciones EZ, Apdo 235, 48080 Bilbo, Biskaia, Espagne.*

•EUSKADI EUROPEAN
Journal du comité de solidarité avec Euskadi. *CSE c/o PADI, BP 232, 75624 Paris cedex 13.*

•FRONT
Journal plein d'infos sur les groupes de lutte armée en Europe. *Front c/o Jargon libre, 12, ave. du château, 94300 Vincennes.*

•INFOSUDS
Trimestriel venant de Toulouse avec des infos locales et internationales. Ils/elles éditent aussi dorénavant une feuille d'infos pour suivre l'actualité. *Infosuds, 40 rue Alfred Duméril, 31400 Toulouse.*

•LA GRIFFE
Trimestriel lié à la librairie lyonnaise La Gryffe. Analyses, crtitiques de bouquins, reflexions... *c/o La gryffe, 5, rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.*

•LA LLETRA A
Revue libertaire catalane trimestrielle (textes en catalan et en espagnol). Pleins de choses bien ! *Ateneu llibertari, st vicenç alegre 3, 43201 Reus, Espagne*

•MOLOTOV
Bulletin bimensuel en espagnol de contre info. *Apdo 14409, 28080 Madrid, Espagne (ne pas mettre de nom sur l'enveloppe)*

•NO PASARAN
Mensuel du réseau antifasciste No pasaran. Infos, tracts divers. *No pasaran, 21ter rue voltaire, 75011 Paris*

•ORGANISE
Journal anarcho-syndicaliste de Belfast. Infos locales et internationales, analyses. *Organise, PO Box 505, Belfats, BT 11 9 EE, irlande du Nord.*

•PERRO ROJO
Fanzine colombien qui aborde des thèmes très divers. *Perro Rojo, AA 56385, Bogota 2 DC, Colombie.*

•RÉZO
Journal du rézo de Lausanne. Infos sur les squatts, la répression policière, etc. *Infokiosk, av. de morges 60, 1004 Lausanne, Suisse.*

•REFLEXES
Revue antifasciste de l'association Reflex. *21ter rue Voltaire, 75011 Paris.*

•RIRE
Bimestriel antimilitariste du Réseau d'information aux réfractaires. *RIRE, 33 rue coutellerie, 13002 Marseille.*

SOLIDARITÉ GUATÉMALA
Bulletin du collectif Guatémala. *Solidarité Guatémala, 17 rue de l'Avre, 75015 Paris.*

•SOLIDARITÉ IRLANDE
Sort tous les 2-3 mois. Actualité, analyses et infos. *Centre social de pen-ar-creach, rue du professeur chrétien, 29200 Brest.*

•TALKING LIBERTIES
Journal de l'ABC anglaise ; soutien aux prisonnierEs. *Talking liberties c/o 121 bookshop, 121 railton road, London SE24 OLR, Angleterre.*

•TIC TAC
Le prochain numéro est pour courant mars avec un thème au sommaire : occupation et contrôle de l'espace public. *Corinne Natheron, 36 rue de Bagnolet, 75020 Paris.*

•TRANQUILLE LE CHAT
Un numéro pour 1997 ? Revue d'expression. *TLC, 4 rue Jean Bullant, 95440 Ecouen.*

•YA BASTA
Actualités, communiqués sur la lutte zapatiste. *Ya basta, 22 rue Rosenwald, 75015 Paris.*

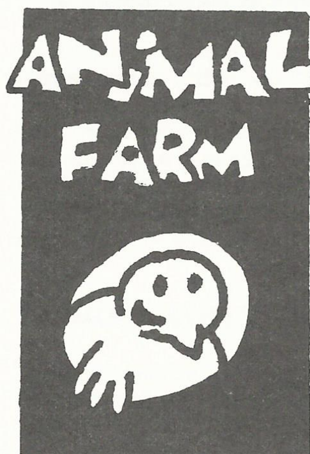


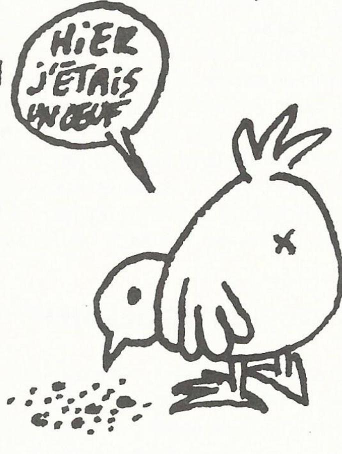
Quelques adresses internet pour aller directement sur la radicalité du web :

http://burn.ucsd.edu/~resit/anarch.html
Sur ce site vous vous retrouvez directement en lien avec une miriade de sites dont Arm the spirit, A-Info, Love and Rage...

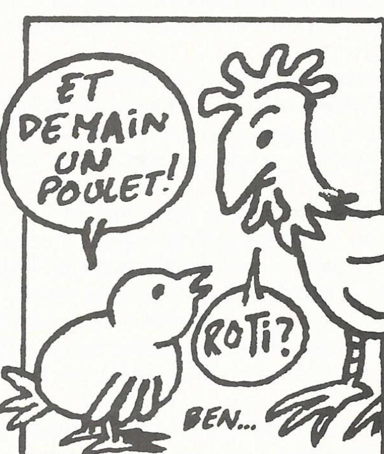
http://www.anet.fr/~aris/
Zone d'autonomie temporaire, avec une très belle esthétique. On y trouve l'ECN, No Pasaran, collectif «des papiers pour tous», et une importante liste de liens avec le web rebel.

pph@club-internet.fr
Vous pourrez y retrouver entre autre le site de *Tranquille Le Chat* et peut-être bientôt celui d'*Apache.*









TRAVAILLEURS CHOMEURS PRÉCAIRES en colère!

RMIstes, chômeurs/ses, travailleurs/ses plus que précaires, CES, intérimaires... Nous sommes de plus en plus nombreux à se retrouver dans des situations qui nous empêchent d'entrevoir un quelconque lendemain. Dans tout les médias on parle souvent de nous qui sommes devenus un "cas de société", et pourtant notre voix ne se fait jamais entendre. Et se ne sont pas les quelques associations humanitaro-caritatives au discours tiède et à la compromission facile qui y changeront quoi que ce soit.

C'est pourquoi nous avons décidé de parler, de nous organiser et de nous activer, nous classe sociale pas si nouvelle que ça que beaucoup voudraient tant désactiver. Nous parlons, nous luttons non pas pour une quelconque organisation ou chapelle, pas plus que pour un programme, nous parlons de là où nous sommes et par rapport à ce que nous vivons quotidiennement. Conscient que notre pauvreté n'est pas une fatalité mais un besoin pour cette société.

Nous voulons d'abord agir sur notre situation, car nous avons remarqué qu'à plusieurs et bien déterminés nous pouvions débloquer bien des choses face aux administrations, alors que tout seul... Ensuite nous avons réfléchi à notre condition. Nous avons remarqué que de quoi vivre il y en a pour tout le monde, mais que la part de chacun(e) est franchement inégale. Nous avons remarqué aussi que notre pauvreté produit leur richesse. Notre condition est donc le fruit d'une logique, économique et politique en l'occurrence; changeons de logique et nous pourrons vivre tous et toutes décemment.

Maintenant nous sommes là, nous sommes une réalité incontournable; bien décidés à ce que notre situation ne se pérennise pas. Nous voulons parler à tous ceux et celles qui veulent bien nous écouter: allons-nous continuer à vivre dans une société qui nous broie?

ALLOCATION CHÔMAGE ENCORE TROIS ANS DE MISERE...

Contrairement aux « Hourra » poussés par les médias, l'accord concernant l'UNEDIC décidé par la C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., C.G.C. d'une part, et les patrons d'autres part, au matin du 20 décembre 1996, est une arnaque totale! Sur les treize milliards économisés sur les prestations assedic, qui devraient donc, par définition, servir en totalité à l'indemnisation des chômeurs, seuls près de 3 milliards leurs seront restitués. Une partie du reste passe en baisse de cotisations (3 milliards dans les pôches des patrons : merci les syndicats !), comme si les chômeurs étaient trop riches au moment où la moitié d'entre eux ne touchent rien! L'autre partie servira pour des pré-retraites. Alors que de nombreux travailleurs revendiquent l'abaissement de l'age de la retraite, ce sont les caisses d'assurance vieillesse qu'il faut renflouer, mais en faisant payer les très riches !

Sur les 3 milliards qui ne sont pas détournés de leur destination propre, la logique voudrait qu'ils soient distribués en priorité à ceux qui, jusqu'alors, n'avaient aucun droit et aux RMIstes. Eh bien, pas du tout !

Ces derniers resteront dans leur misère à regarder les mieux «lotis» (Les chômeurs qui bénéficiaient du « privilège » suprême de percevoir l'AUD jusqu'au fameux accord) sucer les quelques queues de cerises supplémentaires que le patronat et 4 syndicats leur ont octroyées. Car il s'agit bien de queues des cerises.

- Cet accord supprime des injustices flagrantes, qui n'auraient jamais du exister : il n'y aura plus d'amputation de 25% de l'allocation des personnes ayant travaillé 4 mois dans les huit derniers mois, les moins de 25 ans ne subiront plus une dégressivité plus forte que celle des autres... Et alors ? C'est leur sort d'avant le 20 décembre qui était anormal !
- L'une des revendications principales de bon nombre

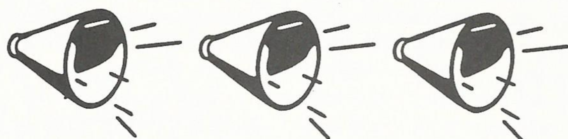


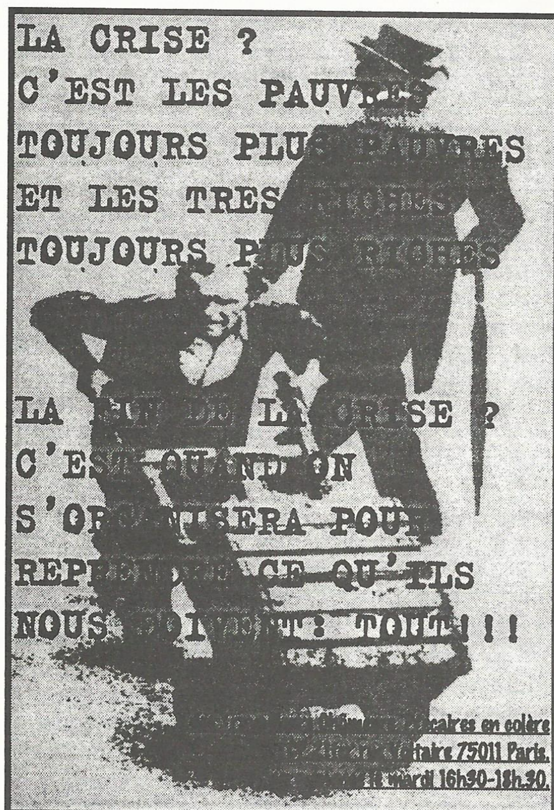
des chômeurs était l'annulation pure et simple de la dégrissivité, couperet mutilant de 17% tous les quatre mois les revenus des chômeurs. Et bien, loin de la supprimer, l'accord la fait passer à six mois. Ceux qui cherchent un logement continueront à courir longtemps ! Car quel propriétaire signerait un bail avec une personne dont les revenus diminuent comme peau de chagrin ? Quand à ceux qui ont déjà la chance d'être logés, ils disposeront d'un peu plus de temps pour vendre leurs meubles avant de se faire expulser.

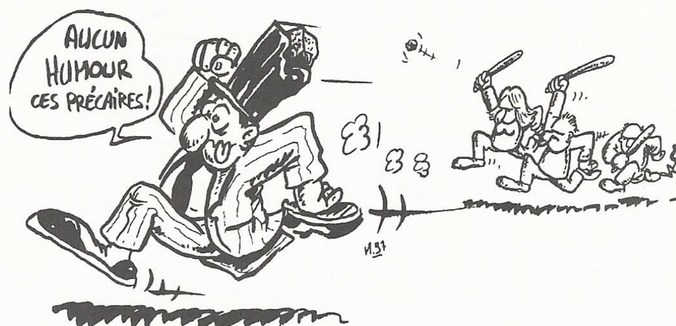
- Le minimum de l'AUD passe de 2805 F à 3100 F/mois, soit un peu moins que ce que gagne sur notre peau un ministre en deux jours !

Que la Mère Notat est une ordure, ça on le savait déjà ! Que tous ces syndicats n'en ont rien à foutre des pauvres, c'est chaque jour plus flagrant. Qu'ils sont près, C.F.D.T. en tête, à nous sacrifier sur l'autel du libéralisme pour pouvoir magouiller avec le patronat, c'est aujourd'hui encore plus évident. Mais ils auront au moins eu le mérite de démontrer (une fois de plus) qu'en étant bien gentils et en comptant sur d'autres que nous même, on se fait avoir à tous les coups. Et par delà ce syndicalisme, il nous faut dénoncer la logique qui consiste à vouloir, sous prétexte de «réalisme», aménager le capitalisme: elle conduit systématiquement à collaborer avec un système qui nous plonge dans la misère et à adopter ses modes de pensée. Ras-le-bol du pouvoir du fric, ras-le-bol de ses collabos. A nous de le leur faire comprendre énergiquement.

✘ Des travailleurs, des chômeurs, des précaires en colere!







Lors de la dernière campagne électorale, le candidat Chirac nous rebattait les oreilles avec sa fameuse "fracture sociale" et nous promettait de la réduire d'une façon radicale.

Le projet de loi "de cohésion sociale" qui devait "s'attaquer aux racines de l'exclusion" est sorti. Qu'y trouve-t-on?

En fait de lutte contre l'"exclusion", le gouvernement prévoit, non pas de faire payer les plus riches, mais de prendre l'argent aux pauvres pour obliger d'autres pauvres à trimer. Les 300 000 Contrats d'Initiative Locale (C.I.L.) prévus sur cinq ans seront financés essentiellement en supprimant les allocations de fin de droit (ou plus exactement Allocation Spécifique de Solidarité (A.S.S.)) de 175 000 personnes et le R.M.I. de 125 000 autres.

De plus, 120 000 personnes perdraient 1 000 francs par mois sur leur A.S.S. . Ne pourront avoir droit à cette allocation que ceux qui auront bossé au moins pendant cinq ans à temps plein et qui auront la "chance" d'avoir un conjoint mal payé (8 000F).

Les C.I.L. fonctionnent sur la base du "volontariat" : ou vous acceptez ces sous-boulots de merde, véritables voies de garage, ou on vous supprime vos maigres allocations...

Des C.I.L., il en existe déjà (les "emplois-ville"). Ce sont, d'après le gouvernement, des "emplois d'utilité sociale" : à chaque fois, il s'agit d'aller fliquer les autres pauvres en les empêchant de frauder dans les transports, de squatter, etc., bref en les empêchant de se débrouiller pour survivre.

En plus, comme pour tout emploi temporaire, ces C.I.L. précarisent le salarié : ils l'empêchent de se syndiquer, de s'organiser, de faire grève, sous peine de voir son contrat de travail interrompu.

Pour l'insertion des RMIstes, ils ont prévu de faire entrer des patrons dans les CLILES (Commissions Locales d'Insertion et de lutte contre l'Exclusion), ex-CLIs, et dans le C.N.I.A.E. (Conseil National d'Insertion par l'Activité Economique) par branches professionnelles pour rendre les exclus encore plus adaptés aux désidératas des patrons ; et de laisser le département jouer à sa guise avec le fric de l'insertion des RMIstes.

En matière de logement, la loi transforme essentiellement le logement social classique en logement précaire.

Par la création des logements d'urgence et des logements d'insertion, le gouvernement institutionnalise la sous-location temporaire en autorisant les H.L.M., sociétés d'H.L.M et associations, à sous-louer, et donc sans quittances de loyer.

Pour y avoir accès et pouvoir se maintenir dans les lieux, il faudra supporter un "véritable accompagnement social". Il s'agit en fait de soumettre l'habitant au contrôle, au chantage et à l'arbitraire d'un travailleur social : il nous faudra accepter tout sous-emploi et que les "professsionnels du social" s'immiscent dans notre vie privée.

Quant à ceux qui n'auront pas atteint un niveau d'insertion suffisant, il a été prévu de nouvelles places dans les foyers sociaux dont le budget aura augmenté de 84% en 4 ans.

Une nouvelle procédure : la loi donne la possibilité au préfet de réquisitionner des locaux vacants appartenant exclusivement à des sociétés, mais le feront-ils?

Les jeunes, enfin, qu'ils soient en contrat de qualification ou d'apprentissage, seront logés dans les foyers de travailleurs immigrés pour les y remplacer, suivant une politique de rejet des étrangers et de mise en concurrence des pauvres.

Globalement, le but du jeu, c'est d'"activer les dépenses passives", soit, dans l'ordre, de nous utili-

ser, de nous mettre à leur service, de rentabiliser nos vies qui ne valent rien pour eux, des "dépenses passives". Il s'agit de précariser nos conditions de vie pour encore mieux nous exploiter. En résumé, cette loi de "cohésion sociale" ne va servir, une fois de plus, qu'à nous refiler des sous-emplois de merde, des sous-logements de merde (hébergements précaires) et des sous-soins de merde!!!

OU COMMENT AGGRAVER NOTRE SITUATION TOUT EN FAISANT SEMBLANT DE L'AMELIORER...

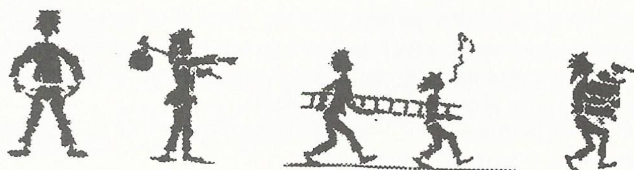
Et par delà cette loi de "cohésion sociale", on sait déjà que le gouvernement a embauché énormément de contrôleurs sociaux (ou plutôt anti-sociaux) afin de priver un maximum de personnes de leurs droits. Et tout ça alors que les caisses de l'assurance chômage sont excédentaires de 13 milliards de francs.

Ne se satisfaisant pas de s'attaquer aux pauvres, le gouvernement a décidé de s'en prendre à leurs familles. Il veut appliquer une vieille loi moyennageuse : l'obligation alimentaire. Ce qui consistera à faire rembourser le R.M.I. par les familles de certainEs bénéficiaires.

Si on ne veut pas se faire complétement déplumer :
- ne nous laissons plus faire
- récupérons ce qui nous est dû : une part égalitaire des richesses pour toutes et tous
- foutons Chirac, Juppé, Barrot, Notat en contrat d'initiative local (ou en C.E.S., au choix!) dans le métro.

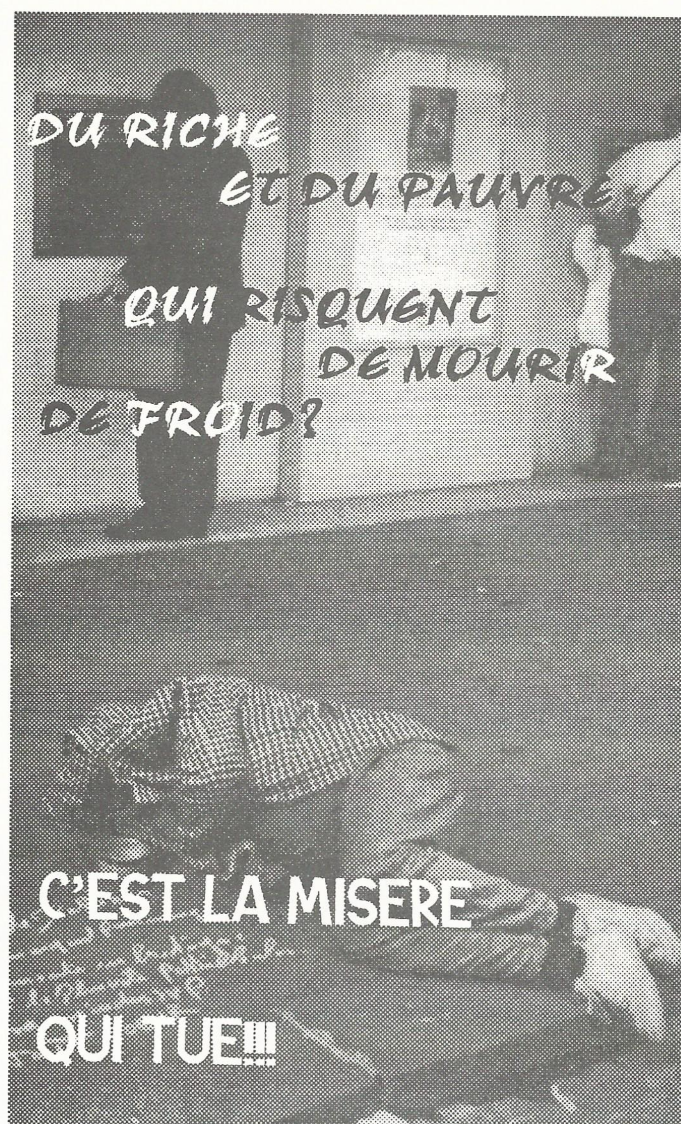
••••••••••••••••••••••••

Dans la série "précarisons les plus pauvres et poussons toujours plus loin l'exploitation de l'homme par l'homme", le gouvernement vient de sortir, en accord avec le patronat et les syndicats, un nouveau moyen de se payer la tête des plus démunis face à l'emploi.
Le Titre Emploi Service (T.E.S.) permettra aux salariés de s'offrir eux aussi leur lot de bonnes (poires) corvéables à merci : ménage, repassage, jardinage, cuisine...
On atteint des sommets : les salariés pourront se payer un chômeur pour nettoyer leurs chiottes!
Au même titre que l'accession à la propriété privée des prolétaires, le titre emploi service vise à calmer l'exploité en le rendant exploiteur à son tour et à lui faire avaler la pillule de l'exploitation.
Autre chose encore : plus d'absentéisme avec le TES! Votre enfant est malade, plus la peine de rester à la maison pour le garder, prenez un larbin avec le TES!
Dernière innovation enfin : le titre emploi service donnera lieu à des réductions d'impôt. Quand il s'agit de promouvoir la réduction en esclavage d'une partie de la population, le gouvernement s'y entend pour trouver de l'argent!



POUR DISCUTER, SE RENCONTRER, S'ORGANISER :

permanence chaque mardi de 16h30 à 18h30. 21ter rue Voltaire 75011 Paris. M°: Boulets-Montreuil ou Nation.



Brèves

✱ Cet hiver les médias ont beaucoup pleurnicher sur les SDF mort de froid, pourtant hiver 54 ou 96 c'est tout le temps que des gens meurent dans la rue et c'est la conjoncture qui fait parler d'eux ou non. Le plus abject c'est que toute la propagande médiatique ne disait qu'une chose : «regardez ces pauvres qui crèvent sous la neige, ils vont jusqu'à refuser les services sociaux qu'on leur propose; finalement c'est de leur faute.». Ce qu'ils feignent de ne pas savoir c'est que tous ces foyers et centre d'hébergement ne sont rien d'autres qu'un contrôle social accru et des espaces où la dignité des individus est complètement bafouée, encore plus que par la rudesse de la rue ! Ce qui choque c'est de voir des SDF encore capables de prendre des décisions, ce qui choque c'es le refus de la charité..

✱ Un fichier des locataires ayant eu des impayés de loyers est maintenant disponible pour tous les proprios. Entre le flicage du RMI et le reste, être pauvre est vraiment un crime. La résistance face aux huissiers et aux proprios zélés se fait pressante.

✱ Vous avez sûrement déjà entendu parler du stage diplômant la nouvelle proposition du CNPF. Avec l'étudiant sera définitivement un précaire corvéable à merci.. On attend la rentrée de pied ferme !

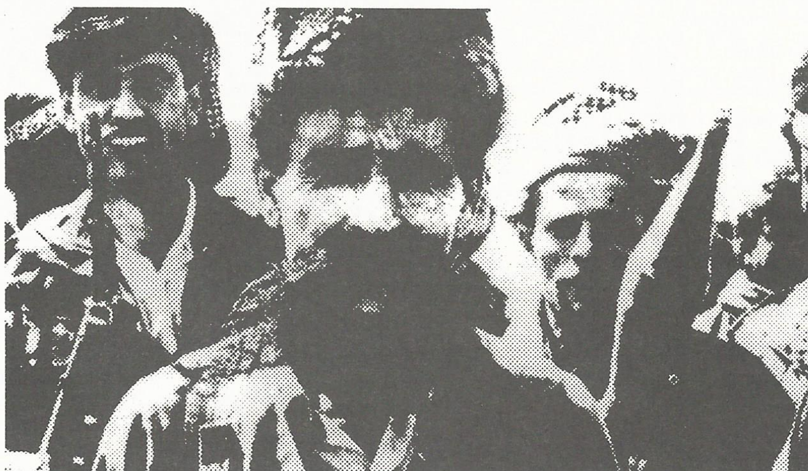
EST-CE QU'IL MANQUE UN ETAT AU PEUPLE KURDE ?

Voici un texte qui traite du problème du Kurdistan et qui nous a été donné par un anarchiste kurde vivant en Angleterre.

A LA BASE ce texte a été écrit pour un festival le 1er septembre96, qui s'appelait « Festival pour la paix au Kurdistan «. C'est notre tâche de mettre en lumière brièvement la situation au Kurdistan, et de réfuter les larmes de crocodiles des capitalistes et de leurs médias à propos du Kurdistan.

C'est un pays où le peuple kurde vit dans un système capitaliste et féodal, où les travailleur-se-s surtout les femmes et les enfants souffrent de pauvreté, de maladies et de l'opppression des autorités, qui sont représentés par les partis kurdes (Parti Démocratique du Kurdistan, Union Patriotique Du Kurdistan) et le PKK du kurdistan du Nord, qui prétend être pour la liberté du Kurdistan, et qui l'est autant que Y.Arrafat (le héro de la libération nationale de ces deux dernières décennies) l'est pour la liberté du peuple palestinien !

En Mars 91, les autorités irakiennes ont été forcées de quitter le sud du Kurdistan, à la suite d'un soulèvement du pauvre peuple et de soldats du sud et d'Iraq. Pendant cette courte période, le peuple dans son unité contre le gouvernement a eu conscience de sa force et s'est montré ainsi qu'au monde quelle sorte de tempête peut déferler quand la base de la société est en feu et en révolte.



Pour étrangler et écraser le soulèvement le plus vite possible, les bandits du gouvernement irakien avec l'aide des troupes alliées dans le secteur, unis dans une alliance sacrée contre la révolte et pour ramener l'ordre dans le sud de l'Irak ont massacré des gens sans armes comme ce qui c'était passé pour nos camarades pendant la commune de Paris de la part du gouvernement français et des troupes de Bismark il y a 125 ans.

Après cela, au Kurdistan, les partis kurdes (PDK et UPK) au nom du Kurdistan libre et soutenus par les propriétaires, les marchands et un grand nombre de commerçants qui contrôlent le mouvement dans le marché, se sont auto-proclamés nouveaux chefs du Kurdistan, écrasant avec une main de fer tout mécontentement et tout défi à leur pouvoir et leurs propriétés comme n'importe quelle autre autorité dans le monde.

Bien sur, en tant qu'anarchistes, cela ne nous a pas surpris, nous voyons clairement que « classes « signifient lutte, nous voyons que tout gouvernement signifie violence, meurtre, vol contre les travailleurs pauvres de ce monde pourri. Cela surprend généralement les gauchistes au Kurdistan et ailleurs (par ex les PC, les trotskystes du SWP en Angleterre) dont le but est le pouvoir et le gouvernement au nom de la classe ouvrière, comme le parti bolchevik avait fait aux travailleur-euse-s de Russie, Ukraine !! Ils ont tué l'esprit de la Révolution dès qu'ils sont devenus les nouveaux patrons de la Russie. Le massacre des milliers de marins de Kronstadt par l'armée Rouge sur ordre de Lénine et Trotsky en Mars 1921 est un souvenir toujours vivant de ce que les idéologies léninistes et staliniennes signifient en pratique.

Les gauchistes (certainEs d'entre eux/elles sont stupides, d'autres sont trompéEs par leurs leaderEs) dont les têtes sont saturées d'idéologie léniniste merdique, disent parfois qu'ils/elles critiquent une partie du gouvernement qui ne serait pas bon pour les travailleur-euse-s. Logiquement , il est vrai qu'un chien ne peut pas danser ni chanter mais seulement aboyer. C'est ainsi que nous le comprenons et nous n'attendons de n'importe quel Etat dans l'histoire du monde que ce comportement répressif.

C'est pour cela que nous disons que c'est un énorme mensonge, un mensonge impardonable de dire au monde à travers les médias que la majorité du peuple kurde souffre parcequ'il lui manque un Etat kurde puissant !! La vérité est que la population kurde souffre comme la population ouvrière du reste du monde de différentes façons, de la force brutale du système capitaliste et de ses propres leaderEs.

Notre tâche en tant qu'anarchistes est de dire aux travailleur)euse-s, professeurEs,étudiantEs au Kurdistan, dans les fermes, dans les écoles, dans les lieux de travail qu'ils ne doivent pas être trompéEs par un changement de patrons, de turque à kurde ! Ils doivent comprendre et tirer les leçons de leur propre histoire et de l'histoire de la classe ouvrière, comprendre que la solution est une révolution anarchiste-communiste, qui est une tâche difficile et énorme, la préparation de ce but doit être organisée et liée à une échelle internationale, sinon nous gâcherons notre énergie. Allumer la flamme des coeurs révoltés et de la conscience des travailleur-euse-s, des étudiantEs, soldatEs turques, perses, arabes pour en finir avec le pouvoir des marchands de canons, et le pouvoir de l'argent.

Notre but est de détruire les autorités à jamais, pas de créer une autorité miniature au nom du Kurdistan. Le Kurdistan et le reste du monde pourrait être un jardin de vie sans Etats.

Vive la langue kurde et la musique kurde;

Vive l'esprit de la révolution Communiste-Anarchiste au Moyen -Orient et dans le reste du monde.

Notre but est de balayer la religion, l'état, le racisme et l'argent.

● ***Des anarchistes kurdes***

Brève.

En Juillet 96, Kani Yilmaz, représentant du PKK en Europe, a perdu son appel contre son extradition d'Angleterre vers l'Allemagne. Arrêté en octobre 94 alors qu'il venait discuter à l'House of Common. Motif : « Menace à la sécurité nationale «. Le gouvernement allemand demande son extradition, il pourrait alors le juger pour appartenance au PKK (illégal en Allemagne). Kani a déja passé 10 ans torturé et brutalisé en taule turque. Un séjour de plus dans les cellules de sa majesté était juste ce dont il avait besoin, surtout avec la perspective d'un prolongement en Allemagne. Kani est en appel.

Contact : Kurdish information Centre, 10 Glasshouse Yard. London EC1A 4JN, Angleterre

Kani Yilmaz : HMP Belmarsh, Western Way, London SE28, Angleterre

ACCOMPAGNEMENT DANS LES CPR

Voici un texte envoyé par un camarade de retour du Guatémala à propos de son séjour dans les Communautés de peuplement en résistance (CPR).

ARRIVÉ fin décembre à la communauté, je découvrais donc l'univers selvatique d'une population Maya. Après quelques jours de doute et de timide adaptation à ce bouleversement culturel, je parvenais doucettement à m'inclure dans leur quotidien, effectuant mes premiers travaux aux champs, cheminant tant bien que mal les sentiers cahoteux et boeux menant à la milpa.

LA VIE DANS LES COMMUNAUTÉS

Une fois sur place (hay que doblar el maïs y luego desgranarlo), on enlève les feuilles des épis stockés dans les cabanons près du champ, et puis après on le dégraine en tapant dessus, les épis étant dans des sacs-filets, ensuite on crame l'épi et on ramène le grain au village, (1h, 1h30 de marche). Il sera ensuite cuit avec de la chaux, lavé à la rivière et enfin prêt pour le nixtamal (moulin). Ca, c'est le boulot des femmes qui se lèvent vers 3, 4 heures de la madrugada, pour aller moudre chacune ce dont elles ont besoin pour leur famille, puis otra vez, l'après midi avant le repas du soir. Trois repas à heures assez régulières étalés sur douze heures (6h, 12h, 6h) principalement faits de frijoles et de la tortilla faite le plus souvent à la main ou à la machine qui applatit la boule de masa (pate) avec un film plastique pour ne pas que ça colle. Il arrive que l'ordinaire puisse varier avec un oeuf ou quelques herbes ou racines (yuca) locales et plus rarement, un peu de viande, poulet, vache. la cuisine est faite à l'eau, des fois à l'huile quand il y en a...La vaisselle est peu abondante et on s'habitue très bien et très vite à transformer sa tortilla en cuillère. La convivialité est restreinte, on mange quasi-toujours seul et la discussion est brève, surtout qu'au début, la communication n'est pas très aisée, il faut le temps des ouvertures.

Quand je n'allais pas aux champs, je découvrais le décor de la jungle avec ses grands arbres, les nouveaux sons de la faune ailée, multitude d'oiseaux de toutes tailles, couleurs diverses et vives comme les habits des gens qui peuplent ces contrées. J'allai visiter une autre communauté CPR* (san francisco) où je ne fis rien de spécial durant cette semaine, eux, se préparaient pour le déménagement. Puis une autre communauté cette fois de Retornados* du Méxique installés depuis un an dans un endroit assez beau près de l'ixcan (le fleuve) avec déjà, de merveilleux champs de milpa bien développés. Cette communauté (Ixtauacan chiquito) respirait la bonne humeur et l'accueil m'enchanta. J'apportai ma contribution pour l'école qu'ils étaient en train de construire, qui fut achevée en moins de trois jours. Je restai surpris par la rapidité et l'efficacité. En fait, je me rendais compte par la suite, au cours des mois qui s'écoulaient, de ce qui peut ressortir d'un travail collectif quand il est bien organisé, ceci-dit sans précipitation, c'est pas le genre du pays.

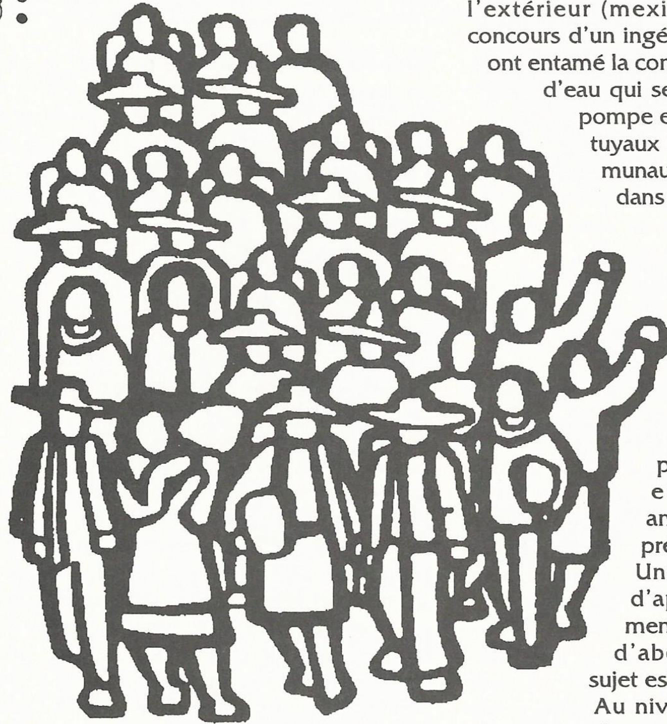
De retour à Santiaguito, je découvrais ici aussi les prémices d'un nouveau déplacement**, la chumpa des accompagnateurs démolie, je logeais donc à la clinique. C'était une ambiance toute différente qui régnait dans la communauté, ça sentait le départ avec toutes les incertitudes de que va-t-on trouver là-bas sur la nouvelle terre avec en même temps comme un soulagement de quitter ce terrain de transit. Tous les jours donc, ça s'activait à dos de mulets, d'anes, mais surtout d'hommes, de femmes, d'enfants pour tranférer 3 heures durant les effets personnels ou collectifs jusqu'à Pueblo nuevo (Retornados) d'où là, la possibilité de poursuivre en transport roulant et motorisé, moins astreignant et plus rapide, encore que!...

Activités auxquelles je n'ai que très peu participé car, il ne faut pas fatiguer les accompagnateurs, coté à la fois comique et un peu frustrant. Je consacrais donc mes journées plus à la lecture et à écrire. Fin février je quittais, avec les dernières familles, Santiaguito pour San Isidro, 3 heures de marche jusqu'à Pueblo Nuevo, de là 2 h30 de camion au milieu des dindes et des cochons, des tôles ondulées, jarres, caisses à volailles, sacs de maïs...Après avoir tout déchargé à Playa Grande, le transfert se fait avec les lenchas, pour le materiel le plus encombrant, le plus pesant, remontant le rio Chixoy. D'autres effets personnels ainsi que les gens finissaient , eux, le parcours en Pic-on jusqu'à Tzeztun, village PAC le plus proche et finalement arriver à la nouvelle terre « Primavera Ixcan 96 «. La réunion des cinq communautés CPR de l'IXCAN n'allait désormais en former plus qu'une seule (un peu moins de 300 familles, environ 2000 personnes). Le mois de mars fut donc un mois d' « adaptation « pour un nouveau départ, un énième recommencement pour ces populations déjà habituées à de fréquents déplacement forcés dans les années passées. Puis il y eut la grande Assemblée qui permit non seulement de se dire « bonjour « (ça y est on est bien là pour recommencer une vie tous ensemble) mais aussi remettre à jour certaines directives (changements et élections des différentes commissions de terre, alimentation, exécutif), faire le point de la situation passée, présente et réaffirmer sa détermination à une solidarité, à une unité (CPR vive la lucha sigue-sigue).

En dehors de la reconnaissance des lieux et des festivités, la vie s'était déjà organisée pour le futur proche, pour les cultures certains avaient déjà dans les mois précédents l'arrivée définitive, préparé la terre et semé en prévision des premiers mois à passer. Une première récolte de frijoles eut lieu fin mars début avril, mais peu conséquentes, le maïs pas encore à maturité, il fallait donc compter avec les réserves des anciennes terres et une aide économique de l'extérieur qui se poursuivra plus ou moins régu-



lièrement tout au cours de l'année. En plus des cultures basiques (maïs, frijoles, arroz) certains ont semé du soya (los Altos- San Luis) et pour varier l'ordinaire radis, oignons, ayote, ont été également plantées. Parfois nous mangions de la carne de res (vache), cheptel de plusieurs centaines de bêtes compris dans l'acquisition du terrain. Nous allions chercher des fruits (pina, guineo, naranja, toronja, lima, limon) aux villages allentours, établis dans la



région depuis de nombreuses années; ils doivent leur stabilité à leur rôle tristement célèbre de Patrouille Auto-défense Civile à la solde de l'armée. Pour ce qui était de l'éducation, les cours avaient repris « rapidement « après l'installation, les profs et les promoteurs de santé formés sur le tas participent à des tallers de perfectionnement. Les enfants vont à l'école le matin quand ils ne sont pas occupés à l'ouvrage collectif ou familier.

En ce qui concerne l'habitat, un ladino vint pour faire les plans de lotification et une section moto-sierristes se metait en route pour de long mois de découpage afin de sortir (planche, poutre, pilliers, traverses, chevrons ...). Les constructions à la fin de l'année n'étaient pas encore achevées, mais une grande partie des familles était installée dans leur maison définitive, ce qui changeait beaucoup la configuration du lieu quand je revins fin septembre. Ce n'est pas sans un pincement au coeur que j'ai laissé début juin (los mames, Kanjobales, Kichés, Kekchis, Ixiles), il est vrai que mes apréhensions du début s'étaient transformées en réjouissances de partager un peu ce quotidien. Mon retour pour un mois fin septembre, fin octobre, dans la communauté fut plus une visite d'adieux. Là encore quelques travaux (campesino (récolte de riz), transports de bois de construction, quelques voyages avec le camion à la capitale pour aller chercher du matériel (tôles ondulées, machines à coudre, équipement pour la clinique), bouffe (arroz, azucat, sal, fideo avena, leche en pulro, huile). Pour un voyage comme celui-là, il faut compter 2h de lencha, 12h de piste et 4h de route jusqu 'à la capitale, étalé en principe sur deux jours, un jour ou plus sur la capitale pour récupérer le matos et même temps pour le retour, donc un voyage signifie une petite semaine parti. Malgrè les heures de route interminables et les conditions peu confortables ce fut une de mes activités préférées et qui sortait de la routine de la communauté. En ce mois d'octobre il y eut un taller de dentiste avec des promoteurs de l'extérieur (mexique) et puis avec le concours d'un ingénieur et de maçons, ils ont entamé la construction d'une réserve d'eau qui sera alimentée avec une pompe et alimentera à l'aide de tuyaux les cuadras de la communauté. Avancée importante dans l'infrastructure sanitaire qui sera un gain de temps et surtout allègera l'ouvrage des femmes.

Au niveau organisation collective, chaque fin des emaone il y a une réunion pour faire le planning de la semaine et chaque soir est annoncé a l'Alta voz les précisions de qui fait quoi. Une réunion pour le jour d'après peut être rapidement décidée si la nécessité d'aborder un quelconque sujet est ressentie.

Au niveau relationnel il faut beaucoup de temps pour pour arriver à des contacts plus étroits, la confrontation culturelle, luinguistique ne facilitent pas forcément l'histoire, ce ne sont pas des gens très bavards, un peu méfiants, ceci dit il est vrai que certains sujets ne s'abordent pas aisément vu leur vécu encore très proche, sinon ce sont des gens avec qui il fait bon vivre sans fioritures, loin des tracasseries superficielles civilisées.

L'ACCOMPAGNEMENT

Pour ce qui est du rôle de l'accompagnement, il n'est pour moi pas tant une protection pour la population du fait d'un conflit quasi-éteint depuis un an (sans ommettre bien sur le cas Xaman, dernier massacre en date d'octobre 95), sinon une réelle et intéressante expérience par ces pratiques de vie communautaires, dans une simplicité primitive qui souvent pourrait presque nous faire oublier qu'au-delà de la Selva c'est une tout autre jungle que l'on retrouve, froide et inhumaine, qui depuis déjà bien longtemps a oublié les valeurs basiques, la vraie raison « d'être « du bipède sur un morceau de planète appelée terre.

APRÈS LES ACCORDS DE PAIX

Alors le processus de paix ? Bien évidemment que les communautés indigènes de ces régions sont soulagées de la signature de l'affrontement armé, puisqu'ils en furent les principales victimes. A part ça au niveau social, la politique de privatisation de Arzu n'est guère réjouissante. D'incessantes tentatives pour reprendre la terre de la part de groupe de campesinos sont systématiquement refoulées par la police et pas toujours sans bavure. Le gouvernement argumentant que la reprise des terres ne doit pas se faire par la force mais légalement, mais qu'en est-il donc de toutes ces écritures, ces accords signés concernant les droits des peuples autochtones, notamment celui de la terre ? Après les textes, les belles paroles, les signatures, on attend les accomplissements.

Un des prochains axes de lutte des CPR Ixcan va être celui contre le pétrole vu qui doit s'installer pour exploiter très prêt de la communauté. Ceci représente non seulement un danger pour le niveau ambiant, mais aussi une déstabilisation pour ces communautés car les compagnies vont tenter de recruter à proximité. Il est à souhaiter que d'autres communautés ou village voisins, ainsi que des organisations populaires viennent épauler les CPR dans cette lutte. Quant à la future route Coban-Cantabul pour les interminables heures inconfortables, à qui va-t'elle bénéficier le plus.

Aux communautés indigènes pour percevoir quelques entréesfinancières de leur produits cultivés, ou aux compagnies pétrolières ???

● *R.*

CPR ET RETORNADOS

* Durant les années de répression les plus fortes dans le début des années 80 il y eut un nombre considérable de gens qui quittèrent le village sans savoir trop où aller, s'éparpillant un peu partout dans le pays. Certains se réfugièrent dans les pays frontaliers, mais surtout au Mexique après avoir traversé la frontière séparant l'État du Chiapas et de Huehuetenango et Quiché. Ceux-ci s'établiront dans cette région sud-est du pays (Campeche, Quitana voo, Chiapas), sous l'oeil « bienveillant» du gouvernement mexicain et quelle aubaine pour les ginquevos qui se retrouvèrent soudainement avec toute cette main-d'oeuvre très bon marché.

Ces populations resteront 10 ans ou plus avant de rapatrier le pays d'où le nom de « retornados «. Encore maintenant, il y a des familles qui hésitent à revenir sachant que le problème de la terre est loin d'être résolu. Et puis il y a ceux qui choisissent de ne pas quitter le pays mais plutôt de se cacher dans la selva de l'Ixcan ou du Petén, ce sont les communautés pour la résistance (CPR) qui survivront dans cette jungle, se déplaçant au fur et à mesure des mouvements de l'armée, jusqu'à l'année 94 où ils sortiront au grand jour.

** Les CPR de l'Ixcan quand ils sortirent de la forêt début 94 s'établiront sur des terres de la « Cooperative Ixcan grande « qui appartenait à certains réfugiés au Mexique. Sans titre légal, il leur fallait donc trouver de nouvelles terres, chose faite depuis cette année puique los Altos, San Luis, Esperanza, San Francisco, Santiaguito laisseront leurs terres pour se réunir et former la « Primavera «.

LE NICARAGUA, TOURNE DEFINITIVEMENT LA PAGE SANDINISTE

Le Nicaragua cela vous dit toujours quelque chose ? A l'heure où l'EZLN et l'ERP au Mexique, le MRTA au Pérou nous rappelient que la lutte de guérilla n'est décidément pas terminée en Amérique Latine, cela ne fait pas de mal de rappeler qu'ici durant les années 80, une guérilla (le FSLN, Front Sandiniste de Libération Nationale), après avoir renversé une dictature vieille de 40 ans, a symbolisé la lutte de tout un peuple pour une société plus juste, et provoqué un immense espoir en Amérique Latine et dans le monde entier

MALGRÉ toutes les erreurs commises par les sandinistes, et la guerre menée par les USA, par une armée de contras (contre-révolutionnaires) interposée, le Nicaragua a connu « une époque formidable « en comparaison aux décennies antérieures et aux années qui ont suivi la déroute électorale du FSLN le 25 février 1990. Le 20 octobre 1996, les nicaraguayens(nes) étaient appelé(e)s aux urnes pour les troisièmes élections libres de l'après dictature. Et comme les deux fois précédentes, l'affluence a frisé le record (plus de 80%). Il faut dire que les nicaraguayens(nes), après tant d'année de dictature, avaient appris lors de l'époque sandiniste à se réapproprier tout un tas de droits élémentaires. Depuis l'arrivée de la droite au pouvoir en 1990 et l'application d'ajustements structurels (excusez-moi l'expression !), les nicaraguayens(nes) avaient vu fondre tous les acquis de la révolution sandiniste. Des élections libres et sans fraude étaient un de ces acquis, auxquels beaucoup croyaient encore, y compris le FSLN. De telle manière que tous les problèmes qui s'accumulaient les mois précédents les élections, bien qu'ayant inquiété plus d'un et d'une, n'avaient pas provoqué de sursaut. Erreur funeste ! Le soir même des élections, les premières preuves d'une fraude organisée par les libéraux apparaissaient au grand jour. Malgré toutes les preuves et les diverses demandes d'annulation du FSLN et d'autres petits partis politiques, le Tribunal Suprême Electoral déclara quelques semaines plus tard (après toute une série de rebondissements, tout de même !) que l'Alliance Libérale emportaient les élections avec 51% contre 38% au FSLN. Le Nicaragua se retrouve donc aujourd'hui avec un gouvernement encore plus à droite que le précédent. Et les promesses faites par le candidat présidentiel (Arnoldo Aleman) laissent présager une remise en cause du peu d'acquis qu'il reste, et surtout un point très épineux : la propriété. Car ils sont nombreux à Miami, en exil, toujours en attente d'une revanche sur cette révolution populaire qui les a dépossédés de leurs fortunes. Il y aurait mêmes des cubains en exil (ils ont en partie financé la campagne libérale !) pressés de venir acheter les quelques entreprises publiques qu'il reste, à défaut de pouvoir se lancer à la conquête de Cuba, territoire toujours pas libéré ! Jusqu'à quel point peut s'enfoncer le Nicaragua dans la misère ? Certainement pas beaucoup plus bas qu'il n'est aujourd'hui, ce serait difficilement possible. Le pays reste, quant à lui, divisé en deux camps antagonistes, les sandinistes et les anti-sandinistes. Le FSLN va-t-il être capable de défendre les intérêts de ceux et celles qui ont voté pour lui, espérant le retour d'un Etat plus social ? Et surtout va-t-il le vouloir ? Rien n'est moins sûr ! Avec une forte représentation à l'Assemblée Nationale (38%) et le contrôle de presque 50% du pouvoir local (mairies et départements) le FSLN aurait les moyens de peser et défendre l'idée d'un Nicaragua avec plus de justice social (et personne ne lui en demande plus !). Mais comme nous l'a montré sa politique les années précédentes, lorsqu'il se trouvait dans l'opposition, le FSLN a toujours fait passer ses intérêts de parti et ceux de ses dirigeants (devenus pour certains de gros entrepreneurs en s'ayant appropriés certains biens de l'Etat) avant tout, et laissant de côté ceux de sa base. Fatiguée par tous les sacrifices qu'elle a du faire lors de l'époque sandiniste, laminée par la politique néolibérale menée depuis, et ne croyant plus en grand-chose, sauf peut-être en Dieu, vu le nombre d'églises évangélistes en tout genre qui fleurissent (une bonne centaine, voire plus, au Nicaragua), la population s' apprête à manger son pain blanc. Les dernières manifestations et actions étudiantes, nous ont montré que malgré la détermination des protagonistes, le pouvoir ne cédait pas (pressuré qu'il est par le FMI et la Banque Mondiale) et qu'il n'avait pas hésité à faire ouvrir le feu sur les manifestant(e)s, faisant 2 morts et plusieurs dizaines de blessé(e)s par balle, prenant le risque de provoquer une situation incontrôlable dans un pays où barricades et kalashnikovs appartiennent encore à l'histoire récente.

L'heure est donc à l'expectative, aujourd'hui au Nicaragua. Mais ici comme ailleurs l'Histoire n'a pas dit son dernier mot !

●Narb



Banderole de l'assemblée des luttes le 11 novembre 96 à l'Odéon. Des sans-papiers occupèrent la scène avec la proposition que les luttes se rencontrent...

BALAYONS TOUS LES GOUVERNEMENTS

JUIN 95, Tabasco, état du Chiapas, un scénario classique : 336 cantonniers sont licenciés. Sans raison ? Caramba non, ils ont simplement refusé de nettoyer les tristes palais du gouverneur Madrazo et du maire de Centro.

Les demandes des Barrenderos sont basiques et résolues : réintégration de tous, paiement des salaires durant la période la lutte et annulation des mandats d'arrêts contre 45 d'entre eux.

Leurs moyens d'action sont variés : manifs, organisation d'une marche de Villahermosa jusqu'à Mexico qui dura 48 jours. La ligne du gouvernement reste aussi résolument basique : agressions, répression et désinformation et la situation dégénère et pourrit jusqu'à ce que les ouvriers du bon entretien des routes et chemins ainsi que des fossés et talus (qui les bordent !) décident de lancer une nouvelle série de mobilisations tant à Tabasco qu'à Mexico. Ainsi en octobre 1996 on entre dans la phase actuelle où les travailleurs installent des piquets de « grève « au Sénat et à la Commission des droits de l'homme à Mexico et face au palais du gouvernement à Villahermosa. Depuis le 14 octobre, deux balayeurs (Venando Jiménez et José Luis Magaña) ont commencé une grève de la faim, laquelle a dépassé les 90 jours ; plus tard, cinq autres travailleurs se sont incorporés à la grève de la faim.

D'autre part, la mobilisation de l'opinion publique (en l'occurrence les gens !) et d'organisations sociales a accentué la pression sur la pourriture de gouvernement (parti unique au pouvoir depuis plus de 70 ans : le PRI) et a permis la réouverture des négociations. Mais avant la signature de l'accord, la gueule hideuse de l'État s'abat le 19 janvier 1997 lorsque la raclure policière détruit le campement des grévistes et embarque trois des huit grévistes de la faim pour les forcer à s'alimenter. Finalement, une arme bien efficace reste la division au sein des luttes et les travailleurs, le gouvernement fédéral et l'autorité du Tabasco signent le 22 janvier un accord. Il établit la réintégration de 190 balayeurs, le licenciement définitif de 110 autres dans les conditions fixées par la loi et la révision des mandats d'arrêt contre 45 personnes. Enfin, l'accord signale que les dépenses médicales des grévistes seront couvertes par le gouvernement. On ne parle plus des salaires non perçus.

Voilà l'histoire et comme le dit Pedro (alias Marcos) « Vous n'êtes pas seuls, nous sommes des millions et nous allons gagner. Dans votre situation est condensée la situation de millions de Mexicains : bas salaires, mauvais droit au travail, licenciement, chômage, misère, désespoir. Mais chez vous ce reflète aussi la rébellion et la résistance des millions de Mexicains qui mettent en question, avec leurs vies et avec leurs morts, un modèle social imposé par l'arrogance et l'aveuglement. «

C'est bien vrai il est temps de désinfecter le vieux sol de la planète des terratenientes et outres à fric, de ces généraux et laveurs de cerveaux.

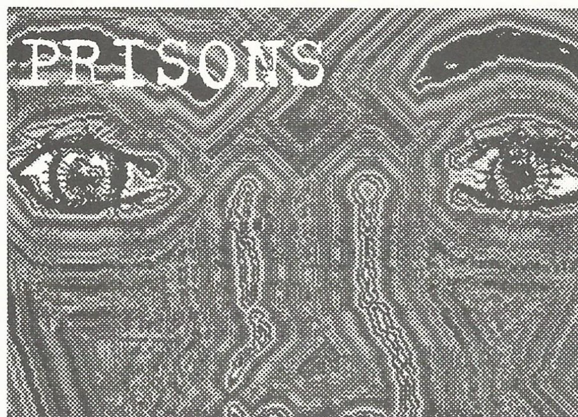
●Ya bastos

AGUASCALIENTES (bulletin du comité de solidarité avec les peuples du chiapas en lutte). Aï Caramba, c'est pas tout à fait au point, mais bon voilà le nouveau caneton dont l'optique est de lier la solidarité avec les indiens du Chiapas et les luttes qui se déroulent en France et ailleurs. CSPCL, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris. Permanence tous les mercredi à partir de 20h (tél. : 01 43 72 09 54 mercredi soir).

ALTERNATIVES ZAPATISTES, feuille d'infos , avec un positionnement à contre courant de la gauche convertie au zapatisme de salon. Réseau alternatif zapatiste c/o C. Faure, 26 bd des Dames, 13000 Marseille. Tél. : 04 91 91 57 90

latin@s

À PROPOS DES PRISONS



On m'avait proposé de parler de la situation des prisons au Chili et j'avais pensé que ce serait une bonne occasion de parler des prisonniers politiques qui continuent à exister dans le soit-disant pays démocratique qu'est devenu le Chili pour les médias, en même temps que pour les étrangers. Cependant, en étant éloignée du contexte quotidien, ça m'a paru un peu prétentieux de ma part. En effet, je me demandais quel est l'aperçu qu'on les gens comme vous ou moi de ce que signifie être en prison là-bas ou ailleurs. L'écrivain Albert Camus transposait cette question dans le discours d'un de ses personnages de son roman « l'étranger « qui s'étonnait de ne jamais avoir été interessé par un procès ou de savoir ce que devient un condamné. cela me fait constater qu'une des astuces de la structure d'État est justement d'essayer d'écarter le citoyen moyen de cette confrontation de telle façon qu'il ne se sente pas identifié avec une réalité pareille. Ainsi le statut de prisonnier est une sorte de malédiction à laquelle il faut absolument échapper et dans la mesure du possible ignorer. Combien de fois me suis-je retrouvée à l'extèrieur des prisons aux Chili, lors d'une des nombreuses visites aux amis, avec des mères ou des épouses qui regrettaient la grande faute commise par leur mari, leur fils ou leur fille et qui se traduisait par une honte pour la famille. Peu importe la nature du crime commis car, quelle est la grande différence entre un prisonnier politique et un prisonnier commun? Ils ont tous les deux franchi la limite du permis, de ce qui est accepté. Vous aller me dire que c'est une vision réductrice et vous aurez certainement raison, vu que les mobiles qui sont à la base d'une démarche de lutte contre le gouvernement ne sont pas les mêmes que ceux qui entraînent une personne quelconque à tuer , voler, violer quelqu'un. Mais, je me demandais si quelque part, ces deux réactions ne se rejoignent pas, s'il n'y a pas un lien subtil qui les attache, si ces individus ne sont pas quelque part des frères, s'il ne traduisent pas tous les deux un certain malaise de la société où nous vivons, même si leur conception du monde n'est pas la même , car en fin de compte ils se retrouvent tous les deux en prison. Et vous allez m'excuser encore, mais je pense que cela n'est pas tout à fait improbable, puisque, au moins dans ce que je connais de la réalité des prison chiliennes, les gens qui y sont pour des motifs politiques ne sont pas agressés par les détenus communs. Il existe une espèce de respect sous-entendu entre ces personnes qui se sont retrouvée du jour au lendemain privées de liberté. Cela met en évidence non seulement une solidarité mais aussi une prise de conscience d'une injustice. C'est que le prisonnier est, ou peut-être n'importe qui d'entre nous au moment où un système politique s'installe pour instaurer une façon de vivre qui convienne à leur intêret et impose pour ainsi dire les règles du jeu. On a assez constaté que le système politique, sous n'importe quel drapeau ne cherche pas à comprendre l'individu, mais à organiser des réseaux de domination, d'où l'impossibilité de la disparition des prisons. On ne peut pas échapper à notre diversité, la nier serait presque notre mutilation. Mais, pour en finir avec le sujet, je voudrais seulement dire qu'il me semble que pour les gens qui ont été ou sont en prison pour le moment, le plus douloureux n'est pas le fait que leur crime soit puni, bien que les tortures puissent prendre les visages les plus affreux, mais je persiste à croire que le plus terrible est de se savoir oublié, de penser que la lutte qu'on a menée un jour semble inutile, que les gens qui nous entourent, même les plus chers, nous sont étrangers car il ne nous comprennent pas, et dans ce sens, je me sens prisonnière comme tous ceux qui ont été de l'autre coté des barreaux. On l'est tous, dans un système qui réprime. Je pense à une chanson d'un groupe qui a été en exil ici, en France, et qui s'élevait comme un témoignage de ceux qui ont disparu et qui respirent quelque part dans les prison de mon pays. Elle disait:

« Ma bien aimée,
Tu me cherches et tu ne me retrouves pas, mais je suis ici, je n'ai pas encore disparu, je suis un reflet vivant
Je t'écris de cette cellule où la haine a condamné le sourire
Mon sang s'écoule et je songe à l'absence de tes mains.
Et je m'endors avec ton univers qui est la force et la vie
pour les enfants qui survivront.
Mais si je meurs, et que j'ai le malheur de ne pouvoir plus jamais te revoir:
Lève-toi! et recueille-moi.
Le sacrifice de mon corps n'est pas inutile,
le sacrifice de la chair n'aura pas été inutile.
à toujours mon amour, à toujours. »

● **Zap**

LE DERNIER ONA

Replié dans l'écorce d'une lenga millénaire*
avec la tristesse d'un paria,
pour mourir où commence le progrès qui l' embrasse
abandonné à sa pauvreté,
face à la mesquine menace
sans terre, sans paix, sans foi,
il pleure, en sachant
qu'il est le dernier de sa race.

Il regarde les feuilles premières
de cette terre qui a changé
et comprend aussitôt :
Son printemps dernier est arrivé.

Il songe à son peuple et voudrait encore une fois
écouter son accent,
mais, seul le vent se plaint en jouant avec sa chevelure

L'angoisse le transperce et lui arrache une lamentation:
« Terre « dit-il dans sa langue
Terre, répète l'écho, qui rebondit dans les trous noirs du paysage

L'écume déchire ses blanches dentelles en mordant le sable
Avec le regard étonné, la pleine lune apparait.
Lui,
les épeules flétries, murmure que cette lune n'est plus la sienne.

Les mouettes s'envolèrent en laissant hérissée la flaque
*et les téros** silencieux s'éloignaient lentement.*
De cette souche sauvage, la terre boit le sang,
pour qu'il ne mourût en solitude
*les chingolos*** lui firent ronde*
et veillèrent au dernier Ona.

● ***Nieves Cabrera***
Rio Grande/ Tierra del Fuego.

* arbre ; ** oiseaux ; *** oiseaux

REPRESSION EN EUSKADI, UNE RECETTE SECULAIRE

1996 : UNE REUSSITE, 1997 : DEJA UN GRAND CRU

Tortures, expulsions illégales, procès baclés, documents cachés, impunité affichée; tous les ingrédients nécessaires à la négation totale du peuple basque étaient à nouveau réunis l'an passé pour confirmer ce que nous savions déjà bel et bien : Franco n'est pas mort et ses idées traversent les frontières sans besoin de papiers aucun, n'en déplaise à nos amis immigrants.

CAMPAGNE « PRESOAK EUSKAL HERRIA » : GOSE GREBA (PRISONNIER À LA MAISON. GRÈVE DE LA FAIM)

Après une fin d'année 95 agitée par le»maxi-procès» de la solidarité basco-bretonne-10 relaxes et 71 condamnations- la nouvelle année militante débute le 16 janvier, avec une grève de la faim accompagnée d' un txapeo (refus total de sortir des cellules) de la part des preso. Cette action sera rapidement relayée par Senideak/Gureak (associations non-gouvernementales des familles de prisonniers, réfugiés et déportés, créées en1991) qui organise une grève de la faim tournante et illimitée en la cathédrale de Donostia (San Sebastian). Grève soutenue par la quasi totalité de la gauche abertzale (EMA, EKB, EPSK, Gazteriak, Gestoras pro-amnistia, Herri Batasuna...) ainsi que par de nombreux artistes, intellectuel(le)s engagé(e)s ou sympathisant(e)s basques.

Leur revendications sont très claires :

-droit à la santé (déjà 9 preso sont morts par manque d' assistance médicale),

-droit à l' information et à la communication (les courriers sont restreints, filtrés, contrôlés, détournés; les nouvelles sont camouflées...; de plus, la fréquence ainsi que la durée des visites- une demi-heure hebdomadaire- se trouve être largement insuffisante au regard des distances que doivent parcourir les familles-plusieurs centaines voire de milliers de kilomètres-),

-droit à la liberté conditionnelle (125 preso ont effectué les 3/4 de leur peine et devraient donc avoir rejoint le Pays Basque),

-droit à la défense,

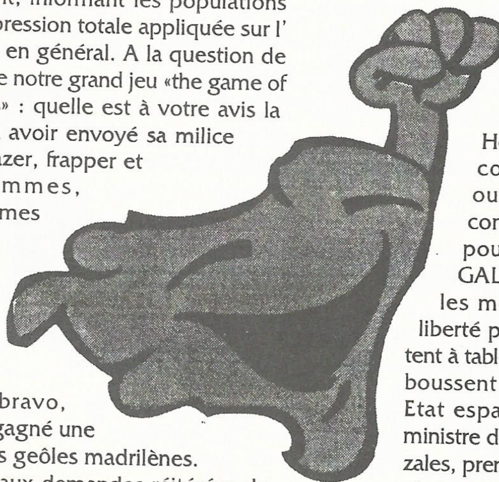
-droit au regroupement, et enfin,

-obtention du statut de prisonnier politique.

Sur ces divers points de droits fondamentaux, bien évidemment non respectés, il est à noter qu'il s'agit de la part des Etats «accueillants» de violations : de la loi pénitentiaire pour la liberté conditionnelle (France), de la récente décision adoptée par le parlement Européen qui prévoit que les peines doivent être effectuées au plus près de leur lieu de vie, violation de la légalité interne des Etats français et espagnols, de la constitution de 1978 art.25.2 sur la réinsertion et la rééducation sociale des détenus, violation encore des règles pénitentiaires adoptée par le conseil de l' Europe en 1987, art.43.1 et règles 65b, 65c et 68, et violation toujours de la LOGP (Loi Organique Générale Pénitenciaire) espagnole. Au sujet des visites, s'il n' y a pas violation d' une énième loi, on peut néanmoins trouver et user d' innombrables contorsions législatives qui permettent allègrement aux autorités concernées d' empêcher les détenus de voir femmes et enfants durant de nombreuses années;

Violation, enfin, des splendides droits de l' homme au travers de tortures, exécutions sommaires, suicides malencontreux, passages à tabac et autres bastonnades anodines qui surviennent lors de transferts tout aussi anodins.

Le point fort de cette grève de la faim s'avèra être la semaine du 15 au 22 septembre, quand des délégations et des grévistes se rendront dans sept capitales européennes (Rome, Paris, Berlin, Copenhague, Lisbonne, Genève et Bruxelles) pour dénoncer cette impunité affichée sans honte par Paris et Madrid. Au total 543 personnes (un gréviste pour un preso) manifestant pacifiquement, diffant, informant les populations locales de la répression totale appliquée sur l' identité basque en général. A la question de cette semaine de notre grand jeu «the game of the 1000 balles» : quelle est à votre avis la seule capitale à avoir envoyé sa milice urbaine pour gazer, frapper et enfermer femmes, enfants et hommes ? Si je vous dis en plus Vichy-pirate et coopération GALeuse? Vous me répondez Paris, bravo, vous avez tous gagné une visite guidée des geôles madrilènes.



A savoir qu' aux demandes réitérées de rencontres ou de soutien auprès de divers partis politiques français (PS, PC, RPR, UDF, Verts) et de divers syndicats d'enseignants, on a répondu très poliment mais dans le vide et ce depuis 10 ans. Aux actions judiciaires intentées par les avocats des prisonniers on a répondu à Paris comme ailleurs, aujourd'hui comme hier par le silence le plus total et le plus explicite. Aux demandes de rapatriement des preso sur le sol basque, on a répondu par l'approchement sélectif pour les malades, proposition rejetée en bloc de par sa caractéristique principale (non définitive) et de par sa nature (sélective). Le représentant de Senideak, Jose Antonio Madariaga, en a profité pour s'en prendre au Parti Popular à qui il reproche de ne pas tenir compte de la volonté du peuple basque et au PNV qu'il accuse de n' être pas capable de prendre la moindre initiative concrète pour faire valoir la proposition, faite au directeur général des institutions pénitentiaires Angel Yuste, de rapprocher les prisonniers basques en Euskal Herria (ce à la demande de la commission des droits de l'homme du parlement de Gasteiz). Minuscule détail : A. Yuste a refusé. Motif probable : fallait dire «s'il vous plait»!

Le dégout est bien la seule chose que les grévistes auront ramené de leur petite excursion européenne.

PROCÈS DU GAL : QUI SONT LES TERRORISTES?

Les groupes anti-terroristes de libération, un bref récapitulatif.

Des mercenaires à la solde de l'Espagne et de la France, mandatés pour éliminer des militants et des réfugiés basques sur le sol français, ont fait entre 1983 et 1987 40 attentats qui ont ôté la vie à 27 personnes (dont plusieurs passants) et blessé 30 autres. On n' avait pas vu plus meurtrier depuis la guerre d' Algérie.

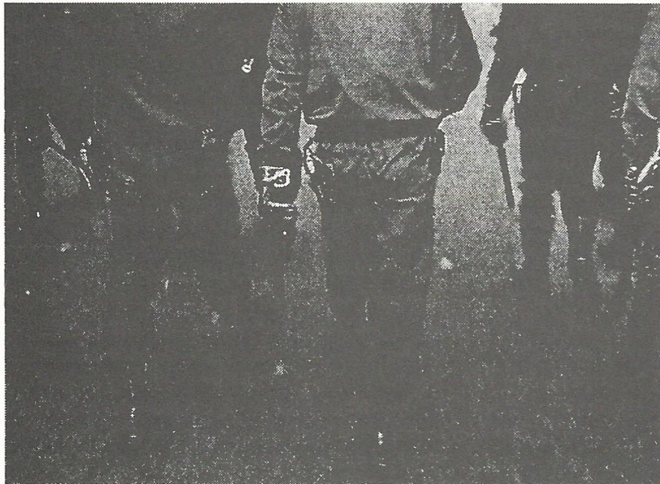
En Espagne ainsi qu' en Hegoalde, dès 1988 ce sont commissions rogatoires, ouvertures de procédures, condamnations de policiers pour participation active au GAL, qui pleuvent. En 1994, les mêmes policiers remis en liberté plus tôt que prévu se mettent à table et leurs déclarations éclaboussent les hautes sphères de l' Etat espagnol (José Barrionuevo, ministre de l' Intérieur et Felipe Gonzales, premier ministre seront même mis en cause).

Plus ça «tombe» en Espagne, moins il est facile de camoufler les implications du gouvernement et de la police française. La collaboration étroite, entre Paris et Madrid, des divers RG, polices, ministres, chefs de gouvernement ou services secrets (CESID,

DST) était inévitable et s' avère de plus en plus indéniable.

En 1995, manifs, campagnes d'affichage (Herriaren Alde), demandes de réouvertures de dossier à la Chancellerie française se succèdent. La question est : que savent les policiers français, les responsables politiques locaux et les membres du gouvernement de l' époque?

Le 11 septembre 1996, le policier Lopez Carillo, adjoint d' Elgorriaga (gouverneur civil à Saint Sébastien en 83) évoque la collaboration de la police française



avec son homologue espagnole et ses rapports avec Cathala (responsable de la Police de l'Air et des Frontières et, plus tard coordinateur de la lutte anti-terroriste, accusé d' avoir vendu des informations sur les réfugiés). Dans la foulée, Carillo balance son supérieur et la Guardia Civil pour enlèvements, tortures, assassinats.

Aujourd'hui, c' est le même Cathala, associé aux très intègres MM. Hélie (police urbaine) et Etcheto (RG), qui attaque les périodiques abertzale *Enbata*, *Ekaitza*, la presse hexagonale (*Humanité Dimanche, Info-Matin*) ainsi que le quotidien espagnol *El Mundo* pour diffamation (ils avaient repris les accusations de Carillo pour leurs «unes»). Procès qui a déjà permis à Cathala de récolter 320 000 francs de dommages et intérêts. Le GAL a lontemps été pour Cathala une excellente source de profits et le sera encore pendant longtemps, surtout quand on voit comment s' est déroulé le très récent appel de la condamnation à verser 500 000 francs de dommages et intérêts (surtout les intérêts) dans le procès qui oppose toujours Enbata et Herriaren Alde (leurs affiches et autres tee-shirts portant le commentaire «Cathala Ripou» n' ont vraissemblablement pas plu à tout le monde) à Cathala.

Mais il semble que le vent tourne. Au cours du procès, la défense a demandé l'ouverture d' une enquête sur la base des documents trouvés entre les mains de la police espagnole ainsi que sur la base de toutes les nouvelles pièces apportées au cours de celui-ci. Les témoignages, nouveaux éléments, et autres flagrances commencent à affluer. Il va devenir extrêmement difficile de continuer à couvrir tout ce beau monde :

-les réseaux de policiers et de gendarmes «Coquilles» et «Furet» (collaboration directe et officieuse avec Madrid),

-F. Alvarez, un GALeux français, ancien chef du commandement unique de la lutte contre-terroriste (innocent?).

-collaboration entre Véra (secrétaire d' Etat à la sécurité-inculpée), Cathala, Galindo (colonel de la garde civile), Boslé (chef de la PJ à Baiona, coordinateur de la lutte anti-terroriste).

Quatre années de soutien, d' enlèvements de témoins, de tortures. Quatorze années de silences, de corruption et de couvertures.

Cathala se fait beaucoup trop silencieux sur beaucoup trop de points cruciaux. La DST est maintenant mouillée par Mendaille (volontaire en Indochine, sergent en Algérie, retiré sur la Costa Brava où il organisait des attentats en Euskal Herria, il vient de prendre 20 ans pour tentative d'assassinats avec préméditation.). A quand les gros morceaux? A quand la justice? Avant la dictature, espèrons-le.

DÉCEMBRE 96 : LA TRADITIONNELLE MARCHE DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS POLITIQUES BASQUES

Sixième du nom, cette marche pacifique était très attendue étant donné qu'elle s'était terminée l'an passé par cinq charges musclées de CRS et l'opération fort courageuse de 5 gardes mobiles sur un adolescent, 2 personnes âgées et 2 adultes.

Décidés à ne pas reproduire un shéma identique cette année, les manifestants venus en bus ou en courant (800 km en 10 jours) décident de ne pas se rendre à Fresnes et la Santé pour rejoindre directement le quartier St Michel. Mais au Pont-Neuf ils se font encercler par une centaine de CRS et bloquer là. Vingt minute de palabres avec la flicaille amèneront l'arrestation des 200 manifestants répartis dans 2 commissariats. Au cours de l'après-midi, gifles et insultes se succèderont sur les interpellés qui refusent de répondre aux injonctions autrement qu'en euskara, leur langue maternelle.

Un camarade insoumis sera même conduit en douce à la caserne Mortier et libéré quelques jours plus tard.

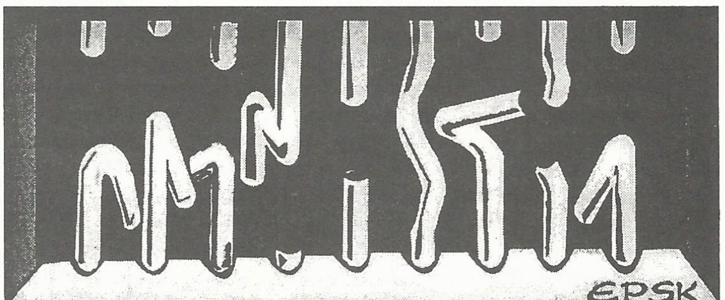
Ce jour-là, la France faisait un pas de plus vers la négation totale de l' identité basque. France qui n'a eu, d'ailleurs, pas plus de scrupules que ça, quand, au mépris flagrant des positions internationales, elle a décidé de livrer Josu Arkauz Arana aux autorités espagnoles.

Josu, présumé militant basque d' ETA, a été jugé et condamné en France à 8 années d' emprisonnement. Huit années durant lesquelles Madrid s'est tue. Et voilà que, ô! surprise, à quelques semaines de sa libération, on ressort des dossiers de sous le manteau qui nécessitent un interrogatoire urgent de l' intéressé.

Mais se pose un petit problème : à sa peine de 8 ans de prisons' est ajoutée, à l' époque, une interdiction de territoire de 3 ans et Josu est seul à pouvoir décider de sa destination. Alors comme l' Espagne n'a fait aucune demande formelle d'extradition comment fait-on pour avoir rapidement Josu sous la main ? Nouvelle question de notre grand jeu. Réponse évidente : on prend le détenu en grève de la faim et de la soif, on le met dans une voiture et discrètement on l'accompagne

LEXIQUE

- **AB** : Abertzalen Batasuna, unité des abertzale (EMA + EB... en 1988).
- **ABERRI EGUNA** : Le jour de la patrie
- **ABERTZALE** : patriote basque.
- **CATHALA** : pourri, enfoiré ! (N.D.A.)
- **EB** : Euskal Batasuna : unité basque (1986). Mouvement politique.
- **EA** : Eusko Alkartasuna : solidarité basque.Parti politique de centre droit issu d'Hegoalde et implanté en Iparalde depuis 87.
- **EKB/CAR** : Errepresioaren Kontrako Batzordea : Commission anti-répression (chargée du soutien aux prisonniers d'IK).
- **EMA** : Ezkerreko Mugimendu Abertzalea : mouvement patriotique de gauche (1985).
- **EPSK** : Errefuxiatu eta Presoen Sustengu Komitea : Comité de soutien aux réfugiés et prisonniers (liés à ETA).
- **EUSKADI** : Pays Basque.
- **EUSKAL HERRIA** : idem Euskadi.
- **GAZTERIAK** : mouvement de jeunes
- **HA** : Herriaren Alde : pour le pays/le peuple. Mouvement politique, gauche abertzale (1993).
- **GOSE GREBA** : grève de la faim.
- **HEGOALDE** : Pays Basque Sud.
- **IPARRALDE** : Pays Basque Nord.
- **PRESO** : prisonnier-e



directement vers la torture. Totalement illégal et internationalement réprouvé. Mais il semblerait que Paris, dans un souci de rendre service aux anciens amis de Franco, ne désire pas s'arrêter à des détails aussi minimes que les droits de l'homme ou autres références de base (ce serait un minimum).

Il y en a eu d'autres avant lui et une petite dizaine de preso sont déjà progammés pour la torture en 1997. Brillant !

Février 97 :
Répression de dernière minute

Nous apprenons que Herri Batasuna, parti politique basque, seul défenseur de la lutte du peuple basque dans sa volonté d'une réelle indépendance, est attaqué pour avoir diffusé lors de sa dernière campagne une vidéo-cassette où des militants d' ETA exposaient l'Alternative KAS, alternative démocratique (non-armée), proposée au gouvernement espagnol.

Un comble d' arrêter des gens et de les inculper pour soutien à un organisme terroriste quand ils diffusent la seule alternative réaliste non violente au conflit qui oppose Madrid à Euskal Herria.

Deux arrestations se sont déjà produites début février dans les rang de la Mesa Nacional (bureau national composé de 25 dirigeants politiques) d'Herri Batasuna et les autres membres du bureau devraient bientôt les rejoindre. Le porte-parole du groupe, Jon Idigoras, avait déjà été emprisonné le 21 février 96 pour les mêmes accusations (il est en liberté provisoire depuis 8 mois).

Ces arrestations sont d'une part la résultante de la politique antidémocratique et inacceptable qui est celle pratiquée par l'Espagne et montre d'autre part, à visage bien découvert, que cette dernière ment éhontement quand elle affirme vouloir trouver une solution au conflit.

l'Espagne ne veut pas la lutte armée.

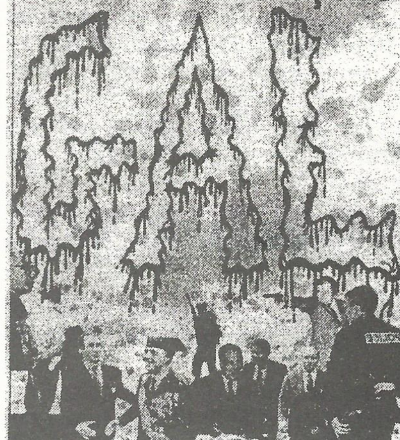
Madrid ne veut pas de solution pacifiste.

Franco ne veut pas de Pays Basque, tout simplement.

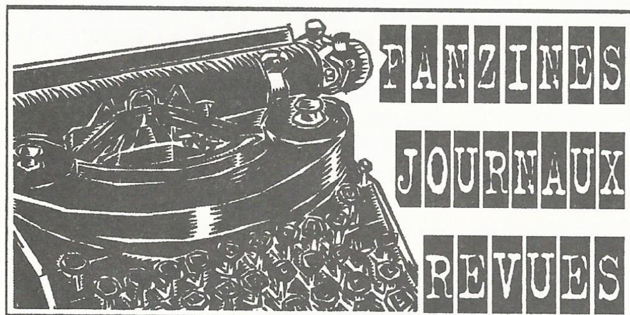
C'était la dernière en date des atteintes à la liberté d'expression de la part d' un Etat dit démocratique mais en réalité fasciste et terroriste.

VIVE LE PAYS BASQUE LIBRE
GORA EUSKADI ASKATU
AMNISTIE TOTALE
AMNISTIA OSOA

● ***Alex***



Herriaren Alde (cf. lexique) vient de sortir une brochure (bilingue, 5 F) **« GAL, les implications de l'Etat français ».** H.A. a voulu résumer quelques chapitres de la guerre sale menée en Iparralde par le GAL. HA, 23bis rue des tonneliers, 64100 Baiona. Tel. : 05 59 59 06 54



ANARCHY IN THE UK : THE ANGRY BRIGADE

De Tom Vague ; si vous lisez Apache régulièrement, vous savez déja que l'Angry Brigade était un groupe de lutte armée anglais, libertaire et original des années septantes. Ce bouquin, sorti tout récemment retrace l'histoire de ce groupe. C'est écrit en anglais, mais assez accessible et l'on retrouve là les textes du groupe, une chronologie détaillée et re-située dans le contexte historique, culturel et sportif (ouais bon...). C'est assez bien fait et interessant. Pour ne pas oublier que les libertaires ont aussi joué un rôle important dans la lutte armée contre ce sâle et répugnant système de merde, en y apportant leurs idées et leur spécificité. Un document.

AK Press PO Box 12 766 Edimbourgh, Scotland EH8 9YE

BLACK IROQUOISE

N°8- 15 F. Au sommaire : Scraps, Wat Tyler, articles sur le logement, le sexisme, la justice. Un zine assez divers et interessant avec une maquette agréable...

Do it yourself, BP 135, 87004 Limoges cedex, préciser Black Iroquoise au dos de l'enveloppe.

CENTENAIRE-ACTUALITÉS

N°2, février 1997. C'est le journal du comité des résidents du foyer Nouvelle-France (Montreuil). Pour tout savoir sur leur lutte. Il y a des permanences tous les mardis de 18h à 20h au *105 rue du Centenaire (M° : Robespierre), Montreuil ;* adresse de l'immeuble qu'ils occupent.

LA COLONNE DE FER, ESPAGNE 36

de Abel Paz. « Pour combattre Franco mais aussi pour lutter pour la révolution sociale, le prolétariat prend les armes et se constitue en milices. Des colonnes partent de Barcelone pour le front d'Aragon. Dans le Levant, la colonne de Fer, dont l'histoire est retracée dans ce livre, va se révéler l'une des plus irréductibles. Ils savaient qu'une révolution qui n'atteint pas immédiatement son but est perdue. La colonne de Fer a maintenu son élan révolutionnaire jusqu'au bout en faisant non seulement front à un gouvernement qui l'obligeait à se militariser mais aussi au Comité de la CNT-FAI qui lui conseillait la modération (...) » Extrait de la plaquette diffusée lors de la souscription pour ce livre qui devrait sortir courant mars. On en profite pour vous recommander la (re)lecture du livre, bilingue français-espagnol, paru aux éditions Champs libre en 1979 : Protestation devant les libertaires du présent et du futur sur les capitulations de 1937 écrit par un « incontrôlé « de la colonne de Fer.

La colonne de Fer, Espagne 36, co-édité par Libertad et la CNT (Vignoles) région parisienne. (300 pages environ, 70 F ou 60 F si vous souscrivez).

Libertad, 21 rue de l'Argonne, 94400 Vitry-sur-Seine.

DES PAPIERS POUR TOUS

Le collectif « Des papiers pour tous » a édité 3 bulletins (le dernier est sorti en novembre 96, 8p A3, prix libre). Infos et analyses sur la lutte des sans-papiers, les lois anti-iimigrés, les foyers, etc.

Papiers pour tous, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris.

DU MENSONGE RADIOACTIF ET SES PRÉPOSÉS

Brochure de 20 pages sur le nucléaire. Un long texte d'une dizaine de pages de réflexion sur le nucléaire dans la société. Et des infos, des brèves sur le nucléaire et certaines de ses conséquences.

c/o Izvestia, BP 5081, 35061 Rennes cedex 3

L'HÉTÉRORISTE

Lettre mensuelle de l'association SOS homophobie. Au sommaire de ce journal « d'opinions sur l'homophobie « on trouve des infos, des textes de réflexion, etc. SOS homophobie c'est aussi une ligne d'écoute anonyme du lundi au vendredi de 20h à 22h au 01.48.06.42.41. SOS homophobie c'est une équipe de bénévoles qui entend lutter contre toute forme de rejet et d'intolérance à l'encontre des personnes homosexuelles ou perçues comme telles.

SOS homophobie, BP 177, 75523 Paris cedex 11

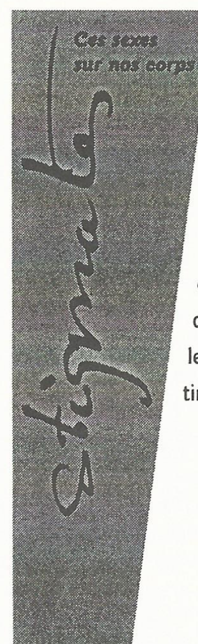
NATCHE

Prix libre. Apparemment c'est le nouveau canard de la Formation Anarcho-syndicaliste Lycéenne de la Cnt-Vignole.C'est assez bien présenté, et de quoi ça parle ? Ca parle des sans-papiers, du FN dans les lycées, du CNPF, de techno. La quatrième de couverture, quant à elle est involontairement très drôle.

Natche, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

PROJETS FÉMINISTES

N°4-5, février 1996 (120F arrgh !!). Au sommaire de ce numéro intitulé « Actualité de la parité « on trouve les actes d'un séminaire qui s'est déroulé en 1994-1995. L'intitulé pourrait nous laisser indifférent n'ayant jamais été attiréEs par les luttes « de salon « et pensant qu'un partage équitable du pouvoir au sein des instances « démocratiques « (partis, institution, etc.) entre hommes et femmes ne changera pas grand chose



Le stigmate est la marque, sur le corps, d'une *différence* développée et nourrie par une logique socia-

L'handicapé a son fauteuil roulant,

le de corps et de sexes. Le stigmate est la marque, sur le corps, de la déviance, et de la gestion de

le vieillard a ses rides,

cette déviance, entre nos corps. ■ Les stigmates engendrent, dès le premier regard — le premier

l'étranger a sa couleur de peau.

contact physique avec *l'autre* — un rapport où le corps devient le lieu d'enjeux relationnels, poli-

L'homosexuel/le aurait ses manières,

tiques et économiques. ■ Le stigmate a autant à voir avec l'individu qu'avec le groupe social, avec

l'homme aurait ses traits masculins,

l'identité que la communauté : le corps est avant tout une histoire de *propriété*. ■ Autour des sexes,

la femme aurait ses formes féminines...

entre les corps, les rapports de domination, de force, sont stigmatisés. *Le corps, c'est la guerre.*

Bonjour !

Ceci n'est qu'un appel à contributions et à souscriptions pour ***Stigmates***, qui se voudrait une revue critique des logiques sociales de corps et de sexes, et dont le premier numéro devrait sortir au printemps 97.

Tout renseignement : *«.... 7 rue du général Mathieu Dumas, 34000 Montpellier*

à ce système d'exploitation qu'est le patriarcat. Cependant à travers la retranscription de ces discussions thématiques (quelques thèmes : mixité ou parité ; parité et universalisme ; la parité pourquoi faire ? ; etc.) et à travers la diversité d'opinion des intervenantEs, on comprend mieux les enjeux d'une revendication pour la parité.
Projets féministes c/o AVFT, 71 rue St-Jacques, 75005 Paris

QUASIMODO

Bulletin trimestriel d'évasion corporelle
Ce bulletin est publié par l'association OSIRIS (groupe de recherche autonome et pluridisciplinaire sur les cultures corporelles) qui fait suite à l'arrêt de la publication de la revue Quel corps ?
Au sommaire du numéro 1 (A4, 30 pages, 35 F), différents textes, inédits ou non autour du thème sport et nationalisme. Le numéro 2 (50 pages, 40 F) traite de Corps incarcérés où l'on parle de prison à travers l'enfermement, la sexualité, le SIDA, les suicides, etc. On en peut que conseiller la lecture de ces numéros et soutenir le projet riche et rebel d'OSIRIS. Outre un bulletin trimestriel, une revue semestrielle est prévue qui approfondira les thématiques préalablement engagées dans Quasimodo, en rassemblant des contibutions originales. Possibilité de s'abonner.
Osiris, BP 4157, 34092 Montpellier cedex 5. Tél. 04 67 50 58 06

THEY WILL NEVER GET US ALL !

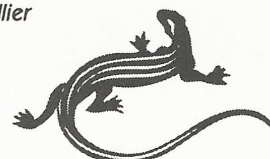
En bénéfice pour le Support Campaign Harold Thompson, un bouquin d'écrits et de poèmes de prisonniers américains dont H.Thompson (dont nous avons parlé dans le dernier numéro). a commander 2£ à *Huddersfield ABC c/o 17-21 Chapel St, Bradford BD1 5DT, Angleterre.*

RAS L'BOL

N°5, 10F. Un numéro plutôt porté sur la musique, avec des interviews assez longues et souvent interessantes: Seein'Red, Black Kronstadt, Comerades, Slap a Ham et une rubrique sur la libération animale. Toujours aussi bien... pas de problème.
Ras l'bol c/o Hache Ludo, 1, allée G.Fauré, 60000 Beauvais.

VIOLENCE ET PATRIARCAT, MYTHES ET REALITES

Là aussi, on vous en parle au futur de ce livre. Puisqu'il devrait sortir en septembre 1997 et qu'une souscription est lançée pour aider à la réalisation de ce bouquin qui comprendra un texte de David Jackson : détruire le bébé en eux, pourquoi les deux garçons ont-ils tué James Bulger ? A travers un fait divers l'auteur aborde notamment la question de la masculinité dans et par la violence et le rite de passage vers l'âge adulte. On trouvera également le texte d'une conférence de Daniel Welzer-Lang sur les violences sexuées et sexuelles (celui-ci vient d'ailleurs de sortir un nouveau livre avec Lilian Mathieu et Michaël Faure : Sexualités et violences sexuelles en prison. Ces abus qu'on dit sexuels... chez Aleas éditeur). D'autres courts textes et une bibliographie compléteront le livre.
Le montant de la souscription est fixée à 30 F (vous recevrez le livre dès sa sortie). Un recueil de textes de Noam Chomsky est également en préparation.
«..., 7 rue du général mathieu dumas, 34000 Montpellier





BONNES ADRESSES

À NÜREMBERG

KOMM : *Königstr. 93 90403 Nüremberg* tel: 0911-223647. C'est un centre social avec des concerts, un ciné, des meetings... ouvert du mercredi au samedi de 19h à 1h du mat'
Buchhandlung Libresso : *Peter-Vischer-str. 25* Librairie radicale assez variée.
Kunstverein : Hintere *Cramergasse 12* Salle de concert ouvert le mercredi, vendredi, samedi.

À FÜRTH

Eine Welt und Infoladen Mühsam : *Dambache str. 7*. Tel : 0911-7419292 Librairie ouverte le mardi de 18h à 21h

À MUNICH

Infoladen : *Breisacher str. 12 81667 Munich* tel:089-4489638 fax: 089-4802002 ouvert le lundi de 14h à 17h.

À REGENSBURG

BIWAU-Infoladen : *Engelsurgergasse 12 93047 Regensburg* tel: 0941-55555

À WÜRZBURG

Infoladen c/o AKW: *Frankfurter str. 87 97082 Würzburg* tel: 0931-451814

À LONDRES

121, *121 Railton road, London SE24 OLR.* 0171 274 6655 Infoshop lun, mar, ven 18hà 22h, café ouvert lun, mar, jeu19à 23h, ptit dej dim à partir de 11h
56@ infoshop, *56 Crampton st, London SE 17*. fax : 0171 326 0353 infoshop, et coop ouvert lundi, mardi,vendredi 3-7h

À PARIS & BANLIEUE

Bar associatif de Montreuil « Le Vendémiaire ». Concerts, débats, fêtes, etc. *Centre commercial croix de chavaux (r.d.c.), m° Croix de chavaux.*
Jargon Libre Atelier-librairie, lieu de discussions, d'infos. *12 avenue du Chateau (m° Chateau de Vincennes) 94 300 Vincennes.*
Le kiosk, la plus petite infoshop du monde. *Passage Dumas en face du 21ter, rue Voltaire, 75011 Paris* (m° : Boulet Montreuil) du mercredi au samedi, de 14h à 19h.
La Bonne descente, zone de complots, débats, vidéos... *64 rue Rébéval 75019 Paris. M° Belleville*. tel : 01-40-18-01-69.

À NANTES

Le Local est ouvert plusieurs soirs par semaine pour des débats, soirees vidéos, bouffes, etc. Tout ceci en buvant un verre et lisant des revues. *Le Local, 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes.*

À LYON

la Gryffe. Super librairie libertaire. *5, rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.*

À BAYONNE/BAIONA

Le Patxoki, local politique avec bouffes, vidéos, concerts, débats... *23 bis rue des tonneliers à Baiona* (dans le Petit Bayonne).

À MONTPELLIER

La **librairie Scrupule** est ouverte depuis décembre tous les jours (sauf celui du Seigneur, paix à votre âme) de14h à 19h. Livres, revues (en vente, à emprunter ou à consulter sur place) et infos diverses et variées. Egalement, des débats, (presque) tous les vendredis. *26 rus St Sépulcre, 34000 Montpellier*
Le **centre Ascaso-Durruti** a vu le jour récemment à Montpellier à l'initiative d'Abel Paz. Centre d'études et d'activités, autour d'une bibliothèque d'archives, de documents et de livres. *25 rue Xavier Dezeuze, 34070 Montpellier*

À DIJON

La Mistoufle. Local libertaire. Infoshop (samedi 15h-18h), vidéos & bouffe (jeudi 19h). *61, rue Jeannin, 21000 Dijon.*

À TOURS

Utopia ! Lieu associatif et alternatif ouvert depuis mars 96. Rencontres musciales (lundi 19h-22h) ; Jonglage (jeudi 19h-22h) ; Infoshop (vendredi 15h-19h) ; fête Utopia ! (vendredi 20h-2h). 32, rue Carnot, 37000 Tours. Tél. 02-47-05-16-60

À TOULOUSE

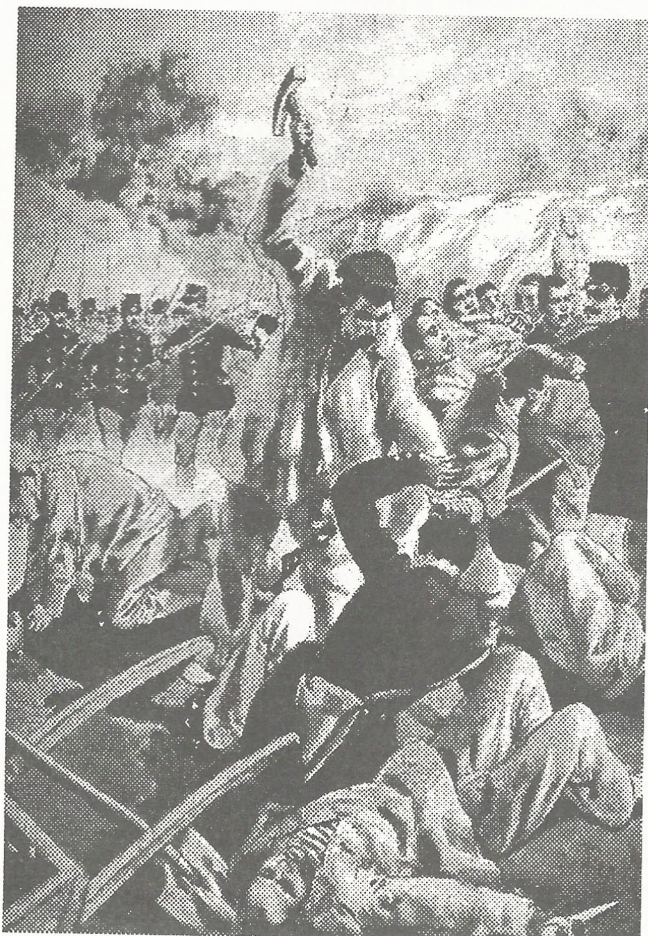
Le Clandé Lieu associatif où il se passe pleinde choses : infoshop, resto, ciné-club, labo photo, expos, débats... 9, rue Quéven, 31000 Toulouse. Tél. : 05-61-99-17-19.
La Gavine Local féministe non-mixte avec des débats, vidéos,fêtes, etc. 2 rue Joutx Aigues, 31000 Toulouse. Tél. : 05 61 25 85 77

La répression bat à nouveau son plein en Italie. Principales cibles : les anarchistes. Information et solidarité circulent entre les villes, pays... Ci-après vous pouvez lire des textes qui résument bien l'histoire

LA JUSTICE AU TRAVAIL

MARDI 17 septembre 1996, avant l'aube. UN grand nombre de carabiniers sous les ordres des R.O.S. (Section spéciale) fait irruption aux domiciles de 70 anarchistes du Nord au Sud de l'Italie. C'est le point de départ spectaculaire de la deuxième phase d'une opération judiciaire commencée officiellement le 16 novembre 1995 par l'ouverture d'une enquête contre 68 personnes. Sur demande de deux procureurs de Rome, Marini et Ionta, le juge d'instruction Claudio D'Angelo lance des mandats d'arrêt à l'encontre de 29 anarchistes sous le chef d'accusation de « participation a bande armée, association subversive, détention d'armes et d'explosifs » ; certains sont soupçonnés aussi d'avoir commis « des attentats contre des installations publiques et des attaques a main armée » ; plusieurs sont même accusés « d'homicide et d'enlèvement ». Parmi les 29 anarchistes, 9 sont déjà emprisonnés pour d'autres faits, 12 en état d'arrestation et 8 restent en liberté.

Quelques heures plus tard, le magistrat Marini donne une conférence de presse et s'explique sur la prétendue «bande armée ». La « bande » s'appelle « O. R. A. I. » (Organisation révolutionnaire anarchiste insurrectionaliste), un nom exotique dont personne n'a entendu parler, une organisation fantôme qui n'a jamais revendiqué aucune action. Cette « bande » se serait autofinancée avec l'argent provenant des hold-up et des enlèvements organisés en collaboration avec des « criminels de droit commun ». L'argent aurait servi à la publication de certains journaux anarchistes : Anarchismo, Provocazione, Canenero. Marini tient à préciser qu'il ne s'attaque pas aux idées. (« Dans une vraie démocratie, tout être peut exprimer les opinions qu'il veut, y compris les plus critiques. Même les anarchistes, s'ils font de la politique honnêtement, peuvent apporter leur contribution a un pouvoir respectueux des droits individuels »). Beaucoup d'anarchistes - par chance- sont des honnêtes gens, mais pas ceux-là. Ceux-là ne sont pas autre chose que de dangereux criminels avec une inexplicable tendance à la subversion de l'ordre démocratique. Comme toute « bande » qui se respecte, elle doit forcément avoir un chef : ce chef, c'est Alfredo Bonanno, un anarchiste très connu. La presse de tout bord dépoussière les titres des années 70 pour faire resurgir le spectre du « terrorisme «. L'organisation serait à double niveau. Le premier, « clair et public, est représenté par l'activité politique du mouvement, par les débats dans les squats, par des manifestations, des publications et des conférences ». Le deuxième, « occulte et compartimenté, a comme objectifs de commettre des attentats, des hold-up et des enlèvements ». Ce théorème terroriste du Pouvoir permet du même coup d'accuser de complicité tous ceux qui fréquentent les squats, diffusent la presse subversive, ont des rapports d'amitié et de solidarité avec des individus considérés comme « dangereux », bref, tous ceux qui ne sont



CHRONOLOGIE

1989
- 2 février, Bergamo : holdup dans une bijouterie, arrestation des anarchistes A. Bonanno et G. Stasi.
-28 juillet, Parme : enlèvement de Mirella Silocchi.

1991
-7 mai, Rome : découverte d'armes, d'explosifs, d'uniformes et de publications anarchistes dans une cave.
-10 mai, Rome : conférence de presse du juge Improta qui pour la première fois présente le « théorème « selon lequel ceux qui auraient séquestré M. Silocchi appartiendraient à une bande composée de sardes, d'anarchistes arméniens et italiens. La nouvelle est diffusée par tous les médias.
-5 novembre, Arrare : à la suite d'un conflit armé, l'anarchiste Marco Camenisch est arrêté.

1993
-le premier procès pour l'enlèvement Silocchi, après plusieurs mois d'attente, distribue six condamnation à perpétuité (dont trois à des anarchistes) et une condamnation de 22 ans à un autre anarchiste.

1994
-1 et 2 juillet : divers attentats dirigés contre la chaine des supermarchés Standa.
- 20 Juillet, TrenTo : deux hold up simultanés dans deux banques. Pour un des deux hold up, la future repentie Mojdeh Namsetchi s'auto-accusera en 1996 en impliquant ainsi divers anarchistes dont certains sont déjà emprisonnés après un hold up le 19 septembre.

1995
-Bologne : recours contre la sentence dans l'affaire Silocchi. La sentence de 1991 est confirmée avec une condamnation supplémentaire : prison à perpétuité pour un anarchiste qui au premier procès avait-été disculpé.
-16 novembre : le juge Marini distribue dans toute l'Italie des dizaines de mandats de perquisition. Divers anarchistes sont accusés de subversion et association de bande armée, séquestration, attentats, hold up.

1996
- 23 février, Rome : attentat au centre d'aviation militaire, plusieurs centaines de miliers de francs de dégâts.
- 7 mars, Florence : attentat manqué dans une caserne militaire.



pas des citoyens satisfaits ou résignés. Tout cela contribue à créer un climat d'intimidation et permet à l'Etat de cloisonner les luttes pour mieux les réprimer.

Quel anarchiste pourrait jamais soutenir l'existence d'une structure paramilitaire hiérarchique et clandestine ? Les anarchistes ne sont ni des couillons ni des léninistes.

ils savent que les moyens contiennent déjà les fins. Une organisation militaire ne sert qu'à ceux qui veulent conquérir le pouvoir politique, mais certainement pas à ceux qui veulent le détruire. Des individus se réclamant de l'anarchie ne peuvent pas constituer une « bande armée «. Et cela, non pas uniquement parce qu'ils refusent le rôle du clandestin, mais aussi parce qu'ils n'acceptent pas d'être membres d'une structure qui fait de l'affrontement armé une réalité séparée de la totalité subversive, la représentation détachée -donc fausse- des luttes. Rien de tout cela ne change si quelque anàrchiste, individuellement et assumant toutes ses responsabilités, décide de prendre les armes. Et même, avec toute la fantaisie imaginable, si tous les inculpés, voire tous les anarchistes du monde, avaient-en plus d'écrire, de discuter, de faire l'amour, de placarder des affiches, d'insulter les chefs, de déserter le travail, d'occuper des maisons, de saccager des supermarchés- -pris les armes, on ne pourrait pas encore les considérer comme une « bande armée «.

C'est bien parce que l'Etat ne peut admettre l'existence d'individus unis par des rapports d'affinité (non prévus dans le schéma de la société dominante), qu'il doit traduire ces rapports dans les formes qu'il sait reconnaître, et donc combattre : un chef, une armée, un ennemi. Le pouvoir sait seulement se regarder dans un miroir.

POURQUOI ET COMMENT EN SONT-ILS ARRIVÉS AUX ARRESTATIONS ?

Il y a plusieurs raisons et un fait qui sert de prétexte. Commençons par le fait-prétexte.

Le 19 septembre 1994

Cinq anarchistes (Antonio Budini, Jean Weir, Christos Stratigopulos, Eva Tziutzia et Carlo Tesseri), sont arrêtés à Serravalle (Province de Trente), suite à un hold-up. Le 1er juin 1995, la Cour d'Appel de Trente condamne tous les inculpés à 3 ans et 4 mois de prison, excepté Carlo qui est condamné à 4 ans, parce que récidiviste. Tout de suite, une grande solidarité envers les détenus se manifeste par des affichages dans toute l'Italie, des concerts, des fêtes de soutien pour couvrir les frais de la défense ; des envois de lettres et de télégrammes, ainsi que par une forte présence de copains pendant toutes les séances du jugement ; entre autres, la veille du procès en appel, une cinquantaine d'anarchistes mène une bruyante initiative devant la prison avec moult pétards et fusées.

Dès le 19 avril, le juge Carlo Ancona avait essayé de coller sur le dos des inculpés (excepté Eva) deux autres attaques à main armée qui avaient été perpétrées dans la région et qui étaient restées sans coupables. Le procès pour ces faits nouveaux est fixé au 13 octobre 1995 à Trente. Le jugement est renvoyé à plusieurs reprises de façon incompréhensible jusqu'au jour où une vague de perquisitions effectuée dans toute l'Italie révèle le montage de Marini. Lorsque, le 9 janvier 96, s'ouvre le procès à Trente, l'avocat général Bruno Giardina annonce que Mojdeh Namsetchi, ex-petite amie de Carlo Tesseri, collabore, depuis quelques mois, avec les juges de Rome et de Trente. Pendant l'audience du 16 janvier 96, la jeune femme -que personne ne connaît et qui n'a jamais participé aux initiatives du mouvement- déclare avoir commis les hold-up avec les anarchistes inculpés. L'amnésie dont elle est frappée est révélatrice. Elle ne se souvient pas des vêtements qu'elle portait, de celui ou de celle qui a pris l'argent, si elle a fait tomber ou non le pistolet, si par hasard un coup est parti, elle se trompe sur le déroulement des faits et affirme qu'elle et les compagnons incriminés se sont enfuis à six dans une seule voiture (histoire de voyager à l'aise et de passer inaperçus). Bref, la seule chose dont elle se souvienne bien, ce sont les noms des trois autres anarchistes qu'elle dénonce (Guido Mantelli, Roberta Nano et Emma Sassosi). Cela suffit pour que le tribunal condamne le 31 janvier 1996 Antonio, Jean et Christos à six ans et demi et Carlo à sept années de prison, pendant que dehors la police charge ceux qui sont venus exprimer leur solidarité avec les copains jugés.

D'autre part, sachant que cette fille collaborait avec les juges depuis mars 1995 (donc 7 mois avant le début du procès), pourquoi ces déclarations ne sont-elles utilisées que 10 mois après ? Simplement parce que les magistrats avaient besoin de tout ce temps pour construire leur théorème accusatoire, afin d'instruire comme il faut leur « protégée «. Mise à l'épreuve, en réalité très maladroitement, sur la petite scène de Trente, la fausse repentie est prête pour le grand spectacle. Ainsi, même si aucun fait nouveau n'est apparu, les arrestations ont été rendues possibles à cause de ses autres « révélations «. Et quelles révélations ! Enlèvements organisés dans des appartements où tout le monde pouvait aller et venir à sa guise, homicides

Ces deux actions sont revendiquées par « vive l'anarchie «.
- 21 mars, Cagliari: attentat contre un établissement communal de vote. Par la suite, plusieurs domiciles d'anarchistes et d'indépendentistes seront perquisitionnés.
-17 septembre : l'enquête du juge Marini est officiellement terminée, des mandats d'amener sont signés pour 29 anarchistes, 68 autres personnes sant accusées en attendant le procès.
-13 décembre, Trento : procès en appel pour les deux hold up simultanés. Les cinq anarchistes déià emprisonnés sont condamnés à deux ans de réclusion.
-18 décembre, Cordoba. à la suite d'un hold up manqué, quatre personnes, dont les anarchistes Michele Pontolillo et Giovanni Bercia sont arrêtées.

1997
-16 janvier dans l'aula bunker de la prison de Rebibbia à Rome : l'enquête préliminaire du juge Marini est à nouveau renvoyée. Le juge demendera l'extradition des deux anarchistes arrêtés en Espagne.

Voici ce qui est arrivé ces dernières années en Italie en terme de répression soutenu par le théorème inquisitionnel des Juges Marini et Vigna.

A ces faits sont associés d'autres hold up et attentats pour le moment sans coupables mais qui seraient d'une origine commune. Une oganisation, l'ORAI (Organisation révolutionnaire anarchiste insurrectionnelle) serait à l'origine d'un projet criminel, une théorie soutenue par la justice italienne.

Nous pensons que le seul but de cette répression esr de ne pas laisser de place, de faire disparaître tous ces individus qui n'ont jamais pu accepter de vivre silencieusement dans ce mondo di merda. Toutes ces personnes se sont toujours battues ouvertement contre la domination, en prenant sur elles la responsabilité de leurs actions.

Le seul moyen pour les enterrer par des années de prison est de les regrouper par une association subversive avec un chef, des activistes et des sympathisants, des images qui ressemblent fortement auvc institutions qui les ont créées.

Nous affirmons notre soutien à tous les rebelles persécutés, mieux, nous revendiquons notre complicité.

(repris de *Le désiquilibré*, chronique crocodile, janvier 1997)

commentés dans des réunions publiques avec les noms des anarchistes qui les auraient commis -ce qui confine au délire. De par la crédibilité jusqu'ici accordée par le tribunal de Trente à « ses « témoignages, on passe tout naturellement à la création d'une organisation, dont Mojdeh Namsetchi aurait été membre ; de fait, quiconque peut dès lors être accusé d'appartenir à cette « organisation «. En effet, quel meilleur moyen pour avaliser la thèse d'une « bande armée « qui n'existe pas, que celui de se doter d'un personnage qui jure en avoir fait partie ? Certes, pour désigner les coupables et élucider ainsi des dizaines de cas laissés en suspens depuis les dix dernières années, cette jeune fille n'est pas la mieux indiquée -elle a un peu plus de 20 ans et n'a jamais été anarchiste- mais le juge Marini n'a pas réussi à trouver mieux.

PASSONS MAINTENANT AUX RAISONS.

Ce qui effraie le plus le pouvoir, c'est, d'une part, l'existence d'hommes et de femmes qui, face à la glaciation sociale et à la fin apparente de toute critique de l'Etat et du capital, continuent à parler d'insurrection comme possible début d'une révolution mettant fin à la tyrannie de l'autorité et de la marchandise ; et, d'autre part, tous les anonymes qui ont accompli des milliers d'attaques contre les structures de la domination et de l'exploitation.

(Pour en rester à l'enquête, pendant les dix dernières années, en Italie, ont été détruits ou endommagés plus de mille pylônes électriques, et rien que les grands magasins « Standa « appartenant à Berlusconi ont subi, sous sa Présidence, plusieurs milliards de lires de dégâts, suite à des sabotages dont une infime partie seulement a été revendiquée par des anarchistes).

Aussi l'Etat veut-il attribuer à une supposée organisation militaire ces gestes de révolte qui, de par la simplicité des moyens employés, peuvent être réalisés par tout un chacun. Cela parce que, même si aujourd'hui il n'y a pas d'expressions subversives capables d'ébranler véritablement l'ordre établi, le pouvoir craint malgré tout que les petits signes d'insatisfaction, dont il ne peut nier l'existence, puissent se reconnaître dans un projet insurrectionnel (et vice-versa). Quoi de plus simple alors que d'inventer une « bande armée « ?

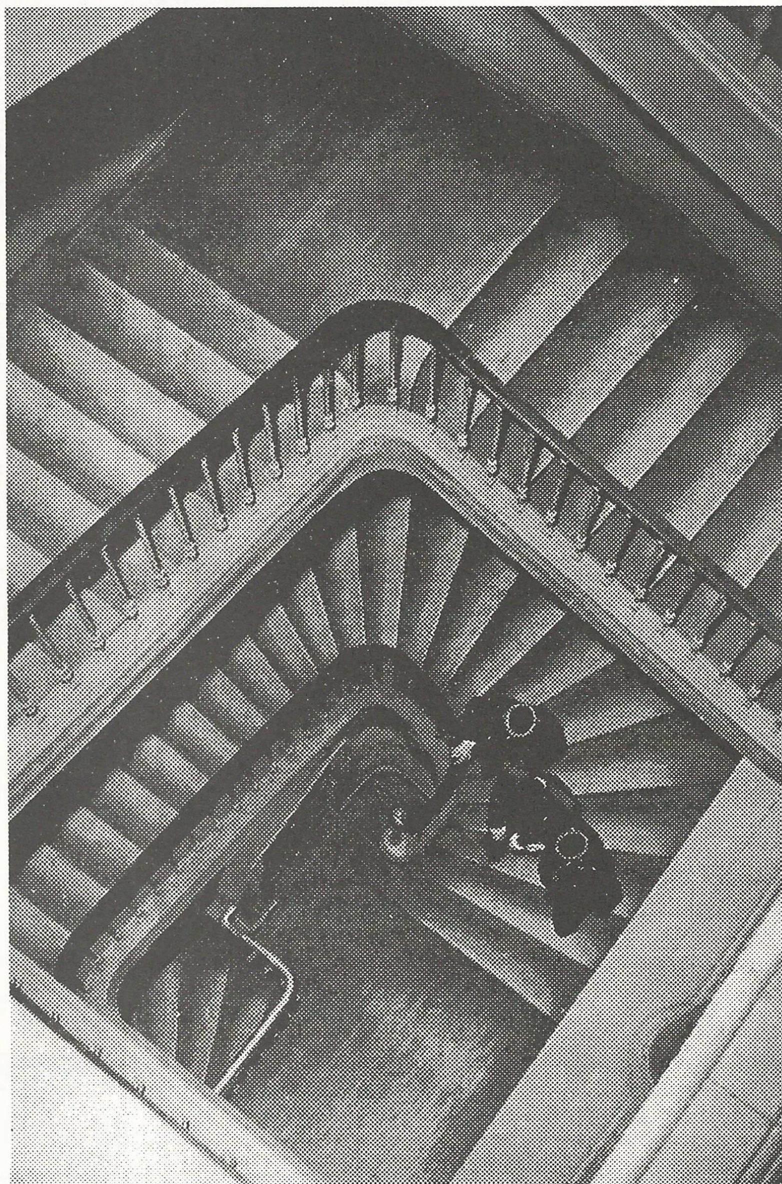
Ce faisant, il obtient du même coup :

- La possibilité de faire taire pendant des années, même en l'absence d'accusations spécifiques, un bon nombre d'anarchistes. Chose qu'il ne pouvait obtenir avec les procès habituels pour occupations illégales, résistance a la Force Publique, apologie de la violence, etc.
- La légitimation pour généraliser la criminalisation des squatters qui refusent de se légaliser, de ceux qui n'ont pas de travail fixe, de ceux qui soutiennent les copains emprisonnés, bref, de tous ceux qui veulent vivre et non pas survivre.
- La preuve que même les ennemis de l'autorité s'organisent d'une façon autoritaire, autant dire qu'on ne peut échapper aux rapports de contrôle et de soumission, de dirigisme et de spécialisation.
- L'occasion de renouveler l'illusion que, en dehors de la survie et de l'attentisme, de la résignation et de la délégation de pouvoir, ne subsiste que l'organisation armée prolongement de la politique avec d'autres moyens. Une fois le spectacle des partis combattants misérablement consumé, tout discours insurrectionnel est disqualifié.
- La confirmation que ceux qui se révoltent sont les derniers fantômes d'une idéologie révolutionnaire.

C'est pourquoi la domination se présente comme éternelle. La démocratie, c'est la liberté. Une révolte contre la liberté est inconcevable, donc elle n'existe pas. Tous doivent croire que, contre le présent démocratique, rien ne se passe. Que rien ne peut se passer. Que ce qui se passe est l'œuvre de « terroristes «, c'est donc comme s'il ne se passe rien. Aux exploités qui ne veulent pas grossir les rangs d'un parti armé, ou contempler comme des spectateurs leurs gestes, il ne reste que la protestation légale-voilà ce que dit le pouvoir. Ou réformisme, ou barbarie. La conclusion de cette logique totalitaire, c'est qu'aucun changement réel n'est possible.

Comme on peut le voir, les raisons pour construire ce théorème ne manquent pas aux puissants. Mais les révoltés en ont encore plus pour le détruire.

(repris de *Le loup-garou*, numéro unique, novembre 1996)

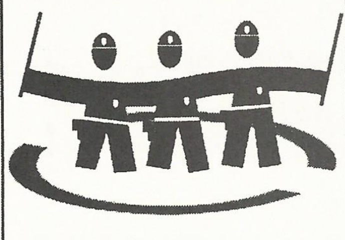
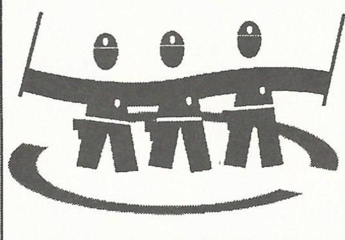
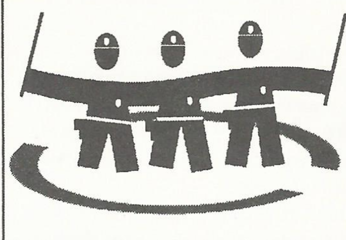
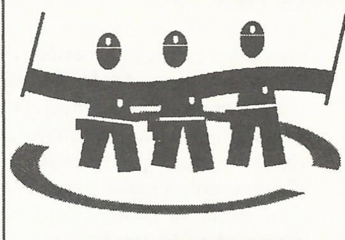
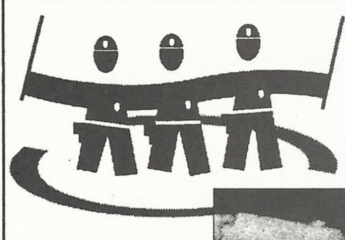
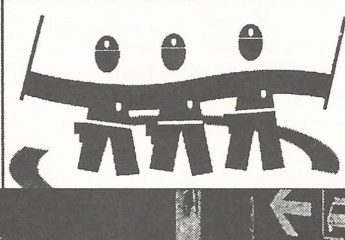
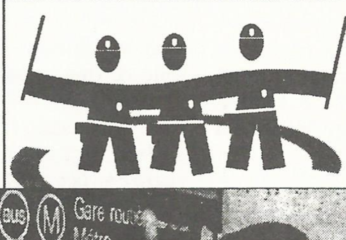
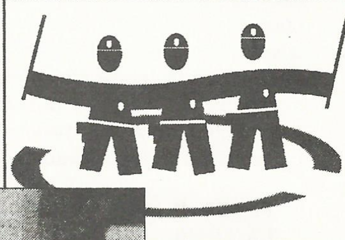
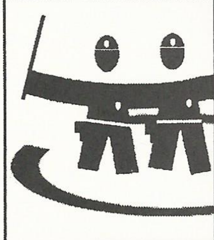


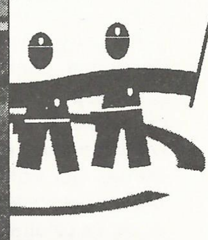
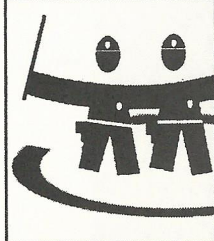
INFOS, INITIATIVES ET MESSAGES DE SOLIDARITÉ :

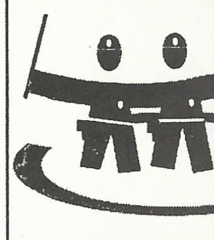
Comitato Difesa Anarchici,
c/o El Paso Occupato,
via Paso Buole 47,
10127 Torino, Italie

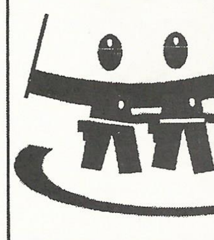
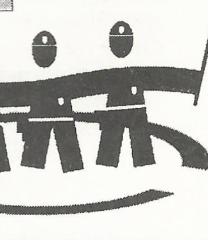
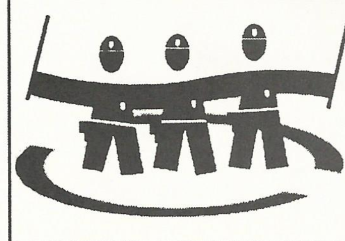
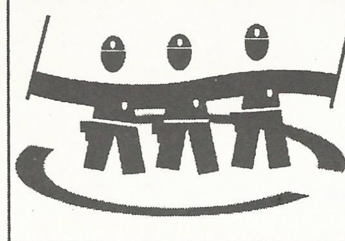
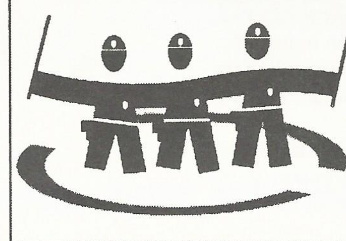
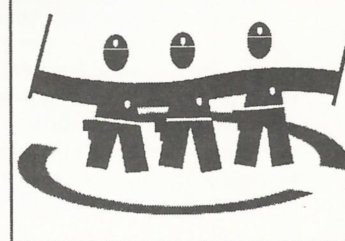
INFOS DIVERSES ET VARIÉES :

Canero (journal),
Case Postale 4120, 50135
Firenze, Italie
Tel/fax : 055- 631 413


Répressifs, ensemble.

Répressifs, ensemble.

Répressifs, ensemble.

Répressifs, ensemble.

Répressifs, ensemble.

Répressifs, ensemble.

Répressifs, ensemble.

Répressifs, ensemble.

Répressifs,

BUS
M
Métro

ensemble.

Répressifs,

ensemble.

Répressifs,

ensemble.

Répressifs,

ensemble.

Répressifs, ensemble.

Répressifs, ensemble.

Répressifs, ensemble.

Répressifs, ensemble.